

CONSEIL COMMUNAL DU 28 MARS 2019
GEMEENTERAAD VAN 28 MAART 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents	Aleksandra Kokaj, <i>Présidente/De Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Boris Dilliès, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ; Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Serge Minet, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Jacques Brotchi, Laurence Anne Vandeputte, Valérie Gillès de Pelichy, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> ; Laurence Vainsel, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Daniel Hublet, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ;
Verontschuldigd	Eric Sax, Céline Fremault, Sophie François, Jean-Luc Vanraes, Lise Goetghebuer, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

28.03.2019/A/0001 **Interpellation citoyenne : déclaration de politique générale - mise en œuvre effective des engagements concernant le vélo.**

Mmes Duvieusart et Brachet, représentant le GRACQ (Groupe de recherche et d'action des cyclistes quotidiens), rappellent que leur association est une ASBL apolitique dont l'objectif principal consiste en la promotion du vélo comme moyen de déplacement. La démarche adoptée par les 12.000 membres du GRACQ vise à ce que toute personne souhaitant se déplacer à vélo puisse le faire dans les meilleures conditions (intermodalité, accessibilité, sécurité, simplicité).

Fietsersbond Brussel-Zuid behartigt de belangen van fietsers in Ukkel, Vorst en Sint-Gillis. Het is een afdeling van de overkoepelende Fietsersbond die als onafhankelijke ledenvereniging meer dan 23.000 leden en vijfhonderd vrijwilligers telt. Fietsersbond wil fietsen vanzelfsprekend maken, zodat elke fietser zich veilig en comfortabel op de fiets kan verplaatsen. Fietsersbond lobbyt, voert acties, geeft advies en is gesprekspartner voor meer dan 125 gemeentebesturen.

À la suite de l'adoption de la déclaration de politique générale par le Conseil communal en janvier dernier, la section locale d'Uccle du GRACQ souhaiterait interpellier le

Collège et les conseillers communaux sur la mise en œuvre effective des engagements relatifs au vélo.

Les auteurs de l'interpellation ont accueilli avec beaucoup de satisfaction et d'espoir la Déclaration de Politique générale 2018-2024, parce qu'elle est extrêmement précise en matière de mobilité active et reflète un grand nombre de demandes portées par le GRACQ Uccle avant les élections : de la personne contact vélo au sein des services communaux à un Conseil consultatif des modes actifs, d'un budget dédié au vélo à une carte des modes actifs sur le site de la commune, de l'engagement à réaliser sur les 6 prochaines années au moins 10 kilomètres de cheminements cyclables à des parkings vélo dans les écoles et au stationnement vélo à proximité des pôles d'activité de la commune...

Cette Déclaration de Politique Générale montre que de plus en plus d'habitants et d'élus prennent conscience de l'intérêt de l'usage de la bicyclette pour affronter toute une série de défis: qualité de l'air, embouteillages, convivialité, accessibilité, sécurité et manque d'exercice.

Vu que les attentes sont grandes, le GRACQ veillera à ce que les engagements pris pour les six prochaines années se concrétisent, avec un calendrier de mise en œuvre précis et un suivi régulier des progrès accomplis et de ce qui reste à faire. Mmes Duvieusart et Brachet militent pour qu'Uccle devienne une commune sûre pour les adultes comme pour les enfants à vélo. Elles sont prêtes à coopérer avec la commune à cet effet, notamment au sein du Conseil consultatif des modes actifs. Le GRACQ Uccle fera entendre sa voix dans le cadre du réaménagement envisagé de plusieurs places publiques pendant la mandature, notamment le parvis Saint-Pierre, la place Jean Vander Elst et la place de Saint-Job.

Par ailleurs, s'il convient de multiplier les aménagements cyclables, la qualité doit aussi être au rendez-vous. Mmes Duvieusart et Brachet insistent pour que les aménagements cyclables proposés soient de qualité, ce qui suppose une concertation régulière avec la communauté cycliste. Elles ne veulent plus d'opportunités manquées, comme l'aménagement mal pensé du rond-point Churchill, ou le carrefour du Globe, refait récemment sans aucune réflexion s'agissant des personnes roulant à vélo, ce qui suppose une meilleure coopération avec la Région. Un état des lieux des aménagements cyclables existants est nécessaire afin d'établir une liste des priorités et des besoins en termes d'entretien, de rafraîchissement des marquages et/ou d'adaptation et sécurisation.

Le GRACQ espère que le Collège ucclois fera du vélo une question transversale, permettant à tous les échevins d'apporter leur pierre à la politique du vélo, dans leur champ respectif de compétences. Cela signifie œuvrer en faveur d'une politique intégrée du vélo, grâce à un travail d'équipe. Une politique du vélo reposant uniquement sur les épaules de l'échevin de la Mobilité aurait moins de chances de succès.

Le Bourgmestre est, entre autres, le chef de la police. La police locale a le rôle crucial d'accroître la sécurité de tous et donc des cyclistes. Les brigades cyclistes des autres zones de police bruxelloises ont démontré leur intérêt et leur popularité, permettant l'application du contrôle d'une manière amicale, avec plus de sécurité !

Ces agents, visibles et accessibles, sont évidemment conscients des problèmes des cyclistes et des infractions routières qui les mettent en danger. Ils sont en meilleure posture pour rappeler à l'ordre un cycliste prenant des libertés avec les règles, en particulier vis-à-vis des piétons et personnes à mobilité réduite. Ces agents augmentent fortement la sécurité des cyclistes et des piétons. Ils auront dans leur colimateur : la vitesse inadaptée (surtout dans les rues avec trafic mixte), la conduite sous influence, l'utilisation du téléphone portable au volant et l'arrêt sur les pistes cyclables et sas vélo

aux feux de signalisation. Le GRACQ demande l'instauration d'une brigade cycliste au sein de la police. La brigade cycliste pourrait également rappeler aux automobilistes de ne pas s'arrêter ou se garer sur ou juste devant les passages piétons, car cela entrave la visibilité et met piétons et cyclistes en danger.

Le Bourgmestre devant être un exemple, le GRACQ serait heureux de le voir lui-même rouler à vélo.

Vu que le Bourgmestre est compétent pour le secteur horeca, pourrait-il lancer un label « accueil vélo/fietsvriendelijk handel », comme il en existe dans les régions voisines ?

Lors des grands événements, il serait opportun de veiller à la présence d'un nombre suffisant de parkings vélo (ou à tout le moins de barrières Nadar), comme l'ont déjà demandé les membres du GRACQ pour les 10 km d'Uccle, car cela permet d'éviter le vol de vélos.

Le GRACQ demande que les aménagements désormais planifiés par Uccle aient une largeur suffisante pour accueillir et permettre le dépassement de véhicules désormais plus larges que les vélos de course. C'est notamment le cas des vélos adaptés pour personnes à mobilité réduite. L'utilisation du vélo-mesureur, utilisé par la Région, serait utile pour vérifier la cyclabilité.

Les nombreux trous dans la chaussée, accotements non stabilisés, marquages effacés, contribuent à mettre les cyclistes en danger (chutes, écarts brutaux pour éviter les trous) et occasionnent crevaisons, réparations. Le GRACQ attend une action rapide sur ce point.

L'installation disparate de zones à 30 km/heure, plutôt que leur généralisation, permet à certains de faire valoir leur difficulté de savoir s'ils se situent en zone 30 ou en zone « normale ». Un nombre croissant de villes de tous pays généralise la limitation de vitesse à 30 km/heure, les voies principales prioritaires (losange jaune) demeurant à 50 km/heure.

Indépendamment des ICC (itinéraires cyclables communaux), de compétence exclusivement communale, les autres réseaux requièrent l'intervention des bureaux d'études, afin que les ICR (itinéraires cyclables régionaux) et les RER vélos soient réalisés au plus vite, compte tenu de la topographie particulière du territoire uccllois.

L'étude du fonctionnement des premières rues scolaires et rues cyclables, créées par d'autres communes bruxelloises, permettra sans doute d'en créer à Uccle. Les rues à sens unique trop étroites pour laisser les autos dépasser les cyclistes sans danger sont probablement destinées à devenir des rues cyclables.

Aujourd'hui les cyclistes et les piétons doivent souvent se contenter de l'« espace résiduel », une fois dessinées les bandes carrossables. Il faut au contraire concevoir et organiser la voirie à partir des cyclistes et des piétons, des jeunes et moins jeunes. Il ne faut plus penser en termes de flux de voitures, mais de nombre de personnes passantes, c'est-à-dire oser opérer des choix clairs et transversaux en faveur des cyclistes et des piétons.

Il est important de vérifier que les règlements communaux, tels le règlement de police ou le règlement d'urbanisme, prennent en compte la politique vélo, comme le préconise le Bypad. Les enquêtes publiques et les commissions de concertation sont l'occasion de « veiller au respect strict du règlement régional d'urbanisme (et inciter à dépasser le minimum légal (local vélos / poussettes) » pour la délivrance des permis d'urbanisme (priorité B6 du Plan vélo).

Les tronçons du réseau cyclable uccllois gérés par d'autres pouvoirs requièrent une prudence attentive pour éviter que des terrains nécessaires pour le développement des futurs RER vélo, ferroviaires ou forestiers ne soient utilisés à d'autres fins. Ces terrains s'avèrent cruciaux en raison de leur faible déclivité et de l'absence de demande de suppression de voies carrossables et de parkings automobiles.

La lutte contre le vol de vélos exige qu'un effort soit accompli pour inclure dans les permis d'urbanisme la nécessité de prévoir des remises pour landaus, caddies et vélos de tous types, quelle que soit leur destination (administration, commerce, éducation, culture, sport, habitation, etc.). Il faut veiller à garantir un stationnement de qualité, que ce soit pour des périodes courtes (arceaux) ou longues (vélo-boxes). Comme cela se passe dans d'autres pays, les rez-de-chaussée des bâtiments vides pourraient servir à remiser des vélos, au moins durant le temps de leur disponibilité.

Une politique visant à promouvoir l'égalité des chances ne peut négliger l'accès au vélo pour les personnes âgées et handicapées.

Les maillages verts et bleus développés par Bruxelles-Environnement et la commune d'Uccle doivent être soutenus car ils permettent aux personnes moins aguerries de se déplacer à vélo. Les « impasses débouchantes » de nombreux chemins, numérotés ou non, doivent être signalées. Les bandes « confort » réalisées il y a plus d'un siècle par l'ancien Touring Club peuvent servir d'exemple à cet égard.

La traversée (et non l'envahissement) de vélos dans les parcs uclois est tout à fait possible. À cet égard, le GRACQ se réjouit du fait que la Déclaration de politique générale stipule que la possibilité d'un aménagement cyclable dans le parc de Wolvendael sera étudiée.

La maîtrise du véhicule vélo et du trafic est indispensable. Le Bypad/Plan vélo uclois recommande l'apprentissage du vélo à tout âge. Le corps des gardiens de la paix s'efforce dans la mesure de ses moyens d'apporter aux écoles une aide complémentaire à la formation au brevet vélo dispensée dans quelques sections primaires. Mais il faut intensifier les efforts.

La Région wallonne encourage diverses initiatives dont la commune pourrait s'inspirer (outre les Plans de déplacements scolaires) :

- Vélobus (rangs accompagnés à vélo, avec l'aide de gardiens de la paix, de parents, de voisins, d'agents d'ALE) ;
- RéVé (réseau des écoliers à vélo, recherche d'itinéraires à baliser, en classe de géographie de 1^{ère} secondaire) ;
- Tandem scolaire (élève de fin de secondaire guidant un élève de début du secondaire sur le chemin de l'école) ;
- Carte des chemins scolaires sûrs (SRS anglais) incluant les rues scolaires.

En matière de propreté, le dégagement des aménagements cyclables (débris divers, marrons et feuilles mortes, neige voire verglas) est indispensable.

Au cours des 6 dernières années, le Conseil consultatif des personnes porteuses de handicap a eu la chance de pouvoir inviter tous les échevins et le futur bourgmestre, afin de développer des projets.

Via une ordonnance de décembre 2016, le gouvernement bruxellois a inauguré une nouvelle aire de coopération transversale en faveur des personnes porteuses de handicap, comme le demande d'ailleurs la convention de l'ONU. Pour ce qui concerne la prise en compte du handicap dans la politique du vélo à Bruxelles, les intervenantes épinglent la disposition suivante : « Réalisation d'un inventaire et diffusion des initiatives existantes en matière de vélo inclusif, formation d'un groupe de personnes en situation de handicap et achat d'un matériel adapté mis à disposition plus durablement ; en parallèle, définition d'un plan de développement du vélo pour tous à Bruxelles pour la prochaine législature. » La commune d'Uccle pourrait-elle y participer ?

M. Cools remercie les membres du GRACQ pour leurs actions de sensibilisation en faveur du vélo. Il remarque que les mentalités ont évolué, les différents groupes politiques étant désormais plus réceptifs à cette problématique. La majorité précédente s'était déjà engagée dans cette voie avec l'étude Bypad.

Le vélo requiert des investissements importants, notamment pour les itinéraires cyclables. M. Cools ne comprend pas pourquoi les permis correspondants n'ont toujours pas été délivrés alors que le Collège et la commission avaient déjà émis des avis favorables sur ce point dès 2014.

La Région a établi un plan 2011-2020 pour la sécurité routière. Elle va lancer un nouveau plan de sécurité routière qui donnera lieu à une consultation des communes. Etant donné que de nombreux parents sont inquiets pour la sécurité de leurs enfants, le Collège devra être très vigilant sur ce point lorsqu'il sera consulté.

M. Hayette signale que le groupe socialiste partage largement l'approche transversale du GRACQ.

Il épingle le vol de vélos, qui est devenu un véritable fléau. Il faudrait trouver une parade à cette délinquance, par exemple en créant des parcs à vélos sous surveillance autour des gares et terminus de trams ou en prévoyant des sanctions plus sévères pour les voleurs dans le règlement de police.

Il faut protéger davantage les usagers les plus faibles, sans pour autant organiser une concurrence entre les différents moyens de transport. Uccle-Centre devrait bénéficier d'investissements afin de disposer de pistes cyclables plus sécurisées. La consultation systématique des principaux intéressés devrait rendre les projets plus crédibles. Les plans « vélo » mis en place dans plusieurs métropoles européennes pourraient servir d'exemples.

Le groupe socialiste attend du Collège un plan précis et chiffré ainsi que la fixation d'un calendrier dans le cadre du plan triennal.

Mme Van Offelen précise que le groupe MR souhaite améliorer la mobilité en encourageant la pratique du vélo, qui non seulement présente des avantages sur le plan environnemental mais favorise aussi le commerce de proximité.

Mme Van Offelen est favorable à l'organisation d'un parcours annuel des espaces verts communaux dont l'itinéraire serait adapté aux cyclistes.

Le Bypad a instauré une dynamique de concertation constructive avec le GRACQ et le Fietsverbond, grâce à laquelle le premier événement vélo à destination des écoles uccloises a pu être organisé au printemps dernier.

M. Godefroid insiste sur 5 points qui lui semblent prioritaires :

- les infrastructures, et en particulier les pistes cyclables, en veillant à ce qu'elles soient suffisamment larges ;
- le Conseil consultatif des modes actifs, de manière à organiser la complémentarité et non l'opposition entre moyens de transport ;
- les brigades policières cyclables, avec la mise en place de formations pour les agents désireux de s'y engager ;
- la généralisation des zones 30, pour changer les mentalités ;
- les vélobus voire même les pedibus, pour désengorger les abords des écoles.

Quoiqu'il ne faille pas opposer un mode de transport à un autre, le partage de l'espace public nécessite que l'on sorte de l'imaginaire du « tout à la voiture ».

M. De Bock estime aussi qu'il ne faut pas opposer les différents moyens de transport car tous les usagers sont susceptibles d'être tour à tour piétons, cyclistes, automobilistes, etc. Mais dans certains cas, l'étroitesse des voiries ne facilite guère la coexistence des modes de transport. Selon M. De Bock, les élus doivent s'appuyer sur l'expertise d'organisations telles que le GRACQ.

M. le Bourgmestre, après avoir remercié les auteurs de l'interpellation et salué le travail accompli par le GRACQ, précise qu'en matière de mobilité, le temps du dogmatisme est terminé. Auparavant, le vélo était considéré à Bruxelles comme un moyen de transport accessoire, avant tout voué aux loisirs. À présent, il s'inscrit de manière résolue dans le cadre de la politique de mobilité.

L'exigence de fluidité implique un partage de l'espace public, et ce d'autant plus que dans bien des cas, un vélo en plus signifie une voiture en moins.

Les nouvelles technologies peuvent constituer un appoint précieux pour les deux-roues, dans la mesure où les vélos électriques permettent d'aborder plus facilement les changements de relief. En outre, plusieurs entreprises innovatrices proposent des systèmes de sécurisation des vélos.

Le Collège de police réfléchit à la mise en place d'une brigade cycliste d'ici l'année prochaine.

La recrudescence des vols de vélos résulte de l'augmentation du nombre de vélos en circulation. Les services de police entendent intensifier la prévention et la répression contre ce phénomène. Des opérations menées à l'aide de vélos « appâts » ont permis de démanteler des filières actives dans le vol de bicyclettes.

Le développement du vélo électrique en free-floating peut s'avérer une solution pour les personnes qui souhaitent acquérir cet engin mais ne disposent pas d'un espace suffisant pour l'entreposer à domicile.

Pour ce qui concerne le secteur horeca, le Collège souhaite intégrer des éléments relatifs au vélo dans le label du développement durable.

Des mesures seront également prises pour les événements de grande envergure, comme les 10 km d'Uccle.

M. l'Echevin Wyngaard se réjouit du fait que la commune pourra se reposer sur l'expertise du GRACQ, notamment dans le cadre du Conseil consultatif des modes actifs. Les services de l'échevinat sont en train d'élaborer le règlement d'ordre intérieur de ce futur Conseil consultatif, qui sera lancé avant l'été.

Un agent du service Mobilité exercera la fonction de référent vélo.

Les artères sélectionnées par les services pour la mise en place de cheminements cyclables seront aménagées dans les prochains mois.

Le tracé d'une piste cyclable sur l'avenue Winston Churchill sera effectué en concertation avec l'administration régionale au cours de la seconde semaine des vacances de Pâques.

M. l'Echevin Wyngaard reconnaît que le Bypad, mis en place par la majorité précédente, constitue un outil très précieux.

En matière de stationnement vélo, 150 arceaux et 6 boxes vélo supplémentaires seront déployés sur le territoire communal. Les citoyens souhaitant disposer d'un emplacement de ce type à proximité de leur domicile sont invités à prendre contact avec l'ASBL Cyclo.

Des moyens supplémentaires ont été dégagés pour les marquages dans le cadre du budget adopté lors de la séance de février du Conseil communal.

La réflexion sur l'extension des zones 30, souhaitée par le Collège, sera menée dans le

cadre du Plan communal de mobilité. Celui-ci, datant de 2006, fera l'objet d'une révision approfondie. Le Collège est bien conscient du fait que le respect effectif des limitations de vitesse dans les zones 30 nécessite des aménagements particuliers.

La société active dans l'offre de vélos en free-floating, avec laquelle le Collège a établi des contacts, va étendre ses activités sur l'ensemble du territoire communal.

Le budget prévu pour la prime pour vélo électrique, maintenue cette année, a été revu à la hausse.

Un parking sécurisé plus étendu sera aménagé pour les 10 km d'Uccle.

Les services de l'échevinat seront attentifs à la largeur des cheminements cyclables et veilleront à repérer les trous sur la chaussée s'il s'agit de voiries communales. Quoiqu'elle ne soit pas compétente pour les voiries régionales, la commune répercutera tout problème auprès de la Région, l'application « Fix my street » étant de nature à accélérer ce type de démarche.

M. l'Echevin Wyngaard confirme que la Région n'a toujours pas délivré le permis pour les ICR (itinéraires cyclables régionaux). La question du financement constituant probablement un frein, M. l'Echevin Wyngaard pense que celle-ci devrait être traitée dans le cadre d'un dossier distinct, de manière à accélérer la délivrance du permis.

Tout projet d'aménagement sur le territoire communal intégrera la problématique du RER Vélo.

Les associations de parents de plusieurs établissements ont contacté l'administration communale à propos des « rues scolaires ». Le service Mobilité réfléchit à l'élaboration d'un formulaire-type fixant des balises suffisamment claires pour toutes les personnes intéressées.

M. l'Echevin Biermann signale que dans tous les projets de rénovation ou de construction d'immeubles à appartements multiples, la commission de concertation est très soucieuse de respecter la norme prévoyant un emplacement de vélo par chambre.

La plupart des bâtiments communaux disposent d'espaces pour le stationnement des vélos à proximité immédiate. Et il en sera de même au nouveau centre administratif de la rue de Stalle, tant pour les visiteurs que pour le personnel.

Mme l'Echevine De Brouwer précise que des contacts seront établis avec le SUTA (Service ucclois du Troisième Âge) pour assurer l'accès au vélo pour les personnes âgées. Une réflexion du même ordre pourrait être menée à l'égard des handicapés dans le cadre du Conseil consultatif de la personne porteuse de handicap.

Les services communaux réfléchissent à l'aménagement éventuel d'une piste cyclable au sein du parc de Wolvendael. Mais vu que le parc est classé, une telle décision requiert l'accord de la Commission des Monuments et Sites.

Mme l'Echevin Gol-Lescot signale que trois écoles communales sont inscrites pour le brevet cycliste. Les autres sont en liste d'attente car l'association Pro Vélo ne parvient pas à suivre la demande. Mais de toute façon, l'ensemble des écoles dispensent une éducation à la circulation en vélo et à la sécurité routière. Les rangs vélos, proposés par certains établissements scolaires, ne sont guère demandés car ce n'est pas encore ancré dans les mentalités. Certaines écoles disposent d'un endroit sécurisé à l'intérieur de leur enceinte pour y déposer des vélos.

Le service de la Propreté dispose d'une balayeuse dont les dimensions permettent de nettoyer les pistes cyclables.

Mmes Duvieusart et Brachet remercient le Collège pour ses réponses et espèrent que ces discussions transversales pourront être poursuivies dans le cadre du Conseil

consultatief.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : algemene beleidsverklaring - verwezenlijking van de engagementen betreffende de fietsers.

Mevr. Duvieusart en Brachet (vertegenwoordigsters van GRACQ - Groupe de recherche et d'action des cyclistes quotidiens) geven aan dat hun vzw (12.000 leden) de fiets promoot zonder politieke agenda. Fietsersbond Brussel-Zuid (23.000 leden en vijfhonderd vrijwilligers) behartigt de belangen van fietsers in Ukkel, Vorst en Sint-Gillis.

De algemene beleidsverklaring is erg precies met betrekking tot actieve mobiliteit en toont aan dat de fiets steeds aan belang wint. GRACQ zal waken over de concrete uitvoering van deze beloftes. Ukkel moet een veilige fietsgemeente worden en ze willen hiervoor graag samenwerken met de gemeente. Nieuwe fietsinrichtingen moeten ook kwalitatief zijn. Er is hiervoor regelmatig overleg met de fietsgemeenschap nodig. Er moet een overzicht van de bestaande inrichtingen opgesteld worden om prioriteiten te kunnen vaststellen. Een fietsbeleid moet ondersteund worden door alle schepenen, niet enkel de schepenen van Mobiliteit.

De lokale politie speelt een belangrijke rol in de veiligheid, ook die van de fietsers. Fietsbrigades in andere Brusselse gemeente hebben hun nut al aangetoond. Problemen en inbreuken kunnen sneller vastgesteld worden en dit verhoogt de veiligheid. GRACQ vraagt de invoering van een fietsbrigade binnen de politie.

Is een label "accueil vélo/fietsvriendelijk handel" mogelijk, zoals dit reeds bestaan in de buurregio's?

Tijdens grote evenementen moeten voldoende fietsparkings voorzien worden.

Inrichtingen moeten ook breed genoeg zijn om voor alle fietstypes.

Er moet een snelle oplossing komen voor putten, onstabiele bermes, ontbrekende markering, ...

Steeds meer steden voeren een algemene zone 30 in, wat voor minder onzekerheid zorgt.

De gewestelijke fietsroutes en het GEN fiets moeten er zo snel mogelijk komen.

Schoolstraten moeten mogelijk worden en te nauwe straten kunnen omgevormd worden tot fietsstraten.

Vandaag beschikken fietsers en voetgangers over de ruimte die nog overblijft, terwijl wegen ontworpen moeten worden door te vertrekken vanuit het standpunt van fietsers en voetgangers.

Om fietsdiefstal te bestrijden moeten er kwalitatieve parkings voorzien worden voor kort (bogen) en lang (fietsboxen) parkeren. Ook leegstaande benedenverdiepingen van gebouwen kunnen hiervoor gebruikt worden.

Ook ouderen en personen met een handicap moeten de fiets kunnen gebruiken.

Fietspaden in groene zones moeten mogelijk zijn, zoals in het Wolvendaelpark.

Een goede fietsbeheersing is noodzakelijk. Bypad/Fietsplan Ukkel promoot fietsbeheersing op alle leeftijden. De gemeenschapswachten zetten zich al in aan scholen om fietsbrevetten te bekomen maar de inspanningen moeten nog versterkt worden.

Het Waalse gewest heeft enkele initiatieven genomen die als inspiratie kunnen dienen zoals Vélobus (fietsen in groep onder begeleiding), RéVé (netwerk van fietsende leerlingen, routes zoeken, ...) en Tandem scolaire (oudere leerlingen die jongere leerlingen begeleiden).

Fietspaden moeten ook steeds proper gehouden worden (afval, sneeuw, ...). Voor personen met een handicap moet er een inventaris komen van de bestaande initiatieven inzake inclusief fietsen, opleiding en aankoop van aangepast materiaal.

De h. Cools geeft aan dat deze problematiek bij steeds meer partijen aandacht krijgt. Om te fietsen zijn belangrijke investeringen nodig. Hij begrijpt dan ook niet waarom er nog steeds geen vergunningen voor Bypad zijn uitgereikt terwijl de overlegcommissie sinds 2014 al gunstige adviezen heeft geformuleerd.

Het gewest heeft een plan 2011-2020 verkeersveiligheid opgesteld en zal een nieuw plan lanceren met raadpleging van de gemeentes. Het college moet hier een bijzondere aandacht aan besteden.

De h. Hayette geeft aan dat de PS de transversale aanpak van GRACQ grotendeels steunt.

Fietsdiefstal is een echte plaag. Er moeten maatregelen genomen worden zoals parkings met toezicht of strengere straffen.

Men moet de zwakke weggebruikers beschermen zonder daarbij andere vervoersmiddelen te belemmeren. In Ukkel-Centrum moeten veilige fietspaden komen. De fietsplannen van andere grote Europese steden kunnen hierbij als voorbeeld dienen.

De PS verwacht een gedetailleerd plan en een kalender in het kader van het driejarenplan.

Mevr. Van Offelen geeft aan dat de MR de fiets promoot, niet enkel voor het milieu maar ook voor de buurthandel. Bypad heeft gezorgd voor een constructieve dialoog met GRACQ en de Fietsverbond.

De h. Godefroid geeft 5 prioriteiten aan: infrastructuur die breed genoeg moet zijn, adviesraad inzake actieve vervoersmethodes, fietsbrigades van de politie, algemene zone 30 en vélobus of pedibus in de buurt van scholen. De openbare ruimte moeten open staan voor alle vervoersmethodes.

De h. De Bock vindt eveneens dat alle vervoersmethodes mogelijk moeten blijven want iedereen is wel eens voetganger, fietser, bestuurders, ... Door te smalle wegen is er vaak geen plaats voor meerdere methodes.

De burgemeester antwoordt dat de fiets een volwaardige vervoersmethode is geworden. Meer fietsen betekent ook minder auto's en de technologie creëert ook nieuwe mogelijkheden (elektrische fietsen, betere fietsbeveiliging).

De invoering van een fietsbrigade volgend jaar wordt overwogen.

De stijging van het aantal diefstallen komt door de stijging van het aantal fietsen in het

verkeer. De politie zal zorgen voor meer preventie en repressie in dit domein. Elektrische fietsen "free-floating" kunnen een oplossing zijn voor inwoners die thuis geen plaats hebben voor een fiets. In de horecasector kan het college het fietsaspect integreren in het label duurzame ontwikkeling. Bij grote evenementen zoals de 10 km van Ukkel zullen de nodige maatregelen genomen worden.

Schepen Wyngaard wil graag een beroep doen op de expertise van GRACQ. Zijn diensten werken momenteel aan een reglement van een dergelijke adviescommissie die voor de zomer van start moet gaan.

Een ambtenaar van de dienst Mobiliteit zal aangesteld worden als fietscontactpersoon. De komende maanden zullen fietsinrichtingen aangelegd worden. Het tracé van het fietspad in de Winston Churchilllaan zal uitgevoerd worden in overleg met het gewest in de tweede week van de paasvakantie. Bypad, ingevoerd door de vorige meerderheid, is een erg nuttig middel. Er komen bijkomende parkeerinrichtingen: 150 bogen en 6 fietsboxen. Men kan zich hiervoor informeren bij de vzw Cyclo. Er zijn bijkomende middelen voorzien voor wegmarkeringen. In het kader van het mobiliteitsplan zal nagedacht worden over de uitbreiding van de zones 30. Er zijn hiervoor steeds bijzondere inrichtingen vereist. De onderneming die free-floating fietsen aanbiedt, zal haar activiteit in Ukkel uitbreiden. Er zijn meer premies voorzien voor de aankoop van elektrische fietsen. Er komt een grotere veilige parking voor de 10 km van Ukkel. Zijn diensten zullen aandacht besteden aan de breedte van de fietspaden en putten (in gemeentewegen) opvullen. Voor gewestelijke wegen kan men de app "Fix my street" gebruiken. Hij bevestigt dat het gewest nog steeds geen vergunningen voor de gewestelijke fietsroutes heeft uitgereikt, wellicht om financiële redenen.

Op vraag van oudercomités van verschillende scholen onderzoekt de dienst Mobiliteit de mogelijkheden van "schoolstraten".

Schepen Biermann geeft aan dat de overlegcommissie bij elk renovatie- of bouwproject erover waakt dat er voldoende plaats is om fietsen te stallen. De meeste gemeentegebouwen hebben fietsparkings vlakbij en ook in het nieuwe gebouw zullen het personeel en de bezoekers hierover kunnen beschikken.

Schepen De Brouwer signaleert dat de UDDL en de adviesraad voor personen met een handicap gecontacteerd zullen worden in verband met de toegang tot fietsen voor ouderen en mindervaliden.

Een fietspad in het Wolvendaelpark kan overwogen worden maar hiervoor is de toestemming van Monumenten en Landschappen vereist (beschermde site).

Schepen Gol-Lescot geeft aan dat drie gemeentescholen meewerken aan het fietsbrevet. Andere scholen staan op een wachtlijst omdat vereniging Pro Vélo de vraag niet kan volgen. In elke school wordt er les rond fietsen en verkeersveiligheid gegeven. Sommige scholen beschikken ook al over een veilige plek binnen de schoolmuren om fietsen te stallen.

De dienst Reinheid beschikt over een aangepaste veger voor fietspaden.

Mevr. Duvieusart en Brachet bedanken het college en hopen dat deze discussies voortgezet kunnen worden in het kader van de adviesraad.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

InterpellationCitoyenne GRACQ.doc, Signataires interpellation citoyenne GRACQ.xlsx

Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.

Cédric Didier Norré entre en séance / treedt in zitting.

28.03.2019/A/0002 **Interpellation citoyenne : nouvelle ligne de bus n° 37 - passage par l'avenue Coghén et construction de nouveaux arrêts de bus "Collège Saint-Pierre" et "Peyo " dans l'avenue Coghén.**

M. Hendrickx, auteur de l'interpellation citoyenne, rappelle que, selon la STIB, l'intérêt de la nouvelle ligne 37 consisterait à rétablir un lien plus direct depuis les quartiers de la gare de Linkebeek et du Homborch vers Saint-Job via l'avenue Dolez, assurer une liaison vers le square des Héros ainsi que la station Albert (ligne 3 et 4) via une desserte de l'avenue Coghén, avec notamment le collège Saint-Pierre, et préfigurer le nouveau réseau de métro dont le métro 3 s'arrêtera à Albert. Concrètement, pour ce qui concerne l'avenue Coghén, les installations suivantes ont été décidées:

- construction de deux nouveaux arrêts de bus "Collège Saint-Pierre" devant, d'une part, les maisons unifamiliales n° 230 et 234 et, d'autre part, le Collège Saint-Pierre – n° 199 et 205 (en face des immeubles d'appartements situés aux n° 240 et 242) ;
- construction de deux nouveaux arrêts de bus "Peyo" devant, d'une part, les maisons n° 116 et 118 de l'avenue Coghén et, d'autre part, l'immeuble n° 101 de l'avenue Coghén.

Pour ce qui est des arrêts « Peyo », les travaux ont commencé du côté des numéros pairs mi-février et y sont quasi terminés. L'arrêt de l'autre côté sera quant à lui installé pendant les vacances de Pâques.

Pour ce qui est des arrêts « Collège Saint-Pierre », les travaux ont commencé du côté des numéros pairs le lundi 25 février 2019 et y sont quasi terminés (à l'exception de l'installation d'abribus, poubelles, etc.). Les travaux du côté des numéros impairs sont prévus pour les vacances de Pâques. La ligne 37 deviendra opérationnelle à partir du 6 mai 2019.

Les signataires de l'interpellation citoyenne s'opposent fermement au passage de la ligne 37 par l'avenue Coghén et à l'installation des nouveaux arrêts de bus « Collège Saint-Pierre » et « Peyo ».

Ils déplorent l'absence totale d'information, de concertation et de communication de la part de la Région, de la STIB et de la commune vis-à-vis des riverains concernés. Quasi tous les riverains, en ce compris les riverains les plus impactés (à savoir ceux qui

habitent à la hauteur des arrêts de bus), sont formels : ils n'ont jamais été informés par quiconque qu'un arrêt de bus allait être installé juste devant leur porte. Certains ont constaté avec surprise ces installations à leur retour des vacances de Carnaval. Un petit nombre de riverains déclare avoir reçu une brochure dans sa boîte aux lettres quelques jours avant le début des travaux mais la majorité affirme ne pas l'avoir reçue. Le manque de concertation et l'absence d'une enquête publique parmi les riverains sont inacceptables et indignes d'une démocratie.

La STIB et la commune ont-elles reçu toutes les autorisations nécessaires et respecté les procédures pour installer une nouvelle ligne de bus ?

La ligne accueillera des bus hybrides et des bus diesel polluants. Une étude d'incidence sur l'environnement a-t-elle été réalisée? La STIB distille les informations et reste obscure à ce sujet, ne dévoile pas l'impact que cette ligne de bus aura sur l'environnement et la santé suite à la pollution sonore et atmosphérique.

Un des intérêts de la nouvelle ligne serait d' « assurer une liaison vers le square des Héros ainsi que la station Albert (ligne 3 et 4) via une desserte de l'avenue Coghen, avec notamment le collège Saint-Pierre ». La ligne 37 passera donc par le square des Héros, où elle utilisera l'arrêt de bus et les abribus existants. A l'heure actuelle, un grand nombre d'élèves du Collège Saint-Pierre utilisent quotidiennement les lignes de bus et de tram (par exemple, lignes 4, 91 et 92) qui passent par le square des Héros. Les arrêts du square des Héros se trouvent à 50 mètres à peine de la première entrée/sortie de l'école au coin de l'avenue Coghen et de l'avenue Brugmann et à 200 mètres à peine de la deuxième entrée/sortie de l'école en face des immeubles d'appartements situés au n° 240 et 242 de l'avenue Coghen. Eu égard aux troubles de voisinage énormes qui sont déjà causés par le nouvel arrêt « Collège Saint-Pierre » et qui augmenteront encore après l'installation de l'arrêt côté école et la mise en service de la nouvelle ligne 37, les signataires de l'interpellation demandent à juste titre pourquoi la présence de l'école nécessiterait un arrêt additionnel sur l'avenue Coghen à proximité de l'arrêt « Héros » de cette même ligne 37.

En outre, si le but est d'assurer une liaison avec la station Albert, cela peut se faire facilement en faisant passer la ligne 37 par l'avenue Brugmann où l'on peut non seulement profiter des arrêts et abribus existants mais aussi du site propre, et ainsi réduire considérablement l'impact sur les riverains en général et tous les riverains de l'avenue Coghen en particulier. Il y a lieu de s'interroger sur l'utilité de cette ligne au-delà du square des Héros puisque 2 lignes de tram prennent déjà le relais jusqu'à Albert (par la chaussée d'Alseberg et l'avenue Brugmann).

La quasi-totalité des riverains s'oppose au projet. D'où vient la demande, étant donné qu'elle ne vient pas des riverains de l'avenue Coghen ? Et à qui va alors servir cette ligne ?

La ligne 37 transformera l'avenue Coghen, avenue résidentielle où il fait bon vivre, en une avenue polluée par les bus diesel et les nuisances sonores et vibrations y afférentes. La fréquence des bus sera infernale à partir d'environ 6 heures du matin jusqu'à environ minuit :

- un bus toutes les 12 minutes pendant les heures de pointe donc, pour les deux directions ensemble, un bus toutes les 6 minutes ;
- un bus toutes les 15 minutes en dehors des heures de pointe donc, pour les deux directions ensemble, un bus toutes les 7,5 minutes ;
- soit au total environ 150 bus par jour, en ce compris les week-ends et les vacances scolaires.

Par ailleurs, l'argument de desservir le collège Saint-Pierre surprend les signataires de l'interpellation (Y a-t-il des cours le soir ? la nuit ? le week-end ? durant les congés scolaires ?).

A cela s'ajoutent :

- la suppression de nombreuses places de parkings pour les riverains déjà confrontés à ce problème ;
- l'inadaptation de la route au croisement de bus, qui engendrera de l'insécurité pour les cyclistes et piétons ;
- une possibilité future d'augmentation des fréquences et de bus de nuit Noctis (leitmotiv de la STIB), alors que Noctis dessert déjà l'avenue Brugmann et la chaussée d'Alseberg, ce qui va engendrer des nuisances nocturnes (alors que l'avenue Coghen est très calme la nuit et le week-end).

Le passage constant des bus aura également pour effet une dévaluation du prix des maisons et appartements affectés et des désagréments disproportionnés par rapport au (prétendu) intérêt public. Quelques exemples parmi d'autres :

- n° 234 de l'avenue Coghen : trottoir élargi et arrêt de bus devant toute la maison sur une longueur de 18 mètres, avec un poteau juste devant l'entrée principale de la maison ; à cela s'ajoutera encore un abribus de 4,50 mètres avec poubelle devant la maison : avis de l'expert immobilier : dévaluation immédiate de 10 à 15% ;
- n° 230 de l'avenue Coghen : le projet d'érection d'un garage sur le terrain constructible entre le n° 230 et le n° 234 est devenu impossible car l'arrêt de bus est juste devant ce terrain ; suite à l'installation d'une grille par la STIB juste à gauche de la sortie voiture, il est devenu impossible de sortir la voiture et tourner à gauche en direction de l'avenue Brugmann quand un camion d'un fournisseur est garé devant la chapelle de l'école (durée moyenne du stationnement des camions : 15 minutes), ce qui arrive très fréquemment ; avis de l'expert immobilier : dévaluation significative.

Il n'y a pas de « kiss & ride » devant le Collège Saint-Pierre. Chaque matin entre 7h45 et 8h30 et chaque après-midi entre 16h00 et 18h00 (les mercredis : entre 12h15 et 18h00), une multitude de parents vient déposer et chercher ses enfants devant l'école. Il y a peu de place pour se garer : les conducteurs utilisent les places de parking libres devant et à proximité de l'école et se garent très fréquemment devant les garages des immeubles voisins, bloquant ainsi la sortie et l'entrée des voitures des riverains.

A la hauteur des n° 234 et 230 de l'avenue Coghen, la STIB a maintenant opéré l'élargissement de 2 mètres du trottoir (qui était déjà d'une largeur de 4,85 mètres) sur une longueur de 30,28 mètres. Il en résulte la perte d'une huitaine de places de parking pour les parents précités (et pour les riverains). La même chose se produira à la hauteur de l'école (en face des immeubles d'appartements situés aux n° 240 et 242 de l'avenue Coghen) : perte additionnelle d'un nombre important de places de parking pour les riverains et les parents d'élèves. En outre, avec l'élargissement du trottoir, l'avenue devient beaucoup plus étroite devant l'école et la chapelle de l'école. De plus, vu le futur passage très fréquent des bus de la ligne 37 et le va-et-vient des camions des fournisseurs de l'école (l'entrée des fournisseurs se trouve en face du n° 230) qui bloqueront le passage des bus, la congestion existant déjà devant l'école s'aggravera

encore davantage. Déjà à l'heure actuelle, avant même que la ligne 37 ne devienne opérationnelle, le bruit des klaxons est incessant, les embouteillages devant l'école sont de plus en plus longs, les parents des écoliers se garent dans tous les sens, les camionnettes des corps de métier sont carrément garées sur le trottoir du matin au soir, etc. Les signataires de l'interpellation invitent les élus à se rendre avenue Coghen à hauteur des feux rouges devant l'école un matin à 8h15 (hors week-end) ou un mercredi à l'heure de midi afin de percevoir l'envergure du problème de saturation. Le problème va croître de manière exponentielle suite à la décision malvenue d'instaurer des bus très fréquents, des arrêts de bus, des trottoirs élargis et une perte importante de places de parking pour les parents des écoliers et pour les riverains.

Il existe déjà un passage piéton avec feux rouges devant la deuxième entrée/sortie de l'école (en face des immeubles d'appartements situés aux n° 240 et 242 de l'avenue Coghen). Il s'agit là d'un endroit où les élèves peuvent traverser l'avenue Coghen de manière sécurisée. Or, pour le nouvel arrêt de bus à hauteur des n° 230 et 234 de l'avenue Coghen, la STIB a prévu l'installation d'un autre passage piéton à hauteur du n° 230 (donc à une vingtaine de mètres de la deuxième entrée/sortie de l'école), sans feux rouges. Les élèves devront donc traverser l'avenue à cet endroit-là parmi le va-et-vient des voitures, des camions des fournisseurs et des bus de la ligne 37. Un tel aménagement est néfaste pour la sécurité des écoliers. Il en va de même pour les élèves qui vont à l'école en vélo : ils devront dorénavant circuler parmi les bus, camions et voitures devant l'école. Il sera impossible d'éviter les accidents.

Si les nouveaux arrêts « Collège Saint-Pierre » étaient vraiment nécessaires, pourquoi ne pas avoir installé l'arrêt côté numéros pairs juste en face de la deuxième entrée/sortie de l'école où figure déjà un passage piéton avec feux rouges ? Il y a une large plage sans accès voiture devant les deux immeubles à appartements situés aux n° 240 et 242 de l'avenue Coghen pour un tel arrêt et la traversée de l'avenue se ferait alors en toute sécurité.

L'impact négatif des arrêts « Peyo » est semblable à celui des deux arrêts du « Collège Saint-Pierre », avec la suppression de nombreuses places de parking, les nuisances sonores, les vibrations, la pollution, la dévaluation des maisons, l'insécurité, etc.

Les auteurs de l'interpellation n'ont jamais demandé le passage de la nouvelle ligne 37 polluante, dangereuse et très encombrante par l'avenue Coghen. Ils ne veulent ni de ce passage ni des arrêts de bus dans leur avenue et n'utiliseront pas la nouvelle ligne, qui est sans intérêt, eu égard aux multiples lignes de transport public (bus et tram) déjà disponibles au square des Héros, en haut de l'avenue Coghen (tram) et sur l'avenue Brugmann, l'avenue Messidor et la chaussée d'Alseberg.

Nonobstant les arguments développés dans le cadre de cette séance du Conseil communal, les signataires de cette interpellation citoyenne souhaitent se réserver tous leurs droits, et en particulier celui d'introduire tout recours jugé opportun dans le cadre de cette affaire.

Vu que les travaux sont censés commencer la semaine prochaine, M. Hendrickx souhaite en outre le vote d'une motion de toute urgence par le Conseil communal, par laquelle celui-ci demanderait à la STIB de mettre immédiatement ses travaux à l'arrêt, le temps de réévaluer cette décision.

M. Hayette, tout en comprenant l'irritation de M. Hendrickx face à l'absence de concertation et d'information auprès des riverains, ne partage absolument pas son point de vue quant au fond du problème. En effet, les conséquences du dérèglement climatiques sont telles que les changements de comportement sont inévitables. Et s'il s'agit de préserver le caractère résidentiel du quartier, rien n'empêche la majorité de

plaider auprès de la STIB pour le recours à des bus électriques. Vu que des travaux importants vont commencer chaussée d'Alseberg, cette ligne 37 va permettre de soulager les anciens utilisateurs du tram 51. De surcroît, les éventuels inconvénients seront limités du fait que l'avenue Coghen est une des plus larges de la commune. Favorable à la mobilité douce, le groupe socialiste ne soutiendra pas les positions défendues par M. Hendrickx dans son interpellation citoyenne.

M. Cools estime que, a priori, l'offre d'une nouvelle ligne de bus est plutôt une mesure opportune, et ce d'autant plus que cette ligne dessert le quartier du Homborch, peu fourni en transports en commun.

M. Cools souhaiterait connaître les éléments objectifs qui ont justifié ce choix.

Toutefois, si l'intention effective était de mieux desservir le quartier du Homborch, des solutions alternatives étaient possibles, telles que la reprise du tracé de l'ancien bus 38 ou l'augmentation des fréquences du bus 43.

Selon M. Cools, le manque de consultation et d'information de la part de l'administration communale est flagrant.

Le groupe « Uccle en avant ! » serait plutôt enclin à retarder l'installation définitive d'arrêts de bus, de manière à évaluer la pertinence de la solution proposée.

Mme Maison était a priori plutôt favorable à ce bus 37 mais les propos de M. Hendrickx l'ont rendue plus dubitative.

Quoi qu'il en soit, ce débat illustre la nécessité de développer la participation citoyenne.

M. Godefroid comprend les inquiétudes de l'auteur de l'interpellation citoyenne mais ne partage pas son point de vue.

En effet, M. Hendrickx craint que cette initiative en vienne à congestionner l'avenue Coghen alors que les bus ont pour vocation à remplacer une part du trafic et non à s'y additionner.

M. Godefroid réfute aussi l'argument selon lequel la poursuite du tracé au-delà du square des Héros serait inutile en raison du parcours de trams jusqu'à la station Albert. Les études montrent que l'utilisation des lignes est freinée davantage par le nombre de correspondances que par le temps de parcours. Il faut éviter la rupture de charge et intensifier le maillage du réseau pour avoir des transports publics performants. La jonction avec la chaussée d'Alseberg proposée ici est donc stratégique, puisque l'avenue Coghen est la seule voirie « inter-quartiers » qui le permette.

La mise en service de bus hybrides et le passage en zone 30 de l'ensemble de l'avenue Coghen sont aussi des mesures à envisager.

Le principe des « rues scolaires » peut contribuer à résoudre le problème du dépôt des enfants à l'école, si celui-ci vient à persister.

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il s'agit d'un projet datant de quelques années en phase de finalisation. Dans le cadre de ce processus, il a été jugé opportun de créer cette ligne 37 afin de répondre aux demandes d'un certain nombre d'Ucclois.

Suite à l'approbation définitive du plan par le gouvernement régional en mars 2018, des informations ont été diffusées dans le Wolvendael. La STIB a déployé des moyens pour communiquer, même si on peut déplorer la distribution tardive d'un toutes-boîtes auprès des riverains. Le Collège n'a d'ailleurs pas manqué de le signaler à la STIB.

Cette ligne 37 permettra de désenclaver certains quartiers de la commune, en particulier celui du Homborch, de desservir la piscine Longchamp et de rejoindre le pôle Albert sans rupture de charge.

Le passage des bus avenue Brugmann n'est pas une solution envisageable car la

largeur du site propre y rend impossible le croisement de deux bus. L'offre de transports en commun sur l'avenue Coghen s'avère d'un intérêt particulier pour les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite (PMR), en raison de la déclivité de cette voirie.

Les travaux entrepris sont tout à fait réguliers sur le plan légal, les travaux de minime importance n'étant pas soumis à permis d'urbanisme et la STIB disposant bien d'une autorisation de la commune d'Uccle en sa qualité de gestionnaire de la voirie.

La localisation des arrêts de bus est mûrement réfléchi par la STIB, qui tient compte de la présence d'entrées carrossables (garages, etc.). Néanmoins, dans le cas où des situations de cet ordre n'auraient pas été repérées par la STIB, M. l'Echevin Wyngaard invite les intéressés à les lui signaler, de façon à ce qu'il puisse en faire part aux responsables de la STIB.

M. l'Echevin Wyngaard signale aussi que d'autres artères résidentielles sont desservies par des bus, sans que cela ne pose de problème.

Les fréquences proposées, classiques dans les zones de la « seconde couronne », sont loin d'être particulièrement intenses. Il n'est absolument pas question d'installer une ligne Noctis dans l'avenue Coghen.

Pour ce qui concerne le matériel roulant, M. l'Echevin Wyngaard rejoint les remarques émises par les auteurs de l'interpellation citoyenne. En effet, les véhicules mis en service seraient des bus diesel alors que des bus électriques avaient été annoncés. Le Collège va plaider auprès de la STIB pour qu'un plus grand nombre de bus électriques ou hybrides soient mis en circulation. Néanmoins, il faut reconnaître que les modèles de bus diesel utilisés actuellement par la STIB sont moins polluants que les précédents et répondent aux normes de basse émission définies par la Région.

M. Hendrickx estime que la position défendue par M. Hayette est dogmatique. De plus, la thèse du remplacement de la ligne 51 par la ligne 37 est incorrecte, vu qu'un dépliant de la STIB mentionne un trajet alternatif pour le remplacement de la ligne 51.

Il signale que le directeur du collège Saint-Pierre n'est pas favorable aux mesures adoptées par la commune car elles vont selon lui générer de l'insécurité pour ses élèves.

M. Hendrickx réitère sa demande de motion, qui s'inscrirait dans une démarche participative.

Mme la Présidente du Conseil signale à M. Hendrickx que l'initiative d'une motion incombe aux membres du Conseil communal et non aux particuliers.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : nieuwe buslijn 37 - doortocht langs de Coghenlaan en aanleg van twee nieuwe bushaltes "Sint-Pieterscollege" en "Peyo" in de Coghenlaan.

De h. Hendrickx geeft aan dat buslijn 37 vanaf 6 mei 2019 opnieuw een directe verbinding zal maken met de wijken van het station van Linkebeek en Homborch naar Sint-Job via de Dolezlaan. Er zullen twee nieuwe haltes gebouwd worden: "Collège Saint-Pierre" en "Peyo". Ze betreuren het totale gebrek aan informatie en overleg vanwege het gewest, de MIVB en de gemeente. De inwoners - op een enkeling na - werden nooit ingelicht over het plan om een bushalte voor hun deur te installeren. Hebben de MIVB en de gemeente de nodige toelatingen gekregen en de procedures gerespecteerd om een nieuwe buslijn in te voeren? De MIVB geeft ook geen informatie over de mogelijke hinder voor het milieu en de gezondheid van deze bussen.

Lijn 37 zal via de Heldensquare rijden waar veel leerlingen de bus en de tram nemen. Men vraagt zich af waarom er een bijkomende halte in de Coghenlaan moet komen vlakbij de halte "Helden" van dezelfde lijn 37. Een vlotte verbinding met het station Albert kan ook door bus 37 via de Brugmannlaan te sturen. Er zijn bovendien al 2 tramlijnen die van de Heldensquare naar Albert rijden. Aangezien de inwoners van de Coghenlaan hier niet om gevraagd hebben, willen ze weten van waar de aanvraag kwam?

Lijn 37 zal een impact hebben op de residentiële Coghenlaan. Er zijn al talrijke parkeerplaatsen geschrapt en de weg is te smal om bussen te laten kruisen (gevaar voor fietsers en voetgangers). De woningprijzen kunnen ook dalen omwille van voorziene inrichtingen zoals een paal vlak voor een woning.

Er is geen kiss & ride voor het Collège Saint-Pierre. Door het beperkt aantal parkeerplaatsen wordt er vaak geparkeerd voor garages van buurtbewoners.

Ter hoogte van de Coghenlaan 234 tot 230 heeft de MIVB het trottoir verbreed (minder parkeerplaatsen) over 30 meter. Dit is ook zo ter hoogte van de school. De weg is daardoor te smal voor bussen en leveranciers van de school. Er zijn nu al talrijke parkeerproblemen en files voor de school.

Er is reeds een oversteekplaats met lichten voor voetgangers maar de nieuwe bushalte vereist een nieuwe oversteekplaats, zonder lichten. De nieuwe halte zou beter voorzien worden aan de oversteekplaats met lichten. Halte "Peyo" zorgt tevens voor de schrapping van talrijke parkeerplaatsen, overlast, trillingen, vervuiling, ...

De indieners van de interpellatie hebben nooit buslijn 37 noch bushaltes in hun laan gevraagd en vragen de gemeente om een dringende motie goed te keuren om de werken van de MIVB die reeds aan te gang zijn stop te zetten en deze beslissing te herzien.

De h. Hayette gaat niet akkoord met de grond van de zaak. Door de klimaatopwarming zijn gedragswijzigingen noodzakelijk. Als het gaat om het residentiële karakter van de buurt, dan kan men pleiten voor elektrische bussen. Aangezien er grote werken zullen starten in de Alsebergsesteenweg, zal lijn 37 tram 51 ontlasten. De socialisten steunen de standpunten van de h. Hendrickx niet.

De h. Cools is van mening dat deze nieuwe lijn belangrijk is voor de nu weinig bediende Homborchwijk. Toch zijn er alternatieven mogelijk zoals de herneming van het tracé van de oude bus 38 of een hogere frequentie van bus 43. Het gebrek aan consultatie en informatie vanwege het gemeentebestuur is flagrant. Uccle en avant ! wenst meer tijd om de voorgestelde oplossing te kunnen evalueren.

Mevr. Maison was voorstander van bus 37 maar ze heeft nu twijfels op basis van de uiteenzetting van de h. Hendrickx. Dit debat toont het nut van burgerinspraak aan.

De h. Godefroid deelt het standpunt van de auteur van de burgerinterpellatie niet. Bussen zullen namelijk net voor minder verkeer zorgen. Het tracé doortrekken tot het station Albert heeft wel degelijk nut omdat men minder overstappen moet maken.

Hybride bussen en een zone 30 in de Coghenlaan kunnen eveneens overwogen worden. Ook een "schoolstraat" kan bijdragen aan de oplossing van het probleem indien dit blijft aanslepen.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de creatie van lijn 37 voldoet aan de vraag van Ukkelaars. De definitieve goedkeuring van het plan (maart 2018) werd megedeeld in de Wolvendael. De MIVB heeft eveneens gecommuniceerd, weliswaar laattijdig, en het college heeft de MIVB hierop gewezen. Dankzij lijn 37 beschikken bepaalde wijken over een betere mobiliteit.

De werken respecteren de wetgeving en de MIVB beschikt over een toelating van de gemeente Ukkel als wegbeheerder. De locatie van de nieuwe bushaltes is goed bestudeerd door de MIVB (garages, ...). Onopgemerkte zaken kan men hem melden zodat hij dit kan doorgeven aan de MIVB. Er zijn nog andere residentiële wegen waarin bussen rijden en dit levert geen problemen op. Er is ook geen sprake van een Noctislijn in de Coghenlaan.

Er werden eerst elektrische bussen aangekondigd maar het zullen toch dieselbussen worden. Het betreft wel minder vervuilende bussen die voldoen aan de gewestelijke normen van de lage emissiezone.

De h. Hendrickx vindt het standpunt van de h. Hayette dogmatisch. Lijn 51 wordt ook niet vervangen door lijn 37 want een MIVB-folder vermeldt een alternatief traject voor de vervanging van lijn 51.

De directeur van het collège Saint-Pierre is bovendien geen voorstander van de maatregelen van de gemeente omdat deze tot meer onveiligheid zal leiden bij zijn leerlingen.

De h. Hendrickx herhaalt zijn verzoek tot motie die zich inschrijft in een initiatief van burgerparticipatie.

De voorzitter van de raad geeft aan dat een motie ingediend wordt door gemeenteraadsleden en niet door particulieren.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation citoyenne - Bus 37 Coghen.docx

28.03.2019/A/0003 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 6 décembre 2018 - Achat de petits matériels de cuisine supplémentaires 2018 - 4.337,98 € (T.V.A. comprise) - Article 722/744-98/40 - Fonds de réserve;

- 19 mars 2019 - Mobilier pour les écoles communales et les crèches - 73.500 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40 et 84401/744-98/58 - Fonds de réserve.

Le Conseil prend connaissance.
37 votants : 37 votes positifs.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald de artikels 234, § 3 en 236,
Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :
- 6 december 2018 - Aankoop van bijkomend klein keukenmateriaal 2018 - 4.337,98 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/744-98/40 - Reservefonds;
- 19 maart 2019 - Meubilair voor de gemeentescholen en de kinderdagverblijven - 73.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40 en 84401/744-98/58 - Reservefonds.

De Raad neemt kennis.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

28.03.2019/A/0004 **Mandats à conférer dans les A.S.B.L. communales.- A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.- Modification.**

Le Conseil,
Attendu qu'en séance du 24 janvier 2019, l'Assemblée a marqué son accord sur les candidats aux postes d'administrateur dans l'A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle;
Que le groupe MR propose à présent le remplacement de Mme Vanessa Issi par Mme Marion Van Offelen, conseillère communale,
Marque son accord sur cette nouvelle proposition.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Toe te kennen mandaten in de gemeentelijke V.Z.W.'s.- V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.- Wijziging.

De Raad,
Aangezien in zitting van 24 januari 2019, de Vergadering zich akkoord verklaarde met de kandidaten bestuurders bij de V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle;
Dat de groep MR nu voorstelt om Mevr. Vanessa Issi te vervangen door Mevr. Marion Van Offelen, gemeenteraadslid,
Verklaart zich akkoord met dit nieuwe voorstel.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

28.03.2019/A/0005 **A.S.B.L. A.L.E. d'Uccle.- Désignation de deux membres supplémentaires. (l'urgence sera demandée)**

Le point est reporté.

V.Z.W. P.W.A. van Ukkel.- Aanduiding van twee bijkomende leden. (de dringendheid zal gevraagd worden)

Het punt wordt verdaagd.

2 annexes / 2 bijlagen
Statuts ALE.pdf, OK - Objet 8A - 1.doc

28.03.2019/A/0006 **Binhôme.- Désignation des représentants communaux.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 24 des statuts de la S.C.R.L. Binhôme, société issue de la fusion entre la Société Uccloise du Logement et le Foyer Ixellois, prévoit que la société est gérée par un Conseil d'administration de maximum 11 membres;

Que ces administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale et que pour Uccle, 4 administrateurs sont nommés sur base d'une liste de candidats proposés par la commune (dont deux représentants issus du Conseil communal),

Décide de proposer les candidatures suivantes :

- Mme Diane Culer, conseillère communale;
- M. Michel Cohen, conseiller communal;
- M. Bernard Richelle;
- M. Bruno Nys.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Binhôme.- Aanduiding van de gemeentelijke vertegenwoordigers.

De Raad,

Aangezien artikel 24 van de statuten van cvba Binhôme, maatschappij die het resultaat is van de fusie tussen de Ukkelse Huisvestingsmaatschappij en Foyer Ixellois, voorziet dat de maatschappij beheerd wordt door een raad van bestuur van max. 11 leden;

Aangezien deze bestuurders aangesteld worden door de algemene vergadering en er voor Ukkel 4 bestuurders worden aangesteld op basis van een lijst van kandidaten, voorgesteld door de gemeente (waarvan twee vertegenwoordigers uit de gemeenteraad),

Beslist de volgende kandidaturen voor te stellen:

Mevr. Diane Culer, gemeenteraadslid;

De h. Michel Cohen, gemeenteraadslid;

De h. Bernard Richelle;

De h. Bruno Nys.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Statuts Binhôme.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

28.03.2019/A/0007 **Approbation de l'octroi de subsides à l'organisation des "24 heures vélo du Bois de la Cambre" et au club Gymnorythmies Uccle.**

Le Conseil,

Considérant que les "24 heures vélo du Bois de la Cambre" participent à la promotion de la mobilité douce en ce que cet événement sportif et convivial "met en selle" des milliers de jeunes;

Considérant que la pratique du vélo s'avère également très positive pour la santé et pour l'environnement;

Considérant que l'événement se déroulera au Bois de la Cambre, à proximité de notre commune, que 10 groupements ucclois soit près de 500 personnes y participeront, que l'équipe organisatrice compte plusieurs Ucclois dans ses rangs;

Considérant que les organisateurs sollicitent un subside dans le cadre de la 33e édition qui se tiendra les 30 et 31 mars prochains;

Au vu de l'organisation, il est soumis à l'Assemblée de leur accorder un subside de 700 €;

D'autre part, considérant que la Gymnorythmies Uccle participe à la Gymnaestrada Mondiale qui aura lieu en Autriche en juillet 2019;

Considérant que la Gymnaestrada Mondiale est une manifestation organisée tous les 4 ans;

Considérant que la Gymnorythmies Uccle enverra 34 gymnastes à cet événement international;

Considérant que les frais d'inscription s'élèvent à 800 € par participante;

Considérant que les organisatrices sollicitent un subside pour la participation des 34 gymnastes de la section d'Uccle;

Au vu de l'organisation, il est soumis à l'Assemblée de leur accorder un subside

exceptionnel de 3.400 €;

Considérant que la dépense d'un montant total de 4.100 € est à engager à l'article 764/332-02/12 de l'exercice 2019 où figure un disponible de 4.500 € (3/12),

Décide d'octroyer un subside de 700 € à l'organisation des "24 heures vélo du Bois de la Cambre" et de 3.400 € à la Gymnorythmies Uccle.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Goedkeuring van de toekenning van subsidies aan de " 24 heures vélo du Bois de la Cambre" en aan de club Gymnorythmies Uccle.

De Raad,

Overwegende dat "24 heures vélo du Bois de la Cambre" inspeelt op de aanmoediging van zachte mobiliteit aangezien dit sportevenement duizenden jongeren op de fiets krijgt;

Overwegende dat fietsen bovendien erg goed is voor de gezondheid en het milieu;

Overwegende dat het evenement plaatsvindt in het Ter Kamerenbos, vlakbij onze gemeente, dat 10 Ukkelse groepen ofwel bijna 500 personen eraan zullen deelnemen, dat talrijke Ukkelaars meewerken aan de organisatie van dit evenement;

Overwegende dat de organisatoren een subsidie aanvragen in het kader van de 33ste editie die plaatsvindt op 30 en 31 maart;

Overwegende dat de vergadering verzocht wordt een subsidie van € 700 toe te kennen voor de organisatie;

Overwegende dat Gymnorythmies Uccle deelneemt aan de World Gymnaestrada die plaatsvindt in Oostenrijk in juli 2019;

Overwegende dat de World Gymnaestrada om de 4 jaar georganiseerd wordt;

Overwegende dat Gymnorythmies Uccle 34 turnsters naar dit internationale evenement zal sturen;

Overwegende dat de inschrijvingskosten per deelnemster € 800 bedragen;

Overwegende dat de organisatrices een subsidie aanvragen voor de deelname van 34 turnsters van de Ukkelse afdeling;

Overwegende dat de vergadering verzocht wordt een uitzonderlijke subsidie van € 3.400 toe te kennen voor de organisatie;

Overwegende dat een totaalbedrag van € 4.100 geboekt moet worden onder artikel 764/332-02/12 van het dienstjaar 2019 waar een krediet van € 4.500 (3/12) beschikbaar is,

Beslist de volgende subsidies toe te kennen : € 700 voor de organisatie van de "24 heures vélo du Bois de la Cambre" en € 3.400 aan Gymnorythmies Uccle.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

Voirie - Wegen

28.03.2019/A/0008 **Création d'une passerelle piétonne et cyclable rue de Verrewinkel.- Exercice 2019.- Approbation de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation et du mode de financement du marché.**

Le Conseil,

Attendu que le bureau Arcadis Belgium a établi un projet de construction d'une passerelle piétonne et cyclable rue de Verrewinkel à hauteur du pont du chemin de fer;
Attendu que le Projet a été approuvé par le Conseil communal en date du 21 novembre 2015;

Attendu que l'estimation de la dépense s'élève à 499.254,06 € hors TVA soit, 694.712,03 €, TVA et révision et imprévus 15 % compris;

Attendu qu'un crédit de 800.000,00 € est inscrit à l'article 421/732-60/82 du budget 2019 pour la construction d'une passerelle piétonne et cyclable rue de Verrewinkel, sous réserve de l'approbation du budget 2019 par l'autorité de tutelle;

Attendu que le projet sera financé à concurrence de 100 % du montant des travaux par Beliris dans la cadre de l'accord de coopération entre l'état fédéral et la région de Bruxelles-Capitale;

Attendu qu'une convention entre Beliris et la commune a été approuvé par le Conseil communal en date du 27 octobre 2016;

Attendu que la procédure de passation du marché sera par procédure négociée directe avec publication préalable,

Décide d'approuver :

- l'estimation d'un montant 694.712,03 €, TVA comprise;
- les documents du marché devant régir les travaux du présent dossier;
- la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, l'agrégation des entrepreneurs de travaux requise, catégorie D, classe 3, la classe étant déterminée au moment de l'attribution du marché;
- le financement de Beliris;

Et d'entamer la procédure de passation du marché et de publier l'avis de marché au Bulletin des Adjudications après approbation du présent dossier par l'autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Bouw van een loopbrug voor voetgangers en fietsers in de Verrewinkelstraat.- Dienstjaar 2019.- Goedkeuring van de uitgave, de documenten en de gunningsprocedure en financieringswijze van de opdracht.

De Raad,

Aangezien het studiebureau Arcadis Belgium een ontwerp voor het bouwen van een loopbrug voor voetgangers en fietsers in de Verrewinkelstraat ter hoogte van de brug heeft opgesteld;

Aangezien het project op 21 november 2015 door de gemeenteraad is goedgekeurd;
Aangezien de raming van de uitgave € 499.254,06 BTW niet begrepen hetzij € 694.712,03 incl. btw en 15% voor herziening en onvoorziene werken bedraagt;
Aangezien er in de begroting 2019 een bedrag van € 800.000 is voorzien onder artikel 421/732-60/82 voor de bouw van een loopbrug voor voetgangers en fietsers in de Verrewinkelstraat, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2019 door de toezichthoudende overheid;

Aangezien het ontwerp voor 100 % van het bedrag van de werken door Beliris gefinancierd zal worden in het kader van het Samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien dat een overeenkomst tussen Beliris en de gemeente werd goedgekeurd ;

Aangezien de opdracht gegund zal worden via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking,

Beslist :

- de raming van € 694.712,03 incl. btw goed te keuren;

- de documenten van de opdracht die de werken van dit dossier beheersen goed te keuren;

- de procedure van de opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking goed te keuren en de inlichtingen betreffende de technische draagkracht van de aannemers als volgt vast te leggen, de erkenningsvoorwaarden als aannemer van werken, categorie D, klasse 3, De klas zal tijdens de gunning van de opdracht goedgekeurd worden;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de financiering door Beliris;

- de procedure op te starten en de aankondiging van de opdracht na goedkeuring van dit dossier door de toezichthoudende overheid te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

13 annexes / 13 bijlagen

BE114-085-INFRA-VRD_CDC_CA_FR_NL_RL_FINAL.pdf, pss passerelle verewinkel NL.pdf, formulaire d'offre FR.pdf, BE114-085-INFRA-GC-SO-001-Situation existante.pdf, BE114-085-INFRA-GC_MREC_FR_NL-REV3_QBO.pdf, formulaire d'offre NL.pdf, BE114-085-INFRA-GC-SO-002-Situation projeté et limites.pdf, BE114-085-INFRA-GC_CDC_CT_FR_NL_REV2_QBO.pdf, BE114-085-INFRA-GC_MEST_FR_NL-REV3_QBO.pdf, BE114-085-INFRA-GC-SO-102-D-Tablier.pdf, pss passerelle Verrewinkel fr.pdf, BE114-085-INFRA-GC-SO-101-C-Piles et culées.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Logement - Huisvesting

28.03.2019/A/0009 Logement.- Immeuble sis rue Baron Perelman.- Modification des conditions de location.

Le Conseil,

Vu l'article 123, 9° de la nouvelle loi communale relatif à l'administration des propriétés de la Commune;

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale relatif à la fixation des conditions de location des propriétés de la Commune;

Vu que, en séance du 24 mars 2011, le Conseil communal avait décidé de fixer les conditions de location des 13 appartements nouvellement construits sis rue Baron Perelman comme suit :

- pour les Studios : loyer de 350 à 500 € (indexé à ce jour à 397 € et 568 €), montant à adapter en fonction des revenus des candidats et indexé à date anniversaire du bail sur base de l'indice santé;

- pour les appartements 1 chambre : loyer de 500 € à 600 € (indexé à ce jour à 568 € et 681 €), montant à adapter en fonction des revenus des candidats et indexé à date anniversaire du bail sur base de l'indice santé;

- pour les appartements 2 chambres : loyer de 600 € à 750 € (indexé à ce jour à 681 € et 851 €), montant à adapter en fonction des revenus des candidats et indexé à date anniversaire du bail sur base de l'indice santé;

Vu que ces logements ont été affectés à du logement moyen et que le montant du loyer ne peut subir aucune modification suite à la signature du bail du fait d'une modification des revenus ou de la composition du ménage;

Vu que le studio du 4/6 s'est libéré et est en cours de réfection;

Attendu qu'il s'agit de logements récents à basse consommation énergétique et de bonne qualité (voir descriptif en annexe) et que le système de fixation variable des loyers de ces logements constitue une exception dans notre parc de logements moyens; Considérant qu'il y a lieu d'harmoniser les loyers au sein de notre parc locatif en tenant compte des spécificités de chaque immeuble (taille des logements, situation géographique, consommation énergétique, etc.) (voir tableau en annexe) et des loyers de référence;

Décide :

- de supprimer le système de calcul de loyer en fonction des revenus des locataires pour les nouvelles locations des logements visés;

- de fixer les conditions de location suivantes :

- pour les studios : loyer de 450 € + charges;
- pour les appartements 1 chambre : loyer de 665 € + charges;
- pour les appartements 2 chambres : loyer de 775 € + charges;

- bail classique pour logement de type moyen à résidence principale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 34 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

Huisvesting.- Woningen Baron Perelmanstraat.- Wijziging van de huurvoorwaarden.

De Raad,

Gelet op artikel 123, 9° van de nieuwe gemeentewet betreffende het beheer van de gemeente eigendommen;

Gelet op artikel 232 van de nieuwe gemeentewet betreffende het vaststellen van de huurvoorwaarden voor gemeente-eigendommen;

Aangezien de Gemeenteraad in zitting van 24 maart 2011 beslist heeft de huurvoorwaarden van de 13 nieuwbouwwapartementen in de Baron Perelmanstraat als volgt vast te leggen :

- voor de studio's : huur tussen € 350 en € 500 (vandaag geïndexeerd op € 397 en € 568), naargelang het inkomen van de kandidaten en geïndexeerd op de verjaardag van de overeenkomst op basis van de gezondheidsindex;

- voor de appartementen met 1 slaapkamer : huur tussen € 500 en € 600 (vandaag geïndexeerd op € 568 en € 681), naargelang het inkomen van de kandidaten en geïndexeerd op de verjaardag van de overeenkomst op basis van de gezondheidsindex;

- voor de appartementen met 2 slaapkamers : huur tussen € 600 en € 750 (vandaag geïndexeerd op € 681 en € 851), naargelang het inkomen van de kandidaten en geïndexeerd op de verjaardag van de overeenkomst op basis van de gezondheidsindex;

Aangezien het middelgrote woningen betreft waarvan de huurprijs na ondertekening van de overeenkomst niet mag wijzigen ingevolge een wijziging in het inkomen of de gezinssamenstelling;

Aangezien studio 4/6 vrijgekomen is en momenteel vernieuwd wordt;

Aangezien het gaat om recente kwalitatieve woningen met een laag energieverbruik (zie beschrijving in de bijlage) en de variabele huurprijzen van deze woningen een uitzondering zijn in ons aanbod aan middelgrote woningen;

Overwegende dat de huurprijzen van ons huurwoningaanbod geharmoniseerd moeten worden, rekening houdend met de eigenschappen van elk gebouw (afmeting van de woningen, geografische ligging, energieverbruik, enz.) (zie tabel in de bijlage) en met de indicatieve huurprijzen,

Beslist :

- het systeem voor de berekening van de huur op basis van het inkomen van de huurders voor de betrokken nieuwe huurwoningen op te heffen;

- de volgende huurvoorwaarden vast te stellen :

- voor de studio's : huur van € 450 + lasten;
- voor de appartementen met 1 slaapkamer : huur van € 665 + lasten;
- voor de appartementen met 2 slaapkamers : huur van € 775 + lasten;

- klassieke huurovereenkomst voor een middelgrote woning als hoofdverblijf.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 34 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

3 annexes / 3 bijlagen

Détail logements Perelman.pdf, Fiche Perelman.pdf, Perelman Comparatif loyers parc et référence.pdf

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

28.03.2019/A/0010 **Propriétés communales.- Place Homère Goossens, 1, premier étage.- Occupation précaire d'un local au 1er étage pour "ScriptaLinea" - réseau international d'écritures littéraires et sociales.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Considérant que le contrat d'occupation avec l'A.B.D relatif aux locaux du 1^{er} étage place Homère Goossens, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2003, s'est terminé le 31 octobre 2018;

Considérant que depuis les locaux sont occupés en partie par l'A.S.B.L. Force Douce, l'A.S.B.L. les Passagers de la Force Douce et par l'Atelier littéraire;

Considérant qu'il reste encore des locaux disponibles;

Considérant que ScriptaLinea, association internationale sans but lucratif développe un réseau international d'écritures littéraires et sociales pour le bien commun;

Considérant que les locaux seraient occupés 2 jours et demi par semaine;

Considérant que le local serait occupé par 2 à 3 personnes maximum;

Considérant que les toilettes et le coin cuisine seraient partagés avec les 2 autres occupants en bonne harmonie;

Considérant qu'aucune décision n'a encore été prise quant à l'avenir du bâtiment mentionné;

Considérant qu'une convention d'occupation précaire d'un local pourrait être signée par la représentante de cette association, Madame Isabelle de Vriendt,

Décide :

- de prendre connaissance de la demande Madame Isabelle de Vriendt pour l'A.S.B.L. "ScriptaLinea";
- d'autoriser la mise à disposition du local C, situé au 1^{er} étage de l'immeuble situé place Homère Goossens, n° 1, à Madame Isabelle de Vriendt pour son association de réseaux d'écritures;
- d'approuver la convention d'occupation précaire en sa faveur, aux conditions suivantes : redevance forfaitaire (80 €) pour les charges, résiliation possible en un mois, durée indéterminée.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Homère Goossensplein 1, eerste verdieping.- Precair gebruik van een lokaal op de eerste verdieping voor "ScriptaLinea" - internationaal netwerk van literaire en maatschappelijke geschriften.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en 232;

Overwegende dat de gebruiksovereenkomst met de ABD voor de lokalen op de eerste verdieping van het Homère Goossensplein, in werking getreden op 1 januari 2013, afgelopen is op 31 oktober 2018;

Overwegende dat de lokalen sindsdien deels gebruikt worden door de V.Z.W. Force Douce, de V.Z.W. Les Passagers de la Force Douce en het Atelier littéraire;

Overwegende dat er nog lokalen beschikbaar zijn;

Overwegende dat ScriptaLinea, internationale vereniging zonder winstoogmerk, een internationaal netwerk van literaire en maatschappelijke schriften ontwikkelt voor het algemeen welzijn;

Overwegende dat de lokalen 2,5 dagen per week gebruikt zouden worden;

Overwegende dat het lokaal door maximum 2 tot 3 personen gebruikt zou worden;

Overwegende dat de toiletten en de keukenhoek in goede verstandhouding gedeeld zouden worden met de 2 andere gebruikers;

Overwegende dat er nog geen beslissing genomen is over de toekomst van het

voornoemde gebouw;

Overwegende dat er een preciaire gebruiksovereenkomst van een lokaal getekend zou kunnen worden door de vertegenwoordiger van deze vereniging, mevrouw Isabelle de Vriendt,

Beslist :

- kennis te nemen van de vraag van mevrouw Isabelle de Vriendt voor de V.Z.W. "ScriptaLinea";

Toestemming te geven lokaal C, op de eerste verdieping van het gebouw op het Homère Goossensplein 1, ter beschikking te stellen aan mevrouw Isabelle de Vriendt voor haar vereniging van netwerken van schriften;

De preciaire gebruiksovereenkomst hiervoor goed te keuren op de volgende voorwaarden: forfaitaire retributie voor de lasten (€ 80), opzegging mogelijk binnen de maand, onbepaalde duur.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

présentation scriptalinea.pdf, statuts.pdf, publication moniteur.pdf, délégation.pdf, 2019 Convention.pdf

28.03.2019/A/0011 **Propriétés communales.- Place Homère Goossens, 1, premier étage.- Occupation précaire d'un local au 1er étage pour un atelier littéraire "Rendez-vous du livre".**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale et notamment l'article 232;

Considérant que le contrat d'occupation avec l'A.B.D relatif aux locaux du 1er étage place Homère Goossens, entré en vigueur le 1er janvier 2003, s'est terminé le 31 octobre 2018;

Considérant que depuis les locaux sont inoccupés;

Considérant que la bibliothèque du Centre, rue du Doyenné 64, subsidiait différentes animations en ses locaux, notamment le « Café littéraire » le dernier vendredi du mois et le « Rendez-vous du livre » le 2ème vendredi du mois;

Considérant que ces 2 animations concernaient les mêmes personnes;

Considérant que le « Rendez-vous du livre », géré par Madame Marianne Koutchoumov, n'est plus subsidié;

Considérant que depuis septembre 2018, ce groupe d'Ucclois est à la recherche de nouveaux locaux pour sa deuxième réunion mensuelle, le 2ème vendredi du mois;

Considérant que les participants sont plutôt âgés, vivent dans le quartier et, pour la plupart, n'ont pas de moyens de transport;

Considérant que l'immeuble situé à la Place Homère Goossens n° 1 abrite la Justice de paix au rez-de-chaussée et se trouve tout près de la bibliothèque du Centre;

Considérant que les locaux seraient occupés 4h par mois (13h-17h), le 2ème vendredi;

Considérant que ces réunions littéraires regroupent environ 20 personnes et qu'elles remplissent un rôle social;

Considérant qu'aucune décision n'a encore été prise quant à l'avenir du bâtiment mentionné;

Considérant que les locaux sont libres sauf un bureau de ± 25 m² utilisé par l'A.S.B.L. "Force Douce";

Considérant qu'une convention d'occupation précaire d'un local à titre gratuit pourrait être signée par la représentante de cet atelier littéraire,

Décide :

- de prendre connaissance de la demande Madame Marianne Koutchoumov pour l'atelier littéraire le "Rendez-vous du livre";
- d'autoriser la mise à disposition du local B, situé au 1er étage de l'immeuble situé place Homère Goossens, n° 1, à Madame Marianne Koutchoumov pour cet atelier littéraire pour lui permettre de l'organiser chaque deuxième vendredi du mois, de 13h à 17h;
- d'approuver la convention d'occupation précaire en sa faveur, aux conditions suivantes : gratuité de l'occupation, résiliation possible en un mois, durée indéterminée, proposition d'activités gratuites et ouvertes à tous, horaire flexible.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Homère Goossensplein 1, eerste verdieping.- Precair gebruik van een lokaal op de eerste verdieping voor een literaire workshop "Rendez-vous du livre".

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;

Overwegende dat de gebruiksovereenkomst met de ABD voor de lokalen op de eerste verdieping van het Homère Goossensplein, in werking getreden op 1 januari 2013, afgelopen is op 31 oktober 2018;

Overwegende dat de lokalen sindsdien leegstaan;

Overwegende dat de bibliotheek Le Centre, Dekenijstraat 64, verschillende activiteiten in haar lokalen subsidieerde, meer bepaald het "Literair Café" elke laatste vrijdag van de maand en de "Rendez-vous du livre" elke tweede vrijdag van de maand;

Overwegende dat bij deze 2 activiteiten dezelfde mensen betrokken waren;

Overwegende dat de "Rendez-vous du livre", onder leiding van mevrouw Marianne Koutchoumov, niet meer gesubsidieerd wordt;

Overwegende dat deze Ukkelse groepering sinds september 2018 op zoek is naar nieuwe lokalen voor haar tweede maandelijkse bijeenkomst elke tweede vrijdag van de maand;

Overwegende dat de deelnemers vooral ouderen uit de wijk zijn die meestal geen eigen vervoermiddel hebben;

Overwegende dat het gebouw op het Homère Goossensplein 1 op de gelijkvloerse verdieping onderdak biedt aan het vredegericht en heel dicht bij de bibliotheek Le Centre ligt;

Overwegende dat de lokalen 4 uur per maand (13.00 - 17.00 uur) gebruikt zouden worden, elke tweede vrijdag;

Overwegende dat op deze literaire bijeenkomsten ongeveer 20 deelnemers aanwezig zijn en ze een sociale rol vervullen;

Overwegende dat er nog geen beslissing genomen is over de toekomst van het voornoemde gebouw;

Overwegende dat de lokalen leegstaan, behalve een kantoor van +/- 25 m² dat gebruikt wordt door de vzw 'Force Douce';

Overwegende dat er een preciaire gebruiksovereenkomst ten kosteloze titel van een lokaal ondertekend zou kunnen worden door de vertegenwoordigster van deze literaire workshop,

Beslist:

- kennis te nemen van de vraag van mevrouw Marianne Koutchoumov voor de literaire workshop "Rendez-vous du livre";
- toestemming te geven om lokaal B, gelegen op de 1e verdieping van het gebouw op het Homère Goossensplein 1, ter beschikking te stellen van mevrouw Marianne Koutchoumov voor deze literaire workshop, zodat zij die elke tweede vrijdag van de maand van 13.00 tot 17.00 uur kan organiseren;
- de preciaire gebruiksovereenkomst te haren gunste goed te keuren op de volgende voorwaarden : kosteloos gebruik, opzegging mogelijk binnen de maand, onbepaalde duur, aanbieden van gratis activiteiten voor iedereen, flexibel uurrooster.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2019 12 18 IN mail demande locaux.pdf, 2019 Convention bis Atelier littéraire.pdf

Jacques Brotchi quitte la séance / verlaat de zitting.

28.03.2019/A/0012 **Propriétés communales.- Rue du Bourdon, près de la halte ferroviaire Moensberg.-
Autorisation d'occupation précaire pour du parking.- Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale et notamment l'article 232;

Considérant qu'Infrabel et TUCRAIL sont chargés du dossier RER, notamment près de la gare de Linkebeek, au nœud intermodal du Moensberg entre les lignes ferroviaires 124 et 26;

Considérant que les travaux ne seraient réalisés au plus tôt qu'en 2024;

Considérant qu'un terrain rue du Bourdon, appartenant majoritairement à Infrabel (et pour partie au Fonds d'Infrastructure Ferroviaire (FIF)/Société d'Aménagement Urbain (SAU)), servait de parking « sauvage » pour les usagers des transports publics (train via la halte Moensberg et bus 43);

Vu que ce terrain sert aussi de base de chantier pour Infrabel et accueillera des grues et autres engins de chantier;

Vu que, de plus en plus, des personnes profitaient de ce lieu retiré pour venir y jeter, le plus souvent la nuit, leurs gros déchets encombrants, obligeant le service de la Propreté à venir nettoyer fréquemment les lieux;

Considérant que la commune a demandé à Infrabel de clôturer l'espace, ce qui a été accompli via une grille à l'entrée;

Considérant que depuis, des riverains se sont plaints de « voitures ventouses » occupant les places de parking sur la voie publique, près de chez eux, durant toute la journée, sans doute les voitures des usagers des transports en commun;

Considérant que, le 30 août 2018, une discussion a eu lieu avec des représentants d'Infrabel, de la SNCB et des services communaux concernés;

Considérant qu'Infrabel se montrait favorable à l'idée d'une occupation provisoire des lieux, à titre gratuit, comme parking avec une gestion communale : gestion des déchets sauvages, organisation de la police du site et aménagement de l'espace, aux frais de la commune tout en lui permettant d'y accéder pour les travaux de maintenance et du chantier RER;

Considérant qu'il ne s'agirait pas d'un parking officiel mais d'une tolérance d'un

espace de parking d'environ 20/30 emplacements jusqu'à la finalisation du parking public géré alors par la SNCB dans plusieurs années;

Considérant qu'Infrabel envisagerait de mettre le parking officiel en utilisation avant la mise à 4 voies (en 2031) et même la mise à 2 voies (en 2024), indépendamment du permis d'urbanisme, éventuellement pour un parking plus petit, éloigné de la zone de chantier;

Considérant que le terrain, qui était un parking sauvage, serait probablement majoritairement utilisé par des navetteurs mais permettrait aux riverains uclois de ne plus subir de « voitures ventouses » ;

Considérant que le permis d'urbanisme en passe d'être déposé mais que la gare ne va pas fermer durant les travaux;

Considérant que la commune pourrait imaginer de placer une barrière, décourageant ainsi les dépôts clandestins;

Considérant que le placement de spots automatiques, d'un portique pour éviter le passage de camionnettes et de caméras a aussi été envisagé;

Considérant que des espaces de parking de délestage ou de dissuasion sont toujours bienvenus et utiles aux portes de la Région de Bruxelles-Capitale, près des haltes de transports en commun;

Considérant qu'il s'agirait de répondre à une situation de fait;

Considérant que ni Infrabel ni la SNCB ne peuvent participer à une cogestion du terrain en qualité de parking car ils ne veulent pas officialiser l'existence d'un parking qui créerait inévitablement des attentes de la part des usagers;

Considérant qu'en date du 27 septembre 2018, le Collège des Bourgmestres et Echevins a approuvé le principe d'une convention de mise à disposition à titre précaire du terrain d'Infrabel non cadastré, succinctement localisé sur le plan annexé, en attendant la réalisation du permis d'urbanisme pour le parking de la SNCB;

Considérant qu'il a également approuvé la mise en place d'une barrière automatique et la gestion des dépôts clandestins éventuels par le service de la Propreté publique;

Considérant que l'autorisation d'occupation précaire d'un bien du domaine public d'Infrabel n°0260190006 est parvenue à la commune le 28 février dernier mais que le nom du Bourgmestre devra être mentionné;

Considérant que les conditions principales de cette autorisation, prenant cours le 1er mars 2019 et se terminant le 31 décembre 2021 sont : le paiement annuel d'une redevance de 1 euro, soit un total de 3 € pour les 2019 à 2021 et les travaux et entretiens à charge de la commune;

Considérant qu'Infrabel tient au paiement d'une redevance, même minime, pour garantir le lien d'un contrat,

Décide d'approuver :

- d'approuver l'autorisation d'occupation précaire d'un bien du domaine public d'Infrabel n°0260190006, moyennant l'indication du Bourgmestre pour représenter le Collège, relative au terrain rue du Bourdon, près de la halte du Moensberg, en vue d'y permettre le parking public à créer et entretenir par la commune;

- l'engagement d'un montant de 3 € (exercice 2019 à 2021) et la liquidation de la redevance annuelle de 1 euro prévue par cette autorisation d'occupation n°0260190006.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Gemeente-eigendommen - Horzelstraat, kort bij de treinhalt Moensberg.-

Toelating om de precare bezetting van de parking.- Vastlegging van de uitgave.

De raad,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;
Overwegende dat Infrabel en TUC RAIL belast zijn met het GEN-dossier, meer bepaald nabij het station Linkebeek, op het intermodaal knooppunt van de Moensberg tussen spoorlijn 124 en 26;
Overwegende dat de werken ten vroegste in 2024 uitgevoerd zouden worden;
Overwegende dat een terrein in de Horzelstraat, grotendeels behorend tot Infrabel (en deels tot het Fonds voor spoorweginfrastructuur (FSI)/de Maatschappij voor Stedelijke Inrichting (MSI)), dienst deed als wildparking voor de gebruikers van het openbaar vervoer (trein aan de stopplaats Moensberg en bus 43);
Aangezien dit terrein ook als werfbasis dienst doet voor Infrabel en er kranen en andere bouwplaatsmachines geplaatst zullen worden;
Aangezien steeds meer mensen van deze afgelegen plaats gebruikmaakten om er vooral 's nachts hun grof huisvuil af te zetten, waardoor de dienst Reinheid de plaatsen vaak moet schoonmaken;
Overwegende dat de gemeente aan Infrabel gevraagd heeft de ruimte af te sluiten, wat gebeurd is met behulp van een hek aan de ingang;
Overwegende dat buurtbewoners sindsdien klagen over langparkerende auto's op de parkeerplaatsen op de openbare weg, vlakbij hun woning, en dit gedurende de volledige dag, waarschijnlijk voertuigen van gebruikers van het openbaar vervoer;
Overwegende dat er op 30 augustus 2018 een discussie plaatsvond met de vertegenwoordigers van Infrabel, de NMBS en de betrokken gemeentediensten;
Overwegende dat Infrabel voorstander was van het idee om de plaatsen tijdelijk, ten kosteloze titel, te gebruiken als parking beheerd door de gemeente: beheer van sluikstorten, organisatie van de politie van het terrein en inrichting van de ruimte, op kosten van de gemeente, waarbij Infrabel er toegang toe blijft hebben voor onderhoudswerken en de GEN werkzaamheden;
Overwegende dat het niet om een officiële parking zou gaan, maar over een tolerantie van een parkeerruimte met ongeveer 20/30 plaatsen, tot de openbare parking afgewerkt is die binnen enkele jaren door de NMBS beheerd zal worden;
Overwegende dat Infrabel zou overwegen de officiële parking in gebruik te nemen voor de invoering van 4 sporen (in 2031) en zelfs voor de invoering van 2 sporen (in 2024), afgezien van de stedenbouwkundige vergunning, eventueel voor een kleinere parking, afgelegen van de werfzone;
Overwegende dat het terrein, dat een wildparking was, waarschijnlijk vooral gebruikt zou worden door pendelaars, maar ook de Ukkelse buurtbewoners zou kunnen ontlasten van langparkerende auto's;
Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning ervoor ingediend is, maar dat het station niet zal sluiten tijdens de werken;
Overwegende dat de gemeente zou kunnen overwegen een hek te plaatsen om zo sluikstorten te ontmoedigen;
Overwegende dat de plaatsing van automatische spots, camera's en een poort om de doorgang van bestelwagens te verhinderen ook overwogen werd;
Overwegende dat alternatieve en overstapparkings altijd welkom en nuttig zijn aan de toegang tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, nabij de haltes van het openbaar vervoer;
Overwegende dat het erom zou gaan te beantwoorden aan een feitelijke toestand;
Overwegende dat noch Infrabel, noch de NMBS kan deelnemen aan een medebeheer van het terrein als parking, aangezien ze het bestaan van een parking niet willen officialiseren, omdat dat onvermijdelijk verwachtingen van de reizigers met zich mee zou brengen;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 27 september 2018 het principe van een overeenkomst heeft goedgekeurd voor de terbeschikkingstelling tot wederopzeggens van het niet gekadastréerd terrein van Infrabel, beknopt gesitueerd op het bijgevoegde plan, in afwachting van de uitvoering van de stedenbouwkundige vergunning voor de parking van de NMBS;

Overwegende dat het ook heeft ingestemd met de plaatsing van een automatisch hek en het beheer van eventueel sluikstorten door de dienst Openbare Reinheid;

Overwegende dat de toestemming tot precair gebruik van een goed van het openbaar domein van Infrabel nr. 0260190006 de gemeente bereikt heeft op 28 februari, maar dat de naam van de burgemeester erop vermeld moet worden;

Overwegende dat de belangrijkste voorwaarden van deze toestemming, die aanvangt op 1 maart 2019 en afloopt op 31 december 2021, als volgt luiden: jaarlijkse betaling van een retributie van 1 euro en de werken en het onderhoud ten laste van de gemeente;

Overwegende dat Infrabel vasthoudt aan de betaling van een retributie, zelfs gering, om de verbintenis van een overeenkomst te verzekeren;

Beslist:

De toestemming tot precair gebruik van een goed van het openbaar domein van Infrabel nr. 0260190006 goed te keuren, middels vermelding van de burgemeester als vertegenwoordiger van het college, met betrekking tot het terrein in de Horzelstraat, nabij de stopplaats Moensberg, om er een openbare parking te kunnen aanleggen en onderhouden door de gemeente;

De vastlegging en de vereffening van de jaarlijkse retributie van 1 euro, voorzien in deze toestemming tot gebruik nr. 0260190006, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

2018 10 05 CouOut Infrabel accord principe convention parking.pdf, 2018 09 27

Delib Coll accord principe parking SNCB Bourdon halte Moensberg.pdf, 2018 Plan

cadastral.pdf, 2019 02 28 IN proposition autorisation occupation précaire.pdf, 2018

10 18 Emplacement futur parking Bourdon Moensberg.pdf, 2018 04 27 Loi police

chemins de fer.pdf

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Architecture - Architectuur

28.03.2019/A/0013 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Ecole du Merlo.-
Reconstruction (phase 2).- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de
passation du marché et du financement de la dépense.**

Le Conseil,

Attendu qu'une allocation de 3.000.000,00 EUR figure à l'article 75101/722-60/96 du budget extraordinaire de 2019 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Attendu que le cahier spécial des charges rédigé par nos services prévoit une estimation de 2.618.090,43 EUR HTVA ou 2.775.175,86 EUR TVAC arrondie au disponible budgétaire soit 3.000.000,00 EUR (TVAC);

Considérant que ces travaux sont subsidiables par la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de 576.000,00 EUR et par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour un montant de 1.377.349,00 EUR,

Décide d'approuver :

- le projet dressé par les services communaux;
- l'estimation arrondie au disponible budgétaire soit 3.000.000,00 EUR (TVAC);
- le mode de passation du marché soit une adjudication ouverte;
- le financement de la dépense par demande d'emprunt + subsides.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

De dringendheid wordt gevraagd en unaniem aangenomen.- School Merlo.- Wederopbouw (fase 2).- Goedkeuring van het ontwerp, van de raming, van de gunningswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave. (de dringendheid zal gevraagd worden)

De Raad,

Aangezien er een toelage van 3.000.000,00 EUR onder artikel 75101/722-60/96 van de buitengewone begroting van 2019 is voorzien om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het bovenvermelde project;

Aangezien het door onze diensten opgestelde bestek een raming voorziet van 2.618.090,43 EUR excl. btw of 2.775.175,86 EUR incl. btw afgerond tot het beschikbare begrotingsmiddelen hetzij 3.000.000,00 EUR (incl.BTW);

Overwegende dat deze werken subsidieerbaar zijn door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van 576.000,00 EUR en door de Federatie Wallonië-Brussel voor een bedrag van 1.377.349,00 EUR,

Beslist :

- het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp goed te keuren;
- de raming afgerond op de beschikbare begrotingsmiddelen goed te keuren, hetzij 3.000.000,00 EUR (incl. btw);
- de gunningswijze van de opdracht, namelijk een open aanbesteding, goed te keuren;
- de financiering van de uitgave goed te keuren door een lening aan te vragen + subsidies.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

63 annexes / 63 bijlagen

12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 03-Ht0PLa.pdf, MER_15-001 - BORDEREAU PORTES INTERIEURES.pdf, MER_PGSS_FR.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_002_B.pdf, MER_CSC_ADMIN_NL.pdf, MER_10-001 - 1er ÉTAGE_1ste VERDIEPING.pdf,

MER_14-000 - CARNET ILLUSTRATION-ILLUSTRATIEBOEK.pdf, MER_11-000 - COUPES (AA-BB-CC)_SNEDEN (AA-BB-CC).pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_003_B.pdf, MER_20-040 - PLAN D'IMP. EXIST. LIGGINGSPLANNEN BEST..pdf, MER_13-000 - CARNET DE DETAIL-DETAILS BOEK.pdf, MER_Liste des documents.pdf, 04_2969_MER_SAN_PR_003_B.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 07-Abords.pdf, MER_11-001 - COUPES (DD-EE)_SNEDEN (DD-EE).pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20181011-104 Réseaux enterrés - Ondergrondse Netwerken.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190221-100-1 TGBT-TD 'Communs'.pdf, MER_12-000 - NORD-SUD_NOORD-ZUID.pdf, MER_ESSAI DE SOL.pdf, 04_2969_MER_SAN_PR_002_B.pdf, MER_12-001 - EST-OUEST_OOST-WEST.pdf, 04_2969_MER_SAN_PR_001_B.pdf, 04_2969_MER_SAN_PR_004_B.pdf, MER_15-002 - BORDEREAU CHASSIS.pdf, 04_2969_MER_TS_PR_004_B.pdf, MER_13-102 - ESC EXT_EXTERNE TRAP.pdf, MER_CDC_TECHNIQUE_FR.pdf, 04_2969_MER_GAZ_PR_001_B.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_102_A.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_001_B.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 05-Fond a.pdf, MER_13-100 - COUPES DETAILS_DETAILS SNEDEN.pdf, MER_10-002 - PLAN DE TOITURE_DAKKEN PLAN.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190221-103 incendie.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 02-Ht+1SECa.pdf, MER_10-040 - PLAN D'IMPLANTATION_LIGGINGSPLANNEN.pdf, MER_MR_NL.pdf, MER_13-101 - ESC INT_INTERNE TRAP.pdf, 04_2969_MER_TS_PR_003_B.pdf, MER_ME_NL.pdf, MER_13-103 - SANITAIRES_GEZONDHEID.pdf, MER_MR_FR.pdf, MER_10-200 - PLAN D'ÉGOUTTAGE_RIOLERINGSPLAN.pdf, 04_2969_MER_EL_PR_003_B.pdf, MER_10-000 - REZ DE CHAUSSÉE_GELIJKVLOER PLAN.pdf, MER_ME_FR.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190219-101 DATA.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 04-Ht0SECa.pdf, 04_2969_MER_EL_PR_001_B.pdf, 04_2969_MER_TS_PR_001_B.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20181011-102 Acces-intrusion.pdf, MER_PGSS_NL.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190221-Réseaux enterrés - Ondergrondse Netwerken.pdf, MER_CSC_ADMIN_FR.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 06-Fond Sec a.pdf, MER_CDC_TECHNIQUE_NL.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 01-Ht+1PLa.pdf, 04_2969_MER_EL_PR_002_B.pdf, 04_2969_MER_TS_PR_002_B.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190221-100-2 TGBT-TD 'Communs'.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_004_B.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_101_A.pdf, MER_15-000 - BORDEREAU PORTES EXTERIEURES.pdf

SIPPT - IDPBW

SIPPT - IDPBW

28.03.2019/A/0014 **Présentation du Plan d'action 2019 et du Plan Global de Prévention 2019-2023 du S.I.P.P.T.**

Le Conseil,

Attendu que le Code du bien-être au travail prévoit dans le Livre Ier. – Principaux généraux, Titre 2. – Principes généraux relatifs à la politique du bien-être, l'article I.2-9 que l'employeur établit, en concertation avec les membres de la ligne hiérarchique et

les services de prévention et de protection au travail, un plan d'action annuel visant à promouvoir le bien-être au travail pour l'exercice de l'année suivante.

Attendu que ce plan d'action annuel, qui se base sur le plan global de prévention, est établi par écrit et détermine :

- les objectifs prioritaires dans le cadre de la politique de prévention pour l'exercice de l'année suivante;
- les moyens et les méthodes pour atteindre ces objectifs;
- les missions, obligations et moyens de toutes les personnes concernées;
- les adaptations à apporter au plan global de prévention suite à un changement de circonstances, aux accidents et aux incidents survenus dans l'entreprise ou l'institution, au rapport annuel du service interne de prévention et de protection au travail de l'année civile précédente et aux avis donnés par le Comité durant l'année civile précédente;

Attendu que le Code du bien-être au travail prévoit dans le Livre Ier. – Principaux généraux, Titre 2. – Principes généraux relatifs à la politique du bien-être, l'article I.2-8 que l'employeur établit, en concertation avec les membres de la ligne hiérarchique et les services de prévention et de protection au travail, un plan global de prévention pour un délai de cinq ans où sont programmées les activités de prévention à développer et à appliquer, en tenant compte de la taille de l'entreprise et de la nature des risques liés aux activités de l'entreprise;

Attendu que ce plan global de prévention est établi par écrit et comprend notamment :

- les résultats de l'identification des dangers et la définition, la détermination et l'évaluation des risques;
- les mesures de prévention à établir;
- les objectifs prioritaires à atteindre;
- les activités à effectuer et les missions à accomplir afin d'atteindre ces objectifs;
- les moyens organisationnels, matériels et financiers à affecter;
- les missions, obligations et moyens de toutes les personnes concernées;
- le mode d'adaptation de ce plan global de prévention lors d'un changement de circonstances;
- les critères d'évaluation de la politique en matière de bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Attendu que le S.I.P.P.T. a présenté les 2 plans au Comité P.P.T. en sa séance du 28 janvier 2019 et qu'ils ont été approuvés en même séance,

Prend pour information le plan d'action 2019 et le plan global de prévention 2019-2023.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Voorstelling van het Actieplan 2019 en het globaal preventieplan 2019-2013 van de I.D.P.B.W.

De Raad,

Gelet op de Codex over het welzijn op het werk, Boek I. - Algemene beginselen, Titel 2. - Algemene beginselen betreffende het welzijnsbeleid, artikel I.2-9: "De werkgever stelt, in overleg met de leden van de hiërarchische lijn en de dien-sten voor preventie en bescherming op het werk, een jaaractieplan op ter bevordering van het welzijn op het werk tijdens het volgende dienstjaar.";

Aangezien dit jaaractieplan, gesteund op het globaal preventieplan, schriftelijk wordt opgesteld en het volgende bepaalt:

- de prioritaire doelstellingen in het kader van het preventiebeleid van het volgend

dienstjaar;

- de middelen en methoden om deze doelstellingen te bereiken;
- de opdrachten, verplichtingen en middelen van alle betrokken personen;
- de aanpassingen die moeten aangebracht worden aan het globaal preventieplan ingevolge gewijzigde omstandigheden, de ongevallen en incidenten die zich in de onderneming of instelling hebben voorgedaan, het jaarverslag van de interne dienst van het voorbije burgerlijk jaar en de adviezen van het Comité tijdens het voorbije burgerlijk jaar;

Gelet op de Codex over het welzijn op het werk, Boek I. - Algemene beginselen, Titel 2. - Algemene beginselen betreffende het welzijnsbeleid, artikel I.2-8: "De werkgever stelt, in overleg met de leden van de hiërarchische lijn en de diensten voor preventie en bescherming op het werk, een globaal preventieplan op voor een termijn van vijf jaar waarin de te ontwikkelen en toe te passen preventieactiviteiten worden geprogrammeerd, rekening houdend met de grootte van de onderneming en de aard van de risico's verbonden aan de activiteiten van de onderneming.";

Aangezien dit globaal preventieplan schriftelijk wordt opgesteld en het volgende omvat :

- de resultaten van de identificatie van de gevaren en het vaststellen, nader bepalen en evalueren van de risico's;
- de vast te stellen preventiemaatregelen;
- de te bereiken prioritaire doelstellingen;
- de activiteiten die moeten worden verricht en de opdrachten die moeten worden uitgevoerd om deze doelstellingen te bereiken;
- de organisatorische, materiële en financiële middelen die moeten worden aangewend;
- de opdrachten, verplichtingen en middelen van alle betrokken personen;
- de wijze waarop het globaal preventieplan wordt aangepast aan gewijzigde omstandigheden;
- de criteria voor de evaluatie van het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

Aangezien de IDPBW de 2 plannen heeft voorgesteld aan het PBW-comité in zitting van 28 januari 2019 en ze goedgekeurd werden in dezelfde zitting,

Neemt kennis van het jaaractieplan 2019 en het globaal preventieplan 2019-2023.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Plan Global de Prévention 2019-2023.pdf, Plan d'action 2019.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

28.03.2019/A/0015 **A.S.B.L. Jazz 4 You.- Organisation de concerts à la place Saint-Job le mardi 30
avril 2019.- Subside extraordinaire.**

Le Conseil,

Vu que le 30 avril a été déclarée par l'U.N.E.S.C.O. Journée Internationale du Jazz et qu'elle est organisée place Saint-Job depuis plusieurs années;

Vu que Madame Reichenberg, Présidente de l'A.S.B.L. Jazz 4 You, demande à nouveau de pouvoir organiser des concerts, sur la place Saint-Job le 30 avril 2019 à partir de 17h et demande un subside extraordinaire pour soutenir l'organisation de cette journée;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux destiné à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que nous proposons d'accorder 500 € maximum pour couvrir le déficit des concerts du 30 avril 2019, après analyse des documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat comptable de celle-ci;

Vu que cette dépense sera engagée à l'exercice 2019 - Article 775/332-02/70;

Vu que le soutien de la Commune sera mentionné dans la communication de la manifestation;

Vu qu'il est demandé à l'A.S.B.L. Jazz 4 You d'optimiser la collaboration avec commerçants et les riverains en amont de cet événement afin de lui assurer un plus grand rayonnement dans le quartier;

Vu que l'A.S.B.L. s'engage à nous fournir les éléments nécessaires à la communication autour de cette manifestation sur tous les supports à disposition de la Commune;

Vu que l'A.S.B.L. s'engage à valoriser l'offre en transport en commun pour accéder à l'événement et à favoriser une démarche zéro déchet et une offre de boissons la plus responsable possible en marge des concerts,

Décide d'accorder un subside extraordinaire de 500 € à l'A.S.B.L. Jazz 4 You.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

V.Z.W. Jazz 4 You.- Organisatie van concerten op het Sint-Jobsplein op dinsdag 30 april 2019.- Buitengewone subsidie.

De Raad,

Aangezien de UNESCO 30 april heeft uitgeroepen tot de Internationale Dag van de Jazz en deze dag sinds meerdere jaren georganiseerd wordt op het Sint-Jobsplein;

Aangezien mevrouw Reichenberg, voorzitter van vzw Jazz 4 You, opnieuw een aanvraag indient om concerten te organiseren op het Sint-Jobsplein op 30 april 2019 vanaf 17 uur en eveneens een buitengewone subsidie vraagt ter ondersteuning van de organisatie van deze dag;

Aangezien ons bestuur regelmatig aanmoedigingssubsidies toekent aan lokale culturele kringen voor de dekking van kosten om dergelijke evenementen te organiseren;

Aangezien er voorgesteld wordt om max. € 500 toe te kennen voor de dekking van het tekort van de concerten van 30 april 2019, na analyse van de documenten en rechtvaardigingsstukken inzake de organisatie en het boekhoudkundig resultaat ervan;

Aangezien deze uitgave vastgelegd zal worden in het dienstjaar 2019 - Artikel 775/332-02/70;

Aangezien de steun van de gemeente vermeld zal worden in de communicatie van het evenement;

Aangezien de V.Z.W. Jazz 4 You wordt verzocht samen te werken met de handelaars en inwoners om een zo groot mogelijke bekendheid in de wijk te bekomen;

Aangezien de V.Z.W.ons de nodige middelen zal bezorgen voor de communicatie van dit evenement via alle gemeentelijke informatiedragers;
Aangezien de V.Z.W. het openbaar vervoersaanbod onder de aandacht zal brengen om naar de concerten te gaan en Zero Waste zal nastreven met een zo verantwoord mogelijk aanbod aan dranken in de marge van de concerten,
Beslist een buitengewone subsidie van € 500 toe te kennen aan de V.Z.W. Jazz 4 You.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

28.03.2019/A/0016 **Principe de remplacement progressif des caisses de débours et d'avances par la carte de débit prépayée Belfius EasyCard et premier essai avec le service du secrétariat.**

Le Conseil,

Vu que les services disposent actuellement d'une caisse de débours pour régler leurs dépenses urgentes et imprévues et qu'ils ont recours à un système d'avance pour l'organisation de petits événements;

Vu qu'il y a lieu, dans un souci de limiter la circulation du cash, de remplacer les caisses de débours et avances actuelles par une carte de débit prépayée, soit la « Belfius EasyCard » (cf. documentation sur le mode de fonctionnement, ci-jointe);

Vu que sur cette carte sera téléchargée du montant, soit de caisse de débours, soit de l'avance sollicitée,

Attendu que nous parlons de 10 caisses de débours et d'une vingtaine de services pour les avances au total;

Vu que les procédures et les contrôles resteront les mêmes;

Attendu qu'un contrôle sur le compte des cartes prépayées de Belfius s'ajoutera;

Vu que le coût de la commande est de 2 € par carte et que les frais de gestion annuels sont de 10 € par carte à partir de leur activation;

Vu que ces cartes sont commandées au nom de l'administration et deviennent nominatives suite à leur activation;

Vu que nous allons commencer par le service du secrétariat dès que la convention avec Belfius aura été signée et qu'il aura clôturé sa caisse de débours;

Attendu que si cet essai s'avère concluant, nous pourrions mettre au point une procédure de contrôle interne écrite;

Attendu que cette méthode de travail servirait de base à la gestion de toutes les autres cartes prépayées;

Décide :

- d'accepter le principe de remplacement progressif des caisses de débours et d'avances par la carte de débit Belfius EasyCard et de signer la convention, ci-jointe;
- d'accepter que le Service de la Recette fasse un premier essai avec le secrétariat en

commandant une carte de débit chargeable;

- d'accepter si cet essai est concluant, que nous établissons une procédure de contrôle interne écrite;

- de permettre sur cette base d'étendre le principe à toutes les caisses de débours et les avances des services communaux.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Principe van de progressieve vervanging van de kassa's voor kleine uitgaven door de prepaid Belfius Easy Card en eerste test met het secretariaat.

De raad,

Aangezien de diensten momenteel beschikken over een kas voor kleine uitgaven voor dringende en onvoorziene uitgaves en er met voorschotten gewerkt wordt voor de organisatie van kleine evenementen;

Aangezien men de huidige kassen voor kleine uitgaven wil vervangen door een prepaiddebetkaart, ofwel de Belfius EasyCard (zie documentatie hierover in de bijlage), om de hoeveelheid cash te beperken;

Aangezien op deze kaart het bedrag gezet kan worden van ofwel de kas ofwel het gevraagde voorschot;

Aangezien er sprake is van 10 kassen en een twintigtal diensten voor de voorschotten in totaal;

Aangezien de procedures en controles niet wijzigen;

Aangezien een controle op de rekening van de voorafbetaalde kaarten van Belfius toegevoegd zal worden;

Aangezien de kostprijs van de bestelling € 2 per kaart bedraagt en de jaarlijkse beheerkosten € 10 per kaart vanaf de activering ervan;

Aangezien deze kaarten besteld zullen worden op naam van het bestuur en nominatief worden ingevolge hun activering;

Aangezien er gestart wordt door de dienst van het secretariaat zodra de overeenkomst met Belfius ondertekend is en hun kas afgesloten is;

Aangezien we een schriftelijke interne controleprocedure kunnen opstellen indien deze test toereikend blijkt;

Aangezien deze werkmethode als basis zal dienen voor het beheer van alle andere voorafbetaalde kaarten;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan het principe van de progressieve vervanging van kassen voor kleine uitgaven door debetkaarten Belfius EasyCard en de toegevoegde overeenkomst te ondertekenen.

Zijn goedkeuring te verlenen dat de dienst Ontvangerij een eerste test uitvoert met het secretariaat met bestelling van een laadbare debetkaart;

Een schriftelijke interne controleprocedure op te stellen indien deze test toereikend blijkt;

Op deze basis het principe uit te breiden tot alle kassen voor kleine uitgaven en voorschotten van de gemeentediensten.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

28.03.2019/A/0017 **Personnel.- Déplacements professionnels pour les membres du personnel communal.- Convention au système de vélos partagés.**

Le point est reporté.

Personeel.- Beroepsverplaatsingen voor gemeentepersoneelsleden.- Overeenkomst inzake het deelfietssysteem.

Het punt wordt verdaagd.

28.03.2019/A/0018 **Personnel.- Règlement sur l'octroi d'un cadeau offert à la pension.- Modification.**

Le Conseil,

Vu le règlement sur l'octroi d'un cadeau offert à la pension, voté en séance du Conseil communal du 28 novembre 2003;

Attendu que ce règlement est d'application depuis le 1er janvier 2004;

Que l'article 2 de ce règlement stipule que le montant du cadeau, adapté tous les cinq ans, est fixé à 124 € (TVA incluse);

Que sur base 2004 = 100, l'indice des prix à la consommation de juillet 2018 est de 131,49;

Qu'il y a dès lors lieu de fixer pour cinq années le nouveau montant à 163 € (124 X 1,3149 = 163,0476 €) à partir du 1er janvier 2019, comme prévu dans le règlement susmentionné;

Vu le protocole d'accord établi suite à la réunion du Comité particulier de négociation du 21 février 2019,

Décide de fixer le nouveau montant du cadeau offert à la pension à 163 €, pour les cinq prochaines années, à partir du 1er janvier 2019.

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Une expédition du présent règlement sera transmise au Ministre de la Région de

Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Personeel.- Reglement over de verlening van een geschenk, aangeboden bij het pensioen.- Wijziging.

De Raad,

Gelet op het reglement over de verlening van een geschenk aangeboden bij het pensioen, gestemd in zitting van de Gemeenteraad van 28 november 2003;

Aangezien dat dit reglement van toepassing is vanaf 1 januari 2004;

Dat het artikel 2 van dit reglement stelt dat het bedrag van het geschenk, herzienbaar elke vijf jaar, op 124 € (BTW inbegrepen) werd vastgesteld;

Dat op basis 2004 = 100, de index van de consumptieprijzen van juli 2018 meer bepaald 131,49 bedraagt;

Dat het aangewezen is het nieuwe bedrag voor vijf jaar op 163 € ($124 \times 1,3149 = 163,0476$ €) vast te stellen, vanaf 1 januari 2019, zoals voorzien in het bovenvermelde reglement;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 21 februari 2019,

Besluit het nieuwe bedrag van het geschenk aangeboden bij het pensioen op 163 € vast te stellen, voor de vijf volgende jaren, vanaf 1 januari 2019.

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de voorlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Een uitgifte van onderhavige beraadslaging zal aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegestuurd worden, voor goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

28.03.2019/A/0019 **Personeel.- Mise en place du télétravail occasionnel.- Avenant et convention.**

Le Conseil,

Vu la décision d'approuver la mise en place du télétravail occasionnel en séance du 28 février 2019 et d'approuver le règlement qui l'organise;

Attendu que la mise en place du système est liée à l'établissement de formalités administratives;

Attendu qu'il est notamment nécessaire de conclure une convention ou un avenant respectivement avec les agents statutaires et les agents contractuels;

Attendu qu'un modèle de chaque document (convention et avenant) est annexé à la présente délibération;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver le modèle de convention et le modèle d'avenant qui sera complété

et signé par chaque agent qui intègre le système de télétravail occasionnel à la commune d'Uccle et classé dans son dossier personnel.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Personeel.- Implementatie van occasioneel telewerken.- Overeenkomst en bijvoegsel.

De Raad,
Gelet op de beslissing in zitting van 28 februari 2019 om de invoering van occasioneel telewerk en het reglement erop goed te keuren;
Aangezien de invoering van het systeem samenhangt met het opstellen van administratieve formaliteiten;
Aangezien het meer bepaald noodzakelijk is een overeenkomst of bijvoegsel te sluiten met respectievelijk de statutaire ambtenaars en de contractuele ambtenaars;
Aangezien er een model van elk document (overeenkomst en bijvoegsel) bij deze beraadslaging gevoegd is;
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,
Beslist het model van overeenkomst en het model van bijvoegsel, dat vervolledigd en ondertekend zal worden door elke ambtenaar die in het systeem van occasioneel telewerk in de gemeente Ukkel opgenomen wordt en dat bij zijn persoonlijk dossier gevoegd zal worden, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
avenantTLWcontractuels_2019_03_01_nl.docx,
avenantTLWcontractuels_2019_03_01.pdf, contratTLWstatutaires_2019_01_03.pdf,
contratTLWstatutaires_2019_01_03_nl.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

28.03.2019/A/0020 **Achat d'un camion compacteur de grande capacité.- Engagement de la dépense.**

Le Conseil,
Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236 relatifs aux compétences du Conseil Communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins;
Vu qu'un crédit de 200.000 € est inscrit à l'article 875/743-53/58 du budget extraordinaire 2019 pour l'achat d'un camion à benne hygiénique;
Vu que la dépense sera financée par un subside régional à raison de 200.000 €;
Considérant qu'il est proposé d'acquérir le véhicule par l'intermédiaire de l'agence Bruxelles Propreté;
Considérant qu'en date du 28 décembre 2016, l'Agence Bruxelles Propreté nous a communiqué les documents de son marché, d'une durée de 4 ans à dater de la première

commande, relatifs à l'achat de camions benne hygiénique, le véhicule retenu et son prix : soit un compacteur « leadback » Vdk ECOMAX 4000 sur châssis Mercedes ECONIC au prix de 177.313,40 € T.V.A. comprise hors révision;

Vu que l'adjudicataire de l'Agence Bruxelles Propreté est la société MOL Cy N.V., Diksmuidesteenweg, 68 à B-8840 Staden;

Vu que le véhicule désigné par l'A.B.P. est conforme aux besoins de l'Administration;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins,

Décide :

- d'acquérir un camion à benne hygiénique;
- d'approuver l'estimation de 200.000 € à l'article 875/743-53/58 du budget extraordinaire et de recourir au marché passé par l'Agence Bruxelles Propreté pour l'acquisition de ce véhicule;
- d'engager le montant de 200.000 € pour couvrir un éventuel dépassement dès que le budget 2019 sera approuvé par les autorités de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Aankoop van een vuilnisvrachtwagen van hoge capaciteit.- Vastlegging van de uitgave.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236 inzake de bevoegdheden van de Gemeenteraad en het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat een krediet van 200.000 € is ingeschreven op het artikel 875/743-53/58 van de buitengewone begroting 2019 voor de aankoop van een vuilniswagen;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door een regionale subsidie ten bedrage van 200.000 €;

Overwegende dat het voorgesteld wordt om het voertuig via Nethed Brussel Agentschap aan te kopen;

Overwegende dat op 28 december 2016 het Agentschap Net Brussel ons de opdrachtdocumenten heeft bezorgd, opdracht van een duurtijd van 4 jaar vanaf de eerste bestelling. het betreft de aankoop van vuilniswagens, de gekozen voertuig en zijn prijs. Het gaat over een compacter « leadback » Vdk ECOMAX 4000 op basis van een Mercedes ECONIC voor de prijs van 177.313,40 € B.T.W. inbegrepen zonder prijsherziening;

Overwegende dat de opdrachtnemer van het Agentschap Net Brussel de maatschappij MOL Cy N.V., Diksmuidesteenweg, 68 te B-8840 Staden is;

Overwegende dat het voertuig goedgekeurd door het A.N.B. overeen komt met de behoeften van het Bestuur;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

- een vuilniswagen aan te kopen;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de raming van 200.000 € op het artikel 875/743-53/58 van de buitengewone begroting 2017 en aan de toevoeging aan de opdracht van het Agentschap Net Brussel voor de aankoop van het desbetreffende voertuig;
- de uitgave van 200.000 € vast te leggen om een eventuele meerprijs te dekken zodra de buitengewone begroting 2019 door de toezichthoudende overheid zal goedgekeurd worden.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Benne ecomax 4000.pdf, Caméra backeye 360.pdf, Châssis Mercedes Econic 4x2.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Parascolaire - Bijschoolse activiteiten

28.03.2019/A/0021 **A.S.B.L. Le Parascolaire d'Uccle.- Budget pour l'exercice 2019.**

Le Conseil,

Considérant que l'A.S.B.L. "Le Parascolaire d'Uccle" soumet à la Commune, conformément à la convention passée entre l'administration communale et cette association, le budget 2019;

Que ces documents ont été approuvés par l'Assemblée générale réunie le 20 février 2019,

Décide d'approuver le budget 2019 de l'A.S.B.L. Le Parascolaire d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

V.Z.W. Bijschoolse activiteiten van Ukkel.- Begroting voor het dienstjaar 2019.

De Raad,

Overwegende dat de V.Z.W. Bijschoolse Activiteiten van Ukkel de begroting 2019 voorlegt aan de Gemeente overeenkomstig de overeenkomst tussen het gemeentebestuur en deze vereniging;

Overwegende dat deze documenten werden goedgekeurd door de algemene vergadering van 20 februari 2019,

Beslist de begroting 2019 van de V.Z.W. Bijschoolse activiteiten van Ukkel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

BUDGET 2019.pdf

Séniors - Senioren

28.03.2019/A/0022 **Service Ucclois du Troisième Age.- Budget 2019.**

Le Conseil,

Attendu que le budget 2019 a été présenté à l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. Service Ucclois du Troisième Age en date du 23 janvier 2019;

Que ce budget a été accepté à l'unanimité par cette assemblée,

Décide d'approuver le budget 2019 de l'A.S.B.L. Service Ucclois du Troisième Age.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Ukkelse Dienst voor de Derde Leeftijd.- Begroting 2019.

De Raad,

Aangezien de begroting 2019 werd voorgesteld tijdens de Algemene Vergadering van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Derde Leeftijd van 23 januari 2019;

Dat deze begroting éénparig door de Algemene Vergadering werd aanvaard,

Besluit de begroting 2019 van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Derde Leeftijd goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Budget asbl 2019.pdf

Chiraz El Fassi quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

28.03.2019/A/0023 **Question orale de M. De Bock : l'évolution du parc automobile et la consommation de carburant fossile pour la commune et le C.P.A.S.- report du 28/02/2019**

M. De Bock rappelle que la commune s'est engagée à prendre des mesures radicales en faveur de l'environnement.

Dès lors, combien de véhicules appartiennent à la flotte de véhicules communaux (administration communale, ASBL, CPAS, etc.) ? Quelle est l'évolution du nombre de ces véhicules et quelles sont les perspectives futures ? Quelles sont les mesures prises pour réduire l'empreinte écologique ? Combien de litres d'essence et/ou de diesel ont été consommés de 2012 à 2018 et quel est le coût inhérent au transport de cette flotte ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que le Collège a bien l'intention de rationaliser le parc automobile en mutualisant les véhicules. Ce processus nécessitera probablement le recours à un programme informatique ad hoc.

Un agent sera désigné au sein de l'administration communale afin de prendre en charge ces questions (fleet manager, mobility manager). Sa mission consistera essentiellement à réduire l'empreinte écologique ainsi que les dépenses en la matière.

Grâce au soutien de la Région, la commune va acquérir deux vélos-cargos.

M. l'Echevin Wyngaard signale encore que les consommations de carburant ont été stables ces dernières années. Les informations en cette matière sont à disposition des conseillers.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : evolutie van het wagenpark en het verbruik van fossiele brandstoffen door de gemeente en het O.C.M.W.- uitstel van 28/02/2019

De h. De Bock verwijst naar de grote milieubeloftes van de gemeente.

Uit hoeveel voertuigen bestaat het gemeentelijk wagenpark (gemeentebestuur, vzw's, OCMW, ...)? Wat is de voorziene evolutie? Welke maatregelen worden genomen om de ecologische voetafdruk te verminderen? Hoeveel liter benzine en/of diesel werd verbruikt van 2012 tot 2018 en wat is de kostprijs van deze vloot?

Schepen Wyngaard geeft aan dat het college het wagenpark wil rationaliseren. Een ambtenaar van het bestuur zal aangesteld worden om deze kwesties aan te pakken (fleet manager, mobility manager). Zijn opdrachten: verminderen van de ecologische voetafdruk en zorgen voor een lagere kostprijs.

De brandstofkosten zijn de laatste jaren stabiel gebleven.

De Raad neemt kennis.

28.03.2019/A/0024 **Question orale de M. De Bock : le nombre de véhicules personnels encodés comme véhicules services bénéficiant de l'exonération de stationnement.- report du 28/02/2019**

M. De Bock aimerait savoir combien de véhicules personnels d'agents communaux et d'agents du CPAS bénéficiant de facto de la gratuité totale de stationnement sur le territoire communal sont encodés dans la base de données correspondante. Quelle est l'évolution du nombre de ces véhicules de 2013 à 2019 ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que 72 agents disposent d'une carte de dérogation « multi-secteurs », ce qui représente une baisse importante par rapport au début de la mandature précédente, vu que plus de 400 agents communaux se trouvaient alors dans cette situation.

M. l'Echevin Wyngaard précise qu'il s'agit d'agents communaux, qui, dans l'exercice de leur fonction, utilisent leur véhicule personnel et bénéficient d'une exonération de stationnement moyennant le paiement de leur part d'une somme de 200 €.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het aantal persoonlijke voertuigen gemerkt als dienstvoertuigen en die gratis kunnen parkeren.- uitstel van 28/02/2019

De h. De Bock wil weten hoeveel persoonlijke voertuigen van ambtenaren van de gemeente en het OCMW genieten van gratis parkeren. Wat is de evolutie hiervan van 2013 tot 2019?

Schepen Wyngaard antwoordt dat 72 ambtenaren beschikken over een "multi-sector" kaart. Aan het begin van de vorige legislatuur waren er meer dan 400 gemeenteambtenaren.

Het gaat om gemeenteambtenaren die hun persoonlijk voertuig gebruiken in de uitvoering van hun functie en die genieten van een parkeervrijstelling middels de betaling van € 200.

De Raad neemt kennis.

28.03.2019/A/0025 **Question orale de M. De Bock : le nombre de cartes de stationnement fournies / vendues au personnel communal et C.P.A.S. et autres services publics (écoles, police, hôpitaux, ...) pour bénéficier du stationnement à proximité du lieu de travail.- report du 28/02/2019**

M. De Bock souhaite obtenir des éclaircissements sur les points suivants.

Combien d'employés communaux viennent travailler en voiture ?

Quel est le montant global affecté au remboursement kilométrique domicile-lieu de travail ?

Combien de cartes de stationnement ont été vendues au personnel de la commune, du CPAS et d'autres services publics ?

Depuis la mise en œuvre du plan de stationnement, y a-t-il eu un transfert modal de la voiture vers les transports publics ? Observe-t-on une diminution du nombre des indemnités kilométriques et une baisse du nombre de cartes de stationnement pour les employés des pouvoirs publics communaux au sens large ?

M. l'Echevin Wyngaard mettra toutes les informations chiffrées relatives aux questions de M. De Bock à disposition des conseillers dès qu'elles seront disponibles. Pour ce qui concerne le CPAS, il invite M. De Bock à s'adresser aux responsables de cet organisme, qui jouit d'une autonomie en vertu de la législation en vigueur.

La proportion d'employés se rendant en voiture pourra être estimée sur base du plan de déplacement.

Il n'y a pas de remboursement kilométrique pour les travailleurs, et il en est d'ailleurs de même pour le bourgmestre et les échevins.

M. l'Echevin Wyngaard précise que les cartes de stationnement, payantes, ne sont pas « multi-secteurs ».

La nouvelle réglementation en matière de stationnement étant assez récente, l'administration communale ne dispose pas encore d'un recul suffisant pour déterminer s'il y a une modification significative des comportements en matière de mode de transport.

M. De Bock signale que, d'après ses propres informations, il y aurait en ce domaine des dispositions différentes entre la commune et le CPAS, ce qui irait à l'encontre de la volonté affichée d'harmoniser la situation de ces deux institutions.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het aantal afgeleverde parkeerkaarten afgeleverd / verkocht aan gemeente- en O.C.M.W.-personeel en andere overheidsdiensten (scholen, politie, ziekenhuizen, ...) om dicht bij de arbeidsplaats te kunnen parkeren.- uitstel van 28/02/2019

De h. De Bock stelt de volgende vragen. Hoeveel gemeenteambtenaren komen met de auto? Hoeveel km-vergoeding (woon-werkverkeer) wordt toegekend? Hoeveel parkeerkaarten werden verkocht aan het personeel van de gemeente, het OCMW en andere openbare diensten? Is er een verschuiving van auto naar het openbaar vervoer merkbaar? Daalt het aantal km-vergoedingen en parkeerkaarten voor de werknemers?

Schepen Wyngaard zal de nodige cijfers meedelen zodra deze beschikbaar zijn. Voor het OCMW dient de h. De Bock deze instelling te contacteren.

Het aantal werknemers dat met de auto komt, kan geschat worden op basis van het vervoersplan.

Er is geen km-vergoeding voor werknemers noch voor de burgemeester en de schepenen.

Aangezien de nieuwe parkeerreglementering erg recent is, is er momenteel onvoldoende cijfermateriaal om een verschuiving te kunnen vaststellen.

De h. De Bock geeft aan dat er - volgens eigen bronnen - een verschil zou zijn tussen de gemeente en het OCMW, wat niet strookt met de wil om de toestand in beide instellingen te harmoniseren.

De Raad neemt kennis.

28.03.2019/A/0026 **Question orale de M. De Bock : l'abattage de dizaines d'arbres dans le Kauwberg.- report du 28/02/2019**

M. De Bock rappelle qu'il y a une quinzaine de jours, de nombreux arbres ont été abattus dans le Kauwberg à hauteur de l'avenue Dolez (côté droit en montée).

Vu l'importance de la flore et de la faune sur ce site, M. De Bock aimerait savoir combien d'arbres ont été abattus. Un permis a-t-il été sollicité auprès de la commune ou d'une autre autorité ? Si c'est le cas, les conditions du permis ont-elles été bien respectées ? Quelle est la raison de ces abattages ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que le terrain où les arbres ont été abattus appartient à un particulier. Le permis a été délivré par la Région (Bruxelles-Environnement).

La demande concerne 10 érables sycomores situés en lisière de la prairie à hauteur du n° 160 de l'avenue Dolez.

Le demandeur du permis est tenu de respecter les conditions suivantes :

- limiter l'abattage aux 10 érables sycomores situés sur la limite de la lisière entre le bois et la prairie ;
- ne pas prévoir de replantation afin de favoriser le développement des essences indigènes avoisinantes ;
- contrôler les éventuels rejets de souche des érables ;
- limiter l'accès à 3 chevaux.

En outre, le titulaire du permis est censé avertir par lettre recommandée le Fonctionnaire délégué ainsi que le Collège des Bourgmestre et Echevins du commencement des travaux au moins 8 jours à l'avance.

Le service Vert a effectué trois visites sur place, qui lui ont permis de constater que le permis était bien respecté.

La demande d'abattage est motivée par le décès de deux chevaux empoisonnés par l'ingestion des fruits d'érables sycomores. Ces fruits, qui ont proliféré à l'occasion des chaleurs estivales, s'avèrent particulièrement toxiques pour les chevaux.

Le maintien de ces érables n'est pas indispensable, et ce d'autant plus que leur disparition va favoriser le développement d'essences indigènes sur le site. De plus, l'abattage de ces arbres est également justifié par le fait qu'il n'est pas possible de déplacer les clôtures afin d'éloigner les chevaux de la lisière.

Cette opération ne porte donc pas atteinte à la biodiversité du site semi-naturel du Kauwberg, dont la gestion incombe à Bruxelles-Environnement.

M. De Bock exprime un certain étonnement car il dispose de photos montrant que le nombre d'arbres abattus ne se limite pas à une dizaine d'érables mais s'avère beaucoup plus important.

Mme l'Echevine De Brouwer va se renseigner sur ce point.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het vellen van tientallen bomen op de Kauwberg.- uitstel van 28/02/2019

De h. De Bock herinnert eraan dat er twee weken geleden talrijke bomen werden gekapt in de Kauwberg ter hoogte van de Dolezlaan. Hoeveel bomen werden er gekapt, waarom en was hier een vergunning voor?

Schepen De Brouwer antwoordt dat het om privégrond gaat en er een gewestelijke vergunning werd uitgereikt. Het betrof 10 bomen en de voorwaarden van de vergunning werden gerespecteerd, zoals ook vastgesteld werd door de gemeente.

De bomen werden gekapt omwille van twee paarden die overleden zijn door fruit dat voor hen erg giftig is. Een omheining plaatsen bleek ook niet mogelijk te zijn om voldoende afstand tussen deze bomen en de paarden te voorzien.

De kapwerken hebben dus geen gevolgen voor de biodiversiteit van de Kauwberg.

De h. De Bock beschikt over foto's waaruit blijkt dat het om veel meer dan 10 bomen gaat.

Schepen De Brouwer zal zich informeren.

De Raad neemt kennis.

Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Nicolas Clumeck quitte la séance / verlaat de zitting.

28.03.2019/A/0027 **Question orale de Mme Lederman Bucquet : politique de stationnement des véhicules d'accompagnement motorisés (personnes âgées et/ou en situation de handicap).- report du 28/02/2019**

Mme Lederman Bucquet souhaite être informée de la position de la commune quant à l'éventuelle gratuité du stationnement pour les véhicules qui font de l'accompagnement motorisé.

Dans le cadre de son activité professionnelle, elle travaille avec une société qui, selon les communes, doit payer le stationnement ou est dispensée de ce paiement pour le temps d'attente des personnes qu'elle véhicule avec une flotte de 22 véhicules couvrant l'ensemble du territoire régional.

Vu qu'une telle société exerce pratiquement une mission de service public, Mme Lederman-Buquet souhaite qu'elle puisse bénéficier d'une politique semblable à celle qui est menée à l'égard des taxis.

Quelle est la position de la commune d'Uccle en ce domaine ? Ce type de sociétés bénéficie-t-il de la gratuité du stationnement et, dans la négative, ne faudrait-il pas l'instaurer ?

M. l'Echevin Wyngaard estime que cette matière devrait être réglée à l'échelle régionale, et ce d'autant plus que les véhicules de ces sociétés franchissent allègrement les frontières des communes.

De plus, est-on vraiment confronté à des cas de stationnement, vu qu'une immobilisation d'un véhicule pour quelques minutes constitue un arrêt et non un stationnement ?

Le stationnement n'est pas gratuit à Uccle. Les services de l'échevinat ont été étonnés d'apprendre qu'il y aurait la gratuité dans certaines communes car, sur le plan légal, celle-ci leur semble compliquée à mettre en œuvre dans le cadre régional actuel. M. l'Echevin Wyngaard invite Mme Lederman-Buquet à lui mentionner les communes où cette gratuité serait en vigueur.

Les sociétés de taxis bénéficient d'un cadre spécifique mais doivent néanmoins payer tout stationnement effectué en dehors des emplacements qui leur sont réservés. M. l'Echevin Wyngaard n'est donc pas sûr qu'un cadre juridique comparable à celui des taxis conviendrait aux sociétés fournissant les services évoqués par Mme Lederman-Buquet.

En cas de transport de personnes à mobilité réduite (PMR), il est possible d'arborer une carte permettant de bénéficier de la gratuité de stationnement.

Mme Lederman Bucquet précise que les véhicules de la société considérée, visant au maintien à domicile de survivants de la Shoah, arborent un sigle de transport handicapé à l'arrière.

Certaines communes ont fait sauter les amendes infligées et d'autres, dont Mme Lederman-Buquet fournira la liste au Collège, ont opté pour la gratuité.

Le problème réside dans le fait que les temps d'arrêt et de stationnement requis pour des personnes très âgées et lourdement handicapées sont parfois très longs et débouchent sur des contraventions disproportionnées par rapport à la mission assurée.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Lederman Bucquet : parkeerbeleid inzake gemotoriseerd aangepast vervoer (ouderen en/of andersvaliden).- uitstel van 28/02/2019

Mevr. Lederman Bucquet wil graag weten of dergelijke voertuigen gratis kunnen parkeren, zoals taxi's.

Schepen Wyngaard antwoordt dat dit op gewestelijk niveau geregeld moet worden omdat deze voertuigen meerdere gemeentes aandoen. Hij vraagt zich wel af of dit parkeren dan wel stilstaan is.

Dat zij gratis kunnen parkeren in andere gemeentes, lijkt vreemd omdat dit moeilijk verenigbaar is met het huidige gewestelijke kader. Hij wil graag de namen van deze gemeentes kennen.

Taxibedrijven genieten van een specifiek kader maar moeten ook betalen op plaatsen die niet aan hen toegekend werden. Personen met een beperkte mobiliteit kunnen ook een parkeerkaart om gratis te parkeren aanvragen.

Mevr. Lederman Bucquet zal aangeven welke gemeentes boetes schrappen en welke gemeentes gratis parkeren toestaan.

Men moet soms lang stilstaan en parkeren omwille van erg oude of gehandicapte personen en dit leidt tot disproportionele boetes in verhouding tot de uitgevoerde opdracht.

De Raad neemt kennis.

28.03.2019/A/0028 **Question orale de M. Cools : les livraisons dans les grands commerces.**

M. Cools signale que la politique de livraison des grandes sociétés de distribution dans leurs magasins diffère selon les entreprises. Certaines utilisent de petits camions, d'autres continuent à utiliser des camions semi-remorques peu adaptés aux voiries ucloises et dont le stationnement en double file crée de réels problèmes dans les axes de circulation. C'est le cas en particulier des livraisons au Delhaize du Fort-Jaco. Une seule aire de livraison (pour petits camions) existe sur le site et il n'est pas rare d'y voir le matin trois camions effectuer leurs livraisons en même temps. La situation qui en résulte chaussée de Waterloo est chaotique et dangereuse. La police et les services communaux ont été alertés par les riverains de cette situation qui n'est pas neuve et tend à empirer. Celle-ci pourrait être améliorée si les gabarits des véhicules de livraison étaient plus petits et si les horaires de livraison étaient beaucoup plus espacés qu'ils ne le sont aujourd'hui car dans la situation actuelle, il suffit qu'un premier camion arrive

en retard et un second en avance pour qu'ils soient en même temps sur le site.

Qu'il s'agisse du Delhaize Fort-Jaco ou d'autres commerces, des livraisons la nuit permettraient d'éviter les problèmes. Dans l'état actuel de la réglementation, les livraisons de nuit nécessitent une dérogation du bourgmestre. Celle-ci pourrait-elle être envisagée, et ce d'autant plus que de nombreuses villes à l'étranger autorisent les livraisons de nuit ?

Quelle politique le Collège a-t-il l'intention de mener pour mieux organiser les livraisons de certains commerces et en limiter les nuisances ?

M. le Bourgmestre répond que des efforts ont été accomplis pour résoudre une série de problèmes posés par le Delhaize du Fort-Jaco, notamment en matière de propreté ou de tapage causé par des personnes ivres aux abords du magasin.

Pour ce qui concerne la circulation des camions, les livraisons de nuit, qui requièrent une dérogation du bourgmestre, pourraient être envisagées, mais il ne semble pas que ce soit la solution idéale en raison des nuisances sonores et des contraintes propres au Delhaize lui-même.

Il y a toutefois une alternative qui mériterait d'être testée et qui semble recueillir l'assentiment de toutes les parties : l'ouverture du magasin en soirée de 20h00 à 21h00. Les petits camions ne sont pas nécessairement une alternative aux gros camions dans tous les cas, dans la mesure où toutes les flottes ne sont pas dotées de ce type de véhicule et que l'ampleur des marchandises à livrer nécessiterait souvent plusieurs véhicules au lieu d'un seul.

Quoi qu'il en soit, le Collège définira sa position au cas par cas dans ce type de dossier.

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'en principe, les livraisons de nuit ne sont pas autorisées par le règlement communal. La réglementation régionale, notamment en matière de bruits et de vibrations, devrait être modifiée pour permettre des livraisons à partir de 6 heures du matin plutôt que 7 heures.

Les difficultés engendrées par les livraisons de nuit sont multiples : ce travail génère des nuisances sonores, l'entreprise doit mobiliser du personnel de nuit pour accueillir les livraisons, il faut contrôler le respect des zones de livraison alors que l'administration communale ne dispose pas d'un personnel actif la nuit.

Ces livraisons impliqueraient également une réduction du stationnement pour les riverains, étant donné que les zones de livraison nocturne sont utilisées comme de zones de parkings par les habitants des quartiers où la pression automobile est intense.

Le débat sur le gabarit des véhicules ne permet guère d'adopter une position tranchée. Les véhicules à petit gabarit facilitent la circulation mais s'avèrent plus polluants.

Le Collège envisage de dépénaliser les zones de livraison, afin de permettre aux services communaux d'en assurer le contrôle.

M. Cools estime que l'autorisation de livraison entre 20h00 et 21h00 mérite d'être testée.

Dans certains cas, il conviendrait de rappeler aux directions de magasins que les permis d'exploitation dont elles bénéficient sont susceptibles d'être modifiés en cours de route, et pas seulement au terme de la période de validité du permis.

M. Cools signale encore que la dépénalisation des zones de livraison a déjà été tentée à Uccle mais qu'il a fallu faire marche arrière suite à une levée de bouclier des commerçants. En effet, cette dépénalisation a eu pour conséquence que la police refusait d'enlever les véhicules de particuliers stationnés sur les zones de livraison.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : leveringen aan de groothandelszaken.

De h. Cools geeft aan dat leveranciers van grote winkels verkeershinder veroorzaken, in het bijzonder aan de Delhaize van Fort-Jaco waar maar één kleine losplaats is, met een gevaarlijke toestand in de Waterlooosesteenweg tot gevolg. Nachtleveringen - zoals reeds gebruikelijk in het buitenland - zouden dit kunnen voorkomen. Er is hiervoor een toelating van de burgemeester vereist. Hoe zal het college leveringen beter organiseren en de daarbij horende overlast beperken?

De burgemeester antwoordt dat er reeds inspanningen geleverd zijn om de problemen aan Fort-Jaco aan te pakken (reinheid, lawaai vlakbij). Nachtleveringen kunnen overwogen worden maar dit is geen ideale oplossing omwille van nachtlawaai en de eigenschappen van deze Delhaize. Er zou ook een test kunnen worden uitgevoerd met avondleveringen. Kleinere vrachtwagens zijn niet altijd mogelijk omdat leveranciers er dan ook over moeten beschikken en vaak is er een grote vrachtwagen nodig omwille van de omvang van de leveringen.

Schepen Wyngaard antwoordt dat nachtleveringen niet toegelaten zijn. Het gewestelijke reglement zou aangepast moeten worden om vanaf 6 uur i.p.v. 7 uur te leveren. Nachtleveringen brengen ook problemen met zich mee: nachtlawaai, nachtwerk, controle van losplaatsen (de gemeente stelt 's nachts geen personeel tewerk).

Aangezien loszones op bepaalde momenten ook als parkeerplaatsen gebruikt kunnen worden, zal dit de parkeermogelijkheden voor de inwoners ook verminderen.

Kleine vrachtwagens verbeteren de doorstromingen maar vervuilen ook meer. Het college overweegt om loszones te depenaliseren.

De h. Cools vindt dat leveren tussen 20 en 21 uur getest moet worden. Depenalisering is al uitgetest in Ukkel, zonder succes. De politie weigert dan namelijk particuliere voertuigen weg te slepen.

De Raad neemt kennis.

28.03.2019/A/0029 **Question orale de Mme Czekalski : l'état du parking de la gare d'Uccle Calevoet.**

Mme Czekalski rappelle que la commune a la chance d'être desservie par 5 gares qui permettent de rallier en un temps record le centre-ville bruxellois ou l'aéroport. Parmi celles-ci, la gare d'Uccle-Calevoet dispose d'un emplacement de parking gratuit pour les voitures et d'un dépôt (payant et gratuit) pour les vélos. Outre de l'eau stagnante, de la boue, des déchets, des encombrants, des poubelles qui traînent, des trous apparaissent dans la voirie depuis quelque temps. De plus, la faiblesse de l'éclairage public génère un sentiment d'insécurité quand il fait noir.

- Un aménagement est-il prévu avec les instances concernées afin d'améliorer le revêtement de ce parking ?
- Un renforcement de l'éclairage est-il prévu dans les semaines à venir afin que

les navetteurs se sentent en sécurité lorsqu'ils doivent récupérer leur voiture tard le soir ou en hiver ?

- Des patrouilles de police surveillent-elles les alentours de ce parking, notamment en soirée et durant le week-end ?
- Les services Propreté de la commune ont-ils été impliqués dans cette lutte contre l'insalubrité ?
- Comment se passe la coordination sur le terrain entre les différents acteurs concernés (Infrabel, Région, commune d'Uccle) pour garantir l'accès à un parking de qualité, propre et sécurisé ?

Les accès d'une gare doivent être accueillants, propres et sécurisés afin d'inciter les locaux et les navetteurs à renoncer à leur véhicule pour se rendre sur leur lieu de travail ou dans le centre-ville en transports en commun.

M. le Bourgmestre répond que les services de police ont renforcé les contrôles aux abords de la gare. Ces opérations ont d'ailleurs abouti à l'arrestation d'un certain nombre d'individus. Il évoque aussi l'évacuation d'une partie des dépôts, la sécurisation de cabanons qui avaient été squattés et la condamnation de l'accès à différents espaces.

M. l'Echevin Wyngaard répond que le parking relève pour une part du domaine public de la SNCB et pour l'autre du domaine privé de la SNCB et d'Infrabel, la distinction entre les champs de compétence respectifs de la SNCB et d'Infrabel étant loin d'être claire, même pour les agents de ces deux organismes.

Vu que ces emplacements sont voués à disparaître, il n'y a pas lieu d'en rénover le revêtement ou d'y placer un nouvel éclairage, et ce d'autant plus que la rue du Wagon va faire l'objet d'un réaménagement global, pour lequel la demande de permis déposée par la STIB est en cours d'examen.

Cette voirie sera réservée exclusivement aux transports en commun, aux cyclistes et aux piétons.

Les discussions en cours sont consacrées au projet de la STIB visant à l'aménagement d'un rond-point à hauteur de la gare de de Calevoet ainsi qu'au passage sous les voies de cette même gare, envisagé par la commune. L'espace public sera entièrement repensé dans la perspective d'une imbrication des différents projets.

M. l'Echevin Wyngaard remarque que la coordination est plus facile à mettre en œuvre avec la STIB qu'avec la SNCB et Infrabel.

Mme l'Echevin Gol-Lescot confirme qu'il s'agit d'un endroit bien connu des services de la Propreté. Il semblerait qu'après le marché du dimanche midi, certains utilisent cet espace pour se débarrasser des invendus, étant donné que l'été dernier, près de deux tonnes de fruits pourris en ont été retirés.

L'éventualité de la clôture d'une partie du parking a été évoquée mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit aussi de la zone d'accès à la maison de repos située à proximité. Mme l'Echevin Gol-Lescot s'efforce de travailler en bonne intelligence avec les acteurs concernés afin d'aboutir malgré tout à la clôture d'une toute petite partie du parking dans l'attente de la future réhabilitation.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Czekalski : de staat van de parking aan het station

Ukkel Calevoet.

Mevr. Czekalski geeft talrijke problemen aan op de gratis parking aan het station Ukkel-Kalevoet: stilstaand water, modder, afval, overvolle vuilnisbakken, gaten in de weg, weinig verlicht (onveiligheidsgevoel).

- Zullen de wegbedekking en de verlichting verbeterd worden?
- Zal de politie er patrouilleren 's avonds en in het weekend?
- Zal de dienst Reinheid betrokken worden in de strijd tegen afval?
- Hoe verloopt de coördinatie tussen de betrokken partners (Infrabel, gewest, Ukkel) om een vlot toegankelijke kwalitatieve parking te garanderen?

De burgemeester antwoordt dat de politie meer controleert in stationsomgevingen. Dit heeft geleid tot de arrestatie van enkele individuen, de verwijdering van een aantal sluikestorten en de beveiliging van opberghokken die gekraakt werden.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de parking deels openbaar domein van de NBMS en deels privaat domein van de NMBS en Infrabel is en de onderlinge bevoegdheden zijn ook niet duidelijk. Aangezien deze plaatsen zullen verdwijnen, is er geen renovatie voorzien. De Wagenstraat zal namelijk volledig heringericht worden, uitsluitend bestemd voor het openbaar vervoer, fietsers en voetgangers.

Er wordt momenteel gesproken met de MIVB over een rotonde aan het station Kalevoet en een doorgang onder de sporen. De openbare ruimte zal volledig hertekend worden.

Schepen Gol-Lescot bevestigt dat de dienst Reinheid op de hoogte is van het probleem. Na de markt op zondag blijken er regelmatig onverkochte waren achtergelaten te worden. Zo werd er vorige zomer bijna 2 ton rot fruit weggehaald.

De eventuele sluiting van een gedeelte van de parking werd aangehaald maar er dient ook rekening mee gehouden te worden dat de toegangszone tot het rusthuis vlakbij is.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Question orale_Uccle Calevoet_parking (1).docx

28.03.2019/A/0030 **Question orale de M. Cools : gestion des fermetures du Bois de La Cambre.**

Chaque fermeture du Bois de La Cambre ce sont des encombrements énormes tout autour. Du côté de la Ville de Bruxelles des pré-signalisations de cette fermeture existent. Pas du côté d'Uccle. La Commune et/ou la Région ne pourraient-elles en installer une et la Commune utiliser les affichages électroniques dont elle dispose à cette fin. Cette fermeture ne pourrait-elle également être renseignée sur l'application smartphone de la Commune ? Comment aussi expliquer qu'il n'y ait jamais lors de cette fermeture un policier notamment chaussée de Waterloo ou au carrefour Montana/Chaussée de La Hulpe?

La fermeture du Bois par vent très violent est compréhensible. Est-ce la Ville ou la Région qui prend la décision de fermer le Bois pour vent violent ? Comment et quand notre Commune en est-elle informée ? Cette fermeture n'est-elle pas trop fréquente et n'intervient-elle pas parfois quand l'intensité du vent n'a pas vraiment un caractère exceptionnel et alors que des artères bordées d'arbres comme la Drève de Lorraine restent ouvertes ?

En temps normal la chaussée de La Hulpe est très régulièrement embouteillée. La situation tourne au cauchemar pour les automobilistes lorsque le Bois est fermé. Un réaménagement du carrefour à hauteur de l'hippodrome et de la statue équestre qui s'y trouve permettrait de rendre plus fluide ce carrefour. Des contacts ont-ils lieu entre la Commune et la Région à cette fin ?

Réponse:

La décision de fermeture est prise par Bruxelles Environnement qui la relaye auprès de notre service de la Prévention ainsi que la Police.

La police analyse systématiquement la situation par le biais des caméras de surveillance. En fonction de la situation et du trafic ou des problèmes causés par la fermeture, elle décide d'envoyer les motards sur place. Il s'avère que la situation du matin est plus complexe car l'ensemble de la circulation se dirige vers le centre de Bruxelles, qui est lui-même saturé tel que l'avenue Louise. Il est donc difficile fluidifier la circulation au vu de l'engorgement des autres axes. La police se limite à garder les carrefours les plus libres possibles. En fin de journée, la situation est plus facilement gérable car le trafic automobile se dirige entre autres vers Rhode où la circulation est moins dense. La police gère donc la circulation dans les carrefours stratégiques aux alentours (ex : Churchill).

Concernant la communication, cette information est bien relayée sur la page Facebook ainsi que le site de la Commune.

Au sujet des panneaux électroniques, ceux-ci ne sont plus en activité depuis plusieurs mois et seront prochainement retirés.

Les nouveaux panneaux installés à Calevoet et au Bourdon, dépendent de Belgian Posters. Nous pourrions envisager de communiquer via leur intermédiaire, si la personne en charge de l'insertion des messages est immédiatement disponible. Ceci étant, est-il vraiment utile de communiquer à cet endroit vu leur localisation ?

Pour répondre au dernier point, l'administration régionale a réalisé une étude sur toute la chaussée de La Hulpe dont le carrefour mentionné. Cependant, le travail s'est arrêté au niveau de l'étude et aucune mise en place d'une réalisation des aménagements n'a été prévue car la priorité est passée vers d'autres projets régionaux prioritaires. Les contacts ont eu lieu en 2015.

Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. Cools : beheer van het afsluiten van het Ter Kamerenbos.

Bij elke sluiting van het Ter Kamerenbos zit het verkeer rondom vast. Langs de kant van Brussel-Stad is presignalisatie voorzien, niet langs de Ukkelse kant. Kan dit voorzien worden? Kan er ook geïnformeerd worden via de gemeentelijke app? Waarom is er bij een sluiting nooit politie aanwezig in de Waterlooosesteenweg of aan het kruispunt Montana/Terhulpensesteenweg?

Neemt de Stad of het gewest de beslissing om het bos af te sluiten en hoe wordt onze gemeente hierover geïnformeerd? Wordt het bos niet te vaak afgesloten, terwijl wegen met veel bomen zoals de Lorrainedreef wel open blijven?

De Terhulpensesteenweg is al erg filegevoelig en bij een sluiting is het een nachtmerrie. Een herinrichting van het kruispunt aan de hippodroom kan het verkeer vlotter laten verlopen. Zijn hierover contacten geweest met het gewest?

Antwoord

Brussel Leefmilieu neemt deze beslissing en informeert onze Preventiedienst en de politie.

De politie analyseert systematisch via camera's en stuurt indien nodig een motorbrigade ter plaatse. Vaak kan het verkeer niet vlot verlopen omdat andere wegen verderop ook vol zitten, voornamelijk 's morgens. De politie beperkt zich dan tot het proberen vrij te houden van de kruispunten.

Deze informatie wordt gecommuniceerd op de Facebookpagina en op de gemeentelijke website.

De elektrische borden zijn al enkele maanden niet meer actief en zullen verwijderd worden. De nieuwe borden aan Kalevoet en Horzel zijn eigendom van Belgian Posters. We kunnen eventueel via hen informeren maar is het echt nodig op om deze plek te communiceren, gelet op de ligging?

Het gewest heeft een studie van de volledige Terhulpensesteenweg uitgevoerd. Er wordt momenteel een voorrang gegeven aan andere gewestelijke prioritaire projecten. Er zijn contacten geweest in 2015.

Wordt een schriftelijke vraag.

28.03.2019/A/0031 **Question orale de M. Cools : la création d'une école secondaire multilingue.**

M. Cools rappelle que les recteurs de l'ULB et de la VUB ont proposé conjointement une expérience-pilote d'école secondaire multilingue français-néerlandais-anglais, en insistant sur l'importance de l'apprentissage des langues pour la promotion du « vivre ensemble ». La presse y a fait largement écho mardi dernier.

M. Vervoort, Ministre-Président du gouvernement de la Région bruxelloise, et M. Vanhengel, Ministre régional du Budget, se sont montrés favorables à ce projet et sont disposés à lancer une étude de faisabilité. Celle-ci devra nécessairement aborder la localisation de cette école. Selon la presse, M. Close, Bourgmestre de Bruxelles-Ville,

serait prêt à accueillir cet établissement sur le territoire de la Ville de Bruxelles.

M. Cools estime que la commune d'Uccle devrait se porter candidate pour l'accueil de cette école, et ce d'autant plus que, selon une étude menée par l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse en 2017, l'évolution démographique nécessitera le développement d'infrastructures scolaires à Uccle, surtout pour l'enseignement secondaire, à partir de 2025. L'installation de cet établissement scolaire sur le territoire ucclais serait donc particulièrement opportune.

Le Collège est-il favorable à l'installation de cette école sur le territoire ucclais ? Est-il disposé à examiner les sites où cet établissement scolaire pourrait être implanté ?

M. Cools évoque comme lieux d'implantation potentiels le site de l'Institut Pasteur, censé déménager, celui de l'Institut supérieur de traduction et d'interprétation (ISTI) de la rue Joseph Hazard, dont les bâtiments ont fait l'objet d'une vente en 2016 par la Communauté française, ou encore certains terrains situés dans les environs de la gare de Calevoet.

Mme l'Échevin Gol-Lescot répond que le Collège a envoyé un courrier aux deux recteurs pour leur signaler que la commune serait tout à fait disposée à accueillir cette école sur son territoire, où sont déjà établis plusieurs établissements mettant l'enseignement des langues à l'honneur : écoles en immersion, école européenne, écoles internationales, etc.

Il serait peut-être un peu prématuré de se prononcer pour un lieu d'implantation.

Pour ce qui concerne le site de l'Institut Pasteur, un des bâtiments est vide mais l'autre devrait encore être occupé par des chercheurs jusqu'en 2024, alors qu'initialement un déménagement sur le campus Erasme était prévu pour 2020 ou 2021. Il semble que ce report soit dû au retard dans les travaux censés être effectués sur le site Erasme.

Quant à l'ISTI, qui dépend de l'ULB, un certain nombre de cours sont toujours dispensés sur le site de la rue Joseph Hazard.

Par ailleurs, Mme l'Échevin Gol-Lescot rappelle que son échevinat cherche souvent des implantations pour ses propres écoles, notamment pour son enseignement de promotion sociale, dont les conditions de travail actuelles sont plutôt précaires.

M. l'Échevin Biermann espère que le Collège pourra rencontrer les recteurs dans les meilleurs délais. Ceux-ci ont souligné que des modifications législatives et réglementaires seraient requises pour la création de cette école car, dans la situation institutionnelle actuelle, il serait difficile de déterminer quelle instance pourrait être le pouvoir organisateur (P.O.) d'un tel établissement.

M. Cools insiste sur la nécessité de se montrer proactif en la matière, et ce d'autant plus que la commune d'Uccle ne dispose pas d'un patrimoine foncier aussi étendu que celui de la Ville de Bruxelles.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : het oprichten van een meertalige secundaire school.

De h. Cools verwijst naar het voorstel van de rectoren van de ULB en de VUB inzake een pilootproject voor een meertalige middelbare school (NL-FR-EN). Ministers Vervoort en Vanhengel steunen dit voorstel en zullen een haalbaarheidsstudie opstarten. De gemeente Ukkel zou zich moeten aanbieden als locatie, des te meer omdat er omwille van de demografische evolutie een groter schoolaanbod in Ukkel

nodig is, vooral in het middelbaar onderwijs vanaf 2025. Volgens de pers zou Brussel-Stad kandidaat zijn.

Is het college bereid mogelijke locaties voor een dergelijke school te overwegen? De h. Cools stelt enkele mogelijkheden voor: de site van het Institut Pasteur, het Institut supérieur de traduction et d'interprétation (ISTI) en enkele terreinen vlakbij het station Kalevoet.

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat het college een brief naar beide rectoren heeft gestuurd om hun bereidheid mee te delen. Een locatie zoeken is momenteel wat voorbarig. Het Institut Pasteur zal nog gedeeltelijk tot 2024 bezet worden en in het ISTI worden nog steeds lessen gegeven. Ze geeft aan dat haar eigen dienst vaak locaties voor de eigen scholen zoekt, in het bijzonder voor het onderwijs voor sociale promotie.

Schepen Biermann hoopt de rectors binnenkort te kunnen ontmoeten. De wetgeving moet ook aangepast worden omdat het institutioneel gezien niet duidelijk is wie de inrichtende macht van een dergelijke school zou zijn.

De h. Cools geeft aan dat men proactief in dit domein moet zijn, te meer omdat Brussel-Stad over een groter onroerende patrimonium beschikt dan de gemeente Ukkel.

De Raad neemt kennis.

28.03.2019/A/0032 **Motion Uccle, commune hospitalière.**

La commune d'Uccle, à l'instar de la Belgique entière, est marquée par l'histoire des migrations. La mobilisation actuelle autour des communes hospitalières a pour objectif de défendre une vision de la société où la peur, le rejet de « l'étranger » et le repli sur soi ne constituent pas notre unique horizon et où solidarité rime avec rencontre, partage et dignité.

Les collectivités locales constituent à cet égard des acteurs clés de l'accueil, de l'hospitalité et du respect des droits des ressortissants étrangers, cela même si les compétences en matière d'entrée, de séjour et d'éloignement des ressortissants étrangers relèvent du niveau fédéral et l'intégration des personnes étrangères du niveau régional. Les communes peuvent créer un cadre qui permet de sensibiliser la population et d'améliorer l'accueil et le séjour des ressortissants étrangers qui résident sur leur territoire.

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables (Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ...);

Vu les engagements pris par la Belgique en matière de protection des réfugiés dans le cadre de la Convention de Genève de 1951, vu les engagements de la Belgique pris en matière de relocalisations et de réinstallations;

Vu la signature, par la Belgique, du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de l'ONU, dit Pacte de Marrakech, garantissant le respect effectif et la protection des droits humains de tous les migrants, indépendamment de

leur statut migratoire;

Vu l'article 23 de la Constitution belge garantissant à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine et de jouir de droits économiques, sociaux et culturels;
Considérant que, dans un souci pédagogique, il convient de préciser certaines définitions, afin d'explicitier ce que recouvre le mot migrant communément utilisé pour désigner les :

- Demandeurs d'asile : personne qui prétend à la protection internationale accordée aux réfugiés mais dont la demande est en cours d'examen;
- Réfugiés : personne qui a fui son pays d'origine et qui a obtenu une protection internationale, y compris une protection subsidiaire;
- Personnes en situation illégale : personne qui n'a pas ou plus de titre de séjour valable en Belgique;
- Ressortissants étrangers : personne qui jouit d'un droit de séjour.

Considérant que l'Europe et le monde traversent une période où les migrants sont de plus en plus considérés comme des menaces pour nos sociétés;

Considérant la multiplication des crises et la prolongation des conflits amenant des femmes, des hommes et des enfants à prendre des routes migratoires de plus en plus dangereuses, parfois au péril de leurs vies;

Considérant que les migrations ont forgé le monde et continueront de le faire, qu'elles soient choisies ou forcées – ou comme c'est souvent le cas – un peu des deux, que les migrations peuvent constituer une chance et un potentiel pour nos sociétés pour peu qu'une politique active d'accueil soit mise en place;

Considérant que l'accueil des migrants n'est pas le seul fait des compétences fédérales, que le vivre ensemble relève aussi de l'échelon le plus proche des citoyens que constitue la commune, que c'est à cet échelon que la convivialité, la rencontre peuvent se construire entre tous les citoyens d'une commune, que les communes peuvent aussi faire la différence en prônant l'hospitalité au niveau local;

Considérant que les communes – même dans un cadre restreint – ont une marge de manœuvre pour permettre aux migrants d'être mieux accueillis et soutenus quel que soit leur statut;

Considérant que les institutions communales sont le premier échelon vers lequel les citoyens se tournent, que la confiance tant dans la police que les services administratifs est fondamentale pour le bien vivre ensemble, et qu'il faut éviter une rupture de confiance qui empêcherait les services de fonctionner au mieux qu'il s'agisse de la police, des écoles, des services communaux de proximité;

Considérant qu'un meilleur accueil peut faire la différence dans le parcours d'intégration des migrants en leur donnant toutes les chances et en leur permettant de faire partie intégrante de la vie locale;

Considérant que la commune d'Uccle a la chance de bénéficier des services d'un CPAS efficace qui met en œuvre tous les moyens légaux dont il dispose pour offrir des conditions de vie dignes à chaque personne présente sur son territoire et qui est à l'écoute de chaque personne qui le souhaite;

Considérant que la commune d'Uccle est dotée d'une police locale efficace qui veille chaque jour à la sécurité des habitants;

Considérant la mobilisation de nombreux citoyens ucclois qui ont appelé l'ensemble des membres du Conseil communal à voter une motion concernant le projet de loi autorisant les visites domiciliaires, motion votée le 22 février 2018 en Conseil communal;

Considérant la solidarité et la mobilisation quotidienne de certains citoyens ucclois-es

qui hébergent des migrants, leur apportent une aide matérielle et logistique, du réconfort et un temps de repos;

Considérant l'existence sur le territoire de notre commune, d'une part, d'un centre Fedasil, centre d'accueil pour mineurs non accompagnés (MENA) géré la Croix-Rouge de Belgique et, d'autre part, des Initiatives locales d'accueil (ILA), dont une à destination des MENA, gérées par le CPAS d'Uccle;

Considérant qu'Uccle a adhéré en mai 2016 au réseau des « Villes lumières » d'Amnesty international, que notre commune a rappelé à cette occasion son soutien indéfectible aux individus en danger de par le monde et s'est engagée à défendre les droits fondamentaux consacrés au Titre II de la Constitution;

Le Conseil,

ADOpte le texte repris ci-après de la motion visant à déclarer Uccle Commune hospitalière;

PREND la résolution ferme de respecter les droits fondamentaux des migrants présents sur e territoire communal;

S'ENGAGE à des actions concrètes visant à :

1. LA SENSIBILISATION :

Sensibiliser la population sur les migrations et l'accueil de l'autre, c'est-à-dire :

- encourager un climat de respect mutuel, de confiance, et de convivialité dans la commune;
- promouvoir la diversité culturelle présente sur la commune et la rencontre entre les populations;
- poursuivre la sensibilisation à la diversité et au respect de l'autre :
 - des agents communaux et des agents de quartier aux droits des ressortissants étrangers;
 - des élèves des écoles communales, les organisations de jeunesse et les groupes actifs sur la commune;
- renforcer la collaboration avec le réseau associatif actif à Uccle, soutenir les initiatives citoyennes et les bénévoles souhaitant venir en aide aux ressortissant étrangers et primo-arrivants de la commune;
- informer la population locale de la possibilité de devenir tutrice.teur pour les MENA;
- soutenir des rencontres interculturelles et des moments visant à la déconstruction des préjugés à l'attention de tous les résidents de la commune;
- informer les entreprises locales sur les droits des migrants et leur accès au marché du travail;
- sensibiliser les propriétaires des biens immobiliers au respect de la législation en matière de non-discrimination au logement.

2. L'ACCUEIL

Poursuivre, voire renforcer, l'accueil et le séjour des migrants dans le respect des droits humains, c'est-à-dire :

- prévoir un accueil administratif de qualité des ressortissants étrangers résidant dans la commune et des nouveaux arrivants;

- organiser des moments d'information sur les services/aides organisés dans la communes à l'attention de tous les résidents;
- communiquer une information de qualité aux intéressés concernant les procédures de séjour, de mariage/cohabitation légale, d'accès à la nationalité, sur les services existants au sein de la commune et s'assurer que les étrangers comprennent les procédures;
- accompagner l'intégration des migrants :
 - en systématisant l'orientation vers les cours de FLE (Français Langue Etrangère) ou NT2 (Nederlands als Tweede Taal);
 - en donnant une information complète sur les parcours d'intégration;
 - en suscitant et en soutenant l'intégration socio-professionnelle des migrants en les orientant vers les organismes régionaux compétents comme l'antenne d'Actiris, la Maison de l'Emploi et les services du CPAS;
 - en soutenant des initiatives d'accès au logement digne;
 - en délivrant une information de qualité concernant la nationalité belge;
- veiller au respect des délais légaux fixés (enquêtes de résidence, inscriptions au sein de la commune, transmission des dossiers aux autres administrations entre autres l'Office des étrangers et aux régions, délivrance des accusés de réception et annexes, renouvellement des titres de séjour,...);
- poursuivre la pratique communale consistant à :
 - ne pas exiger de conditions supplémentaires non prévues par la loi;
 - traiter avec vigilance les procédures de radiation;
 - veiller à ne pas ralentir la procédure de réinscription par la commune;
- respecter le droit à la vie privée et familiale lors de l'enregistrement des déclarations de mariage, cohabitation et de reconnaissance de paternité;
- assurer un accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés, c'est aussi s'engager à :
 - susciter les initiatives de solidarité de la population locale;
 - assurer un accompagnement et l'aide à la réinstallation dans le cadre de la transition de l'aide matérielle vers l'aide financière;
 - avoir une attention spécifique pour les MENA (mineurs étrangers non accompagnés) en leur assurant un logement et accueil appropriés en bonne intelligence avec le Centre Fedasil géré par la Croix-Rouge de Belgique sur la commune d'Uccle ou en collaboration avec les ILA du CPAS;
 - organiser des séances d'information et soutenir les rencontres entre les habitants et les résidents du Centre Fedasil pour les MENA (mineurs étrangers non accompagnés) de la Croix-Rouge de Belgique ou les occupants de l'ILA du CPAS destinée au MENA qui le souhaite;
 - informer la population locale de la possibilité de devenir tuteur pour les MENA;
 - porter une attention particulière à l'intégration scolaire des enfants réfugiés et des MENA, à leur inscription dans les bibliothèques, académies, clubs sportifs et mouvements de jeunesse;

- mettre en place une collaboration avec les structures existantes sur le territoire communal (comme les planning familiaux) qui ont pour public principal les femmes, afin qu'elles accordent une attention particulière aux femmes issues des migrations dont les femmes enceintes, victimes de violence,.....;
- ne pas empêcher l'accueil dans les logements des citoyens;
- continuer à :
 - respecter scrupuleusement l'article 15 de la constitution qui stipule le principe de l'inviolabilité du domicile;
 - ne pas procéder aux arrestations aux abords des écoles, bibliothèques, académies, dans les transports en commun, dans les lieux de services d'aide ou à leur domicile;
 - éviter l'arrestation de personnes se trouvant en cours de procédure de regroupement familial;
 - veiller au respect scrupuleux des droits consacrés par la Convention Internationale des droits de l'enfant;
- s'engager à respecter les droits fondamentaux des personnes sans papiers en :
 - délivrant toutes les informations utiles à quelque niveau que ce soit concernant leurs droits et les organismes auxquels elles doivent s'adresser au niveau fédéral et communal;
 - poursuivant l'information à tous les ressortissants étrangers quant à la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales;
 - continuant d'assurer l'accès à l'aide médicale urgente et en expliquant, avec plus de précision, les soins qui seront pris en charge;
 - précisant les motifs de convocation dans les courriers adressés par les communes aux personnes en situation illégale;
 - servant d'intermédiaire entre les associations spécialisées dans l'occupation temporaire de bâtiments et les propriétaires de bâtiments vides dans le cadre de mise en place de conventions d'occupation temporaires;
 - soutenant des initiatives d'accès au logement digne, et utiliser le droit de réquisition ou de gestion publique lorsque cela s'avère pertinent et possible;
 - facilitant l'accès aux hébergements d'urgence lorsque cela est possible;
 - poursuivant l'enseignement dans les services de police d'une approche humaine et respectueuse de la personne dans l'application des lois et des règlements pour éviter toute discrimination, notamment lors des contrôles d'identité;

C'est pourquoi, nous nous engageons à :

REFUSER tout repli sur soi, les amalgames et propos discriminatoires;

DEMANDER aux autorités belges compétentes de remplir pleinement leurs obligations européennes en matière de relocalisation et de réinstallation des réfugiés et se déclare solidaire des communes en Europe ou ailleurs confrontées à un accueil important de réfugiés;

MARQUER notre ferme opposition à toute forme de politiques migratoires qui

entraînent des violences et des violations des droits humains des personnes migrantes, quel que soit leur statut;

IDENTIFIER une personne de contact qui assure le suivi de la mise en œuvre de cette motion et qui mettra en place un dispositif concerté de suivi et d'évaluation de l'exécution des mesures concrètes reprises dans la motion;

Pour toutes ces raisons, la Commune d'Uccle se déclare Commune Hospitalière.

M. Cools, tout en étant favorable à la motion, a déposé un amendement, visant à la suppression du considérant suivant :

« Considérant que les migrations ont forgé le monde et continueront de le faire, qu'elles soient choisies ou forcées ou – comme c'est souvent le cas – un peu des deux, que les migrations peuvent constituer une chance et un potentiel pour nos sociétés pour peu qu'une politique active d'accueil soit mise en place ».

L'amendement proposé par M. Cools a été rejeté par l'assemblée, par un vote de 25 voix contre et 8 voix pour.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Motie Ukkel, gastvrije gemeente.

De gemeente Ukkel heeft net zoals het hele land te maken met migratie. De huidige mobilisering van gastvrije gemeentes streeft een maatschappelijke visie na zonder angst voor "de vreemdeling" en zonder enkel oog voor zichzelf maar met solidariteit en waardigheid.

Lokale verenigingen vormen hierbij belangrijke partners voor het onthaal en de verdediging van de rechten van buitenlandse onderdanen, ook al bevinden de bevoegdheden inzake vreemdelingen (toegang, verblijf en verwijdering) zich op federaal niveau en de integratie van vreemdelingen op gewestelijk niveau. De gemeentes kunnen zorgen voor de sensibilisering van de bevolking en het onthaal en het verblijf van buitenlandse onderdanen op hun grondgebied verbeteren.

Gelet op de Europese en internationale engagementen, aangegaan door België, inzake het respect voor de fundamentele rechten van personen, in het bijzonder van de meest kwetsbare personen (Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens, Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, ...);

Gelet op de engagementen, aangegaan door België, inzake de bescherming van vluchtelingen in het kader van het Verdrag van Genève van 1951, gelet op de engagementen, aangegaan door België, inzake herplaatsing en hervestiging;

Gelet op de ondertekening door België van de Internationale Overeenkomst voor Veilige, Ordelijke en Reguliere Migratie van de VN, ook wel het "Pact van Marrakesh" genoemd, inzake de naleving en de bescherming van de mensenrechten van alle migranten, los van hun migratiestatut;

Gelet op artikel 23 van de Belgische Grondwet dat bepaalt dat ieder het recht heeft een menswaardig leven te leiden en te genieten van de economische, sociale en culturele rechten;

Aangezien uit pedagogisch standpunt de volgende begrippen verduidelijkt moeten worden omdat het woord migrant vaak gebruikt wordt om de volgende personen aan te duiden :

- Asielaanvrager : persoon die internationale bescherming als vluchteling aanvraagt en waarvan het onderzoek nog loopt;
- vluchteling : persoon die zijn thuisland is ontvlucht en internationale bescherming heeft gekregen, inclusief subsidiaire bescherming;
- persoon in een illegale toestand : persoon zonder geldige verblijfsvergunning in België;
- buitenlandse onderdaan : persoon die een verblijfsrecht geniet.

Overwegende dat migranten in Europa en de wereld steeds meer beschouwd worden als een bedreiging voor onze maatschappij;

Overwegende dat de stijging van het aantal crisissen en langere conflicten vrouwen, mannen en kinderen aanzetten om steeds gevaarlijkere migratieroutes te nemen, soms op gevaar voor eigen leven;

Overwegende dat migratie de wereld heeft gemaakt en dit nog steeds doet, vrijwillig of geforceerd, of, zoals vaker het geval is, wat van beiden, en dat migratie voor onze maatschappijen een kans en potentieel kan bieden middels een actief onthaalbeleid;

Overwegende dat het onthaal van migranten niet enkel een federale bevoegdheid is; dat samenleven ook op het gemeentelijke niveau - dicht bij de burger - van belang is, via ontmoetingen tussen burgers van een gemeente, en dat gemeentes ook het verschil kunnen maken door lokale gastvrijheid na te streven;

Overwegende dat gemeentes bewegingsruimte hebben - ook al is dit beperkt - om een beter onthaal voor migranten te voorzien, ongeacht hun statuut;

Overwegende dat burgers zich in de eerste plaats tot de gemeente richten, dat het vertrouwen in de politie en de gemeentediensten fundamenteel is voor de samenleving en een vertrouwensbreuk vermeden moet worden opdat de politie, de scholen en de gemeentediensten zo optimaal mogelijk kunnen blijven werken;

Overwegende dat een beter onthaal het verschil kan maken bij de integratie van migranten door hen alle kansen te geven zich te integreren in de lokale gemeenschap;

Overwegende dat de gemeente Ukkel beschikt over een efficiënt OCMW dat alle wettelijke middelen aanwendt om elke persoon op ons grondgebied een waardig leven te bieden en open staat voor elke persoon die erop een beroep wenst te doen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel beschikt over een efficiënt politiekorps dat elke dag waakt over de veiligheid van de inwoners;

Gelet op de mobilisering van talrijke Ukkelaars die de gemeenteraadsleden hebben verzocht een motie goed te keuren inzake het wetsontwerp rond huisbezoeken, een motie die goedgekeurd werd op 22 februari 2018 door de gemeenteraad;

Gelet op de dagelijkse solidariteit en mobilisering van sommige Ukkelaars die migranten opvangen en hen logistieke en morele steun en een moment van rust bieden;

Gelet op de aanwezigheid op het Ukkelse grondgebied van een Fedasil-centrum, een onthaalcentrum voor niet-begeleide minderjarigen, beheerd door het Belgische Rode Kruis en andere lokale opvanginitiatieven, waaronder één voor dergelijke kinderen, beheerd door het OCMW van Ukkel;

Overwegende dat Ukkel in mei 2016 is toegetreden tot het netwerk Lichtbaken van Amnesty International en onze gemeente alzo haar permanente steun heeft bevestigd aan individuen in gevaar overal ter wereld en de fundamentele rechten in Hoofdstuk II van de Grondwet zal verdedigen;

De Raad,

VERLEENT ZIJN GOEDKEURING aan de onderstaande motie om Ukkel kenbaar te maken als gastvrije gemeente;

VERBINDT ZICH er strikt toe de basisrechten van migranten op het gemeentelijke

grondgebied te respecteren;

VERBINDT ZICH tot de uitvoering van concrete acties met de volgende doelstellingen
:

1. SENSIBILISERING

De bevolking sensibiliseren rond migratie en onthaal van anderen, meer bepaald :

- een klimaat van wederzijds respect, vertrouwen en gastvrijheid in de gemeente aanmoedigen;
- aanmoediging van de aanwezige culturele diversiteit in de gemeente en ontmoetingen tussen bevolkingsgroepen;
- sensibilisering inzake diversiteit en respect voor anderen voortzetten :
 - gemeenteambtenaren en wijkagenten inzake de rechten van vreemdelingen;
 - leerlingen van gemeentescholen, jeugdbewegingen en groeperingen die actief zijn in de gemeente;
- versterking van de samenwerking met de verenigingen die actief zijn in Ukkel, ondersteuning van initiatieven van burgers en vrijwilligers die vreemdelingen en eerst-ingeschrevenen van de gemeente willen helpen;
- informeren van de lokale bevolking over de mogelijkheid om voogd te worden van NBMV's;
- ondersteuning van interculturele ontmoetingen om vooroordelen te ontkrachten ter attentie van alle inwoners van de gemeente;
- informeren van lokale ondernemingen over de rechten van migranten en hun toegang tot de arbeidsmarkt;
- sensibiliseren van eigenaars van onroerende goederen inzake de wetgeving rond het verbod op discriminatie in het kader van huisvesting.

2. ONTHAAL

Voortzetten of versterking van het onthaal en het verblijf van migranten met respect voor de mensenrechten, meer bepaald :

- zorgen voor een kwalitatief administratief onthaal van vreemdelingen die in de gemeente wonen en nieuwkomers;
- organiseren van infosessies over de diensten/hulpverlening in de gemeente ter attentie van alle inwoners;
- zorgen voor kwalitatieve informatie aan de geïnteresseerden inzake de procedures rond verblijf, huwelijk/wettelijke samenleving, toegang tot de nationaliteit, de bestaande diensten binnen de gemeente en de vreemdelingen hierover voldoende inlichten;
- ondersteuning van de integratie van migranten:
 - systematische doorverwijzing naar cursussen FLE (Français Langue Etrangère) of NT2 (Nederlands als Tweede Taal);
 - volledige informatie bezorgen over het integratieparcours;

- ondersteuning van socio-professionele integratie van migranten via doorverwijzing naar de bevoegde gewestelijke instanties zoals Actiris, het Jobhuis en de OCMW-diensten;
- ondersteuning van initiatieven inzake toegang tot degelijke huisvesting;
- kwalitatieve informatie bezorgen over de Belgische nationaliteit;

- waken over de naleving van de wettelijke termijnen (onderzoeken woonplaats, inschrijvingen binnen de gemeente, overmaking van dossiers aan andere besturen zoals Vreemdelingenzaken en gewesten, uitreiking van ontvangstbewijzen en bijlagen, vernieuwing van verblijfstitels, ...);
- voortzetting van de gemeentelijke gebruiken :
 - geen bijkomende voorwaarden opleggen die niet in de wet voorzien zijn;
 - schrappingsprocedures met de nodige waakzaamheid behandelen;
 - erover waken dat de herinschrijvingsprocedures niet vertragen door de gemeente;

- respect voor de privacy en het gezin bij de registratie van verklaringen inzake huwelijk, samenleving en erkenning van vaderschap;
- asielaanvragers en vluchtelingen opvangen is ook:
 - solidariteitsinitiatieven aanmoedigen bij de lokale bevolking;
 - zorgen voor begeleiding en hulp bij de herplaatsing in het kader van de overgang van materiële hulp naar financiële hulp;
 - een bijzondere aandacht voor NBMV's (niet-begeleide minderjarige vreemdelingen) door te zorgen voor huisvesting en gepaste opvang in samenwerking met het Fedasil-centrum, beheerd door het Rode Kruis van België in de gemeente Ukkel of in samenwerking met de LOI's van het OCMW;
 - organiseren van infosessies en ondersteuning van ontmoetingen tussen inwoners en bewoners van het Fedasil-centrum voor NBMV's (niet-begeleide minderjarige vreemdelingen) van het Rode Kruis van België of de begunstigen van het LOI van het OCMW, bestemd voor NBMV's die dit wensen;
 - informeren van de lokale bevolking over de mogelijkheid om voorged te worden van NBMV's;
 - een bijzondere aandacht voor de schoolintegratie van kinderen van vluchtelingen en NBMV's, inschrijving in bibliotheken, academies, sportclubs en jeugdbewegingen;
 - zorgen voor samenwerking met bestaande structuren op het gemeentelijke grondgebied (zoals planning familiaux) die zich voornamelijk richten tot vrouwen, met een bijzondere aandacht voor migrantenvrouwen die zwanger zijn, slachtoffers van geweld, ...;
 - opvang in woningen van burgers niet beletten;
 - voortzetten van :
 - de strikte naleving van artikel 15 van de Grondwet over de onschendbaarheid van de woning;

- geen arrestaties verrichten vlakbij scholen, bibliotheken, academies, in het openbaar vervoer, in hulpdiensten of in hun woonplaats;
- arrestaties vermijden van personen die een procedure rond gezinshereniging doorlopen;
- waken over de strikte naleving van het Internationaal Verdrag over de Rechten van het Kind;

- respect voor de basisrechten van personen zonder papieren:
 - alle nuttige inlichtingen verschaffen over hun rechten en de federale en gemeentelijke instanties waarnaar ze zich dienen te richten;
 - voortzetting van het informeren van alle vreemdelingen over hun mogelijkheid tot inschrijving op de kieslijst;
 - de toegang tot dringende medische hulpen verzekeren met nog meer verduidelijking van de zorgen die ten laste genomen worden;
 - informeren over de oproepingsmotieven in brieven van de gemeente naar illegalen;
 - als tussenpersoon optreden tussen gespecialiseerde verenigingen inzake tijdelijke bezetting van gebouwen en eigenaars van leegstaande gebouwen in het kader van tijdelijke bezettingsovereenkomsten;
 - ondersteuning van initiatieven inzake toegang tot degelijke huisvesting, gebruik van het recht op opvoeding of het openbaar beheersrecht indien relevant en mogelijk;
 - toegang tot noodopvang indien nodig vergemakkelijken;
 - voortzetting binnen de politiediensten van een menselijke en respectvolle benadering van de persoon in de toepassing van wetten en reglementen om elke vorm van discriminatie te vermijden, meer bepaald bij identiteitscontroles;

Om deze redenen verbinden we ons tot het volgende:

Elke vorm van discriminatie **WEIGEREN**;

De bevoegde Belgische overheden **VERZOEKEN** hun Europese verplichtingen inzake hervestiging en herplaatsing van vluchtelingen volledig na te komen en zich solidair verklaren met de gemeentes en Europa of elders die geconfronteerd worden met een aanzienlijke toestroom van vluchtelingen;

Elk migratiebeleid dat leidt tot geweld of niet-naleving van de mensenrechten van migranten - ongeacht hun statuut - **STRIKT WEIGEREN**;

AANSTELLING van een contactpersoon voor de opvolging van deze motie die voor overleg zal zorgen voor opvolging en evaluatie van de concrete maatregelen, vermeld in de motie;

Om al deze redenen maakt de gemeente Ukkel zich kenbaar als gastvrije gemeente.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Amendement motion commune hospitalière - M. Cools.docx, Motion commune hospitalière Uccle DEF 23 03.docx

28.03.2019/A/0033 **Interpellation de M. Toussaint : des rues scolaires à Uccle ?**

M. Toussaint signale que des rues dites « scolaires » commencent à apparaître à Bruxelles, comme c'est déjà le cas en Flandre depuis plusieurs années. Il s'agit de voies publiques situées à proximité d'un établissement scolaire, qui sont temporairement fermées à la circulation (en général 30 minutes avant le début des cours le matin et 30 minutes après la fin des cours l'après-midi ou le mercredi midi).

Les ministres en charge de la Sécurité routière, de la Mobilité et de l'Environnement ont d'ailleurs annoncé il y a quelques mois la création d'un fonds d'un million d'euros dédié à la création de telles rues en Région de Bruxelles-Capitale, dont une cinquantaine d'écoles devrait bénéficier.

Pour ce qui concerne Uccle, M. Toussaint a appris qu'en raison de l'inscription des « rues scolaires » dans le Code de la route et du test réalisé avenue Casalta pendant la Semaine de la mobilité 2018, l'école Decroly aurait demandé à l'administration communale de démarrer le processus de reconnaissance comme rue scolaire. Plusieurs conditions préalables doivent être remplies pour pouvoir instaurer une rue scolaire : l'école doit marquer son engagement dans le projet, la rue doit avoir un caractère résidentiel, la fermeture de la rue ne doit pas entraîner de nuisances de circulation,...

Vu que les rues scolaires contribuent incontestablement à améliorer la sécurité, la convivialité et la qualité de l'air aux abords des écoles, le Collège envisage-t-il la mise en place de telles rues sur le territoire ucclois et, dans l'affirmative, quels seraient les sites retenus ?

M. Desmet précise que le groupe Ecolo partage totalement les préoccupations de M. Toussaint.

Et même en l'absence de rues scolaires, il y aurait de nets progrès en matière de salubrité publique si les parents voulaient bien se donner la peine de couper le moteur quand ils viennent déposer leur enfant, conformément aux recommandations de l'IBSR (Institut belge pour la sécurité routière).

M. De Bock n'est pas hostile au principe des rues scolaires mais estime qu'il faut veiller à ne pas provoquer un report du trafic dans les rues avoisinantes. Ce problème doit être appréhendé dans une perspective globale, de manière à ne pas opposer les parties intéressées les unes aux autres.

Mme Vandeputte signale que, selon plusieurs études, l'indice de pollution dans les environnements scolaires confrontés à une circulation automobile intense est extrêmement élevé et donc nocif pour la santé des enfants.

M. l'Echevin Wyngaard répond que de nombreuses associations de parents et directions d'écoles se sont prononcées en faveur d'un renforcement de la sécurité et de la convivialité aux abords des établissements scolaires. L'aménagement de rues scolaires est un dispositif visant à répondre à cette demande, tout en prenant en considération le problème des particules fines susceptibles d'être inhalées par les enfants.

Pour que des projets de cette nature puissent aboutir, il est essentiel que les acteurs des écoles concernées y prennent une part active.

L'école du Val Fleuri ainsi que les écoles Plein Air et Decroly ont manifesté leur intérêt pour l'aménagement d'une rue scolaire. L'école néerlandophone de l'avenue de Floréal souhaite participer à l'opération « Café Filter », qui vise à bloquer la circulation pendant une demi-heure le vendredi matin dans les semaines qui suivront les vacances de Pâques, afin de créer un espace de convivialité en proposant du café, du thé, de la musique, etc.

Dans tous les cas de figure, l'administration communale devra examiner l'impact sur la circulation dans les rues avoisinantes.

Les riverains des rues aménagées en rues scolaires auront toujours la possibilité de circuler en voiture aux heures d'entrée et de sortie des écoles, à condition qu'ils roulent à l'allure du pas.

Toute mise en place d'une rue scolaire donnera lieu à une communication via la distribution d'un toutes-boîtes.

Les services de l'échevinat sont en train d'élaborer une procédure-type sur base d'un formulaire que les écoles intéressées seraient invitées à compléter, les paramètres retenus devant garantir un traitement efficace et équitable de tous les établissements.

M. l'Echevin Wyngaard regrette que les subsides octroyés par Bruxelles-Mobilité dans ce cadre portent uniquement sur des éléments matériels (barrières nadar), et ne visent pas à soutenir l'engagement de personnel (stewards, personnel d'encadrement).

Le Conseil prend connaissance.

Inerpellatie van de h. Toussaint : schoolstraten te Ukkel ?

De h. Toussaint geeft aan dat er in Brussel "schoolstraten" beginnen te verschijnen, zoals in Vlaanderen al meerdere jaren het geval is. Dit zijn straten vlakbij scholen die tijdelijk verkeersvrij worden gemaakt (in het algemeen 30 min. voor de aanvang van de lessen en 30 min. aan het einde ervan). Er werd onlangs een fonds met een miljoen euro voorzien om dergelijke straten te creëren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan zo'n 50 scholen van zouden kunnen profiteren. Schoolstraten bieden veel voordelen (veiligheid, luchtkwaliteit, ...).

Er moet voldaan worden aan verschillende voorwaarden: de school moet meewerken, het moet een residentiële weg zijn, de afsluiting mag geen verkeershinder veroorzaken, ... Overweegt het college dergelijke straten te creëren in Ukkel?

De h. Desmet signaleert dat, zelfs indien er nog geen schoolstraten komen, de volksgezondheid er baat bij zou hebben dat de ouders de motor stilleggen wanneer ze hun kind komen afzetten, zoals ook aanbevolen door het BIVV.

De h. De Bock is niet tegen schoolstraten maar dit mag geen verkeerhinder in de aangrenzende straten veroorzaken. Een globale aanpak is hiervoor vereist met de medewerking van alle geïnteresseerde partijen.

Mevr. Vandeputte geeft aan dat schoolomgevingen met een intens autoverkeer erg vervuild zijn.

Schepen Wyngaard antwoordt dat talrijke ouderverenigingen en schooldirecties de schoolomgeving willen verbeteren en schoolstraten kunnen hierin een bijdrage leveren. De betrokken scholen moeten hierbij een actieve rol spelen. Verschillende scholen zoals Val Fleuri, Plein Air, Decroly en de Nederlandstalige school in de Floréallaan

hebben al interesse getoond in dergelijke initiatieven. Het bestuur werkt momenteel aan een procedure voor een efficiënt beheer hiervan.

Het bestuur moet steeds de gevolgen voor het verkeer in de buurt analyseren. Bewoners van schoolstraten zullen steeds toegang krijgen.

Er zal via huis-aan-huisberichten gecommuniceerd worden over de invoering van schoolstraten.

De schepen betreurt dat de toegekende subsidies van Mobiel Brussel enkel gebruikt mogen worden voor materiaal en niet voor de aanwerving van personeel zoals stewards.

De Raad neemt kennis.

Yaël Ariane Nour Haumont quitte la séance / verlaat de zitting.

28.03.2019/A/0034 **Interpellation de Mme Van Offelen : Un Parcours annuel des Parcs, espaces semi-naturels, jardins et arbres remarquables.**

Mme Van Offelen se réjouit du fait que la commune est un joyau, disposant de grands espaces verts publics et privés dont la protection et la gestion durable constituent une priorité de cette mandature.

Si beaucoup d'Ucclois ont conscience d'habiter dans une commune verte, peu d'entre eux connaissent la diversité, ainsi que la valeur écologique, historique ou paysagère de ce patrimoine naturel. Ils ont leurs habitudes de quartier, se promenant aux alentours de chez eux ou participant à des initiatives portées par des associations de leur quartier. Ainsi, les riverains de Saint-Job sont attachés au plateau Avijl ou au Kauwberg, mais se sont-ils aventurés jusqu'au Keyenbempt, cet espace semi-naturel d'une grande valeur écologique? Les riverains du parc de la Sauvagère connaissent-ils le jardin du Chat et son saule marsault ? Ont-ils visité les jardins du Musée Van Buuren et son labyrinthe dessiné par l'architecte-paysagiste René Pechère ? Les habitants du nord de la Commune se sont-ils rendus au parc Fond'Roy et connaissent-ils sa ferme pédagogique ? Ou au bois de Verrewinkel, recouvert au printemps d'un tapis de muguets, jacinthes et anémones ?

Les Ucclois savent-ils que la commune compte 514 arbres remarquables répertoriés, dont 140 dans le domaine public, et qu'Uccle est la deuxième commune en Région bruxelloise à compter le plus de potagers ?

La commune d'Uccle a mené de nombreuses actions ces dernières années pour valoriser le cadre naturel, notamment dans le cadre de l'élaboration de l'Agenda 21 local et du Plan Nature. Mme Van Offelen salue la volonté du Collège d'amplifier cette démarche environnementale, en y associant davantage les citoyens.

Dans ce contexte, elle propose au Collège de mieux faire connaître aux Ucclois la richesse de leur patrimoine naturel par l'organisation d'un parcours annuel des espaces verts publics et privés de la commune. On pourrait le concevoir comme le parcours d'artistes, avec une sélection de sites remarquables et diversifiés, repris sur une carte comportant un plan d'accès et un itinéraire suggéré pour les cyclistes et les piétons, et complété par une brochure didactique.

Ce parcours serait conçu en partenariat avec Bruxelles-Environnement, des associations

et des citoyens qui, à cette occasion, seraient prêts à ouvrir leurs jardins et à servir de guides. Chaque année, ou tous les deux ans, le parcours pourrait être organisé à l'occasion de la Semaine bruxelloise de la nature, qui a lieu en mai.

Mme l'Echevine Ledan répond qu'un projet est en gestation pour l'année prochaine. Il s'agirait d'organiser en alternance le Parcours d'artistes avec un parcours des jardins sous la dénomination « Rendez-vous aux jardins ». Cette manifestation existe déjà dans 17 pays européens et a rassemblé l'année dernière deux millions de visiteurs.

Dans le cadre de ce parcours des jardins, des animations telles que des balades contées pourraient être organisées et le patrimoine ligneux serait valorisé. Selon Mme l'Echevine Ledan, il faut absolument attirer l'attention du public sur les arbres remarquables via différents modes de communication, notamment la plate-forme « Wood Wide Web », qui recense les arbres de ce type identifiés sur le territoire de la Région bruxelloise.

De plus, cette manifestation présenterait l'intérêt de ne pas se cantonner aux espaces publics mais d'intégrer également les jardins privés.

Mme l'Echevine De Brouwer se réjouit de pouvoir travailler avec sa collègue, Mme Ledan, en faveur du patrimoine naturel uclois.

Elle souligne que l'intervention de Mme Van Offelen s'inscrit tout à fait dans le cadre de l'action 75 de l'Agenda 21, libellée de la façon suivante : « Editer un dépliant sur la qualité artistique des jardins écologiques et proposer des promenades ».

L'Agenda 21 précise aussi que les espaces publics labellisés « réseau nature », favorisant la biodiversité, peuvent aussi être valorisés dans de telles manifestations. Les lauréats du concours « Uccle en fleurs » pourraient aussi être mis à l'honneur.

Le service de l'Environnement est en train de réaliser une brochure sur cette thématique.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Van Offelen : Een jaarlijks parcours langs de bijzondere parken, semi-natuurlijke plaatsen, tuinen en bomen.

Mevr. Van Offelen geeft aan dat Veel Ukkelaars wel weten dat ze in een erg groene gemeente wonen maar dat ze onvoldoende op de hoogte zijn van de grote diversiteit en de ecologische en historische waarde van dit natuurlijk patrimonium. De gemeente heeft de laatste jaren talrijke campagnes gevoerd om dit natuurlijk patrimonium op te waarderen in het kader van Lokale Agenda 21 en het Naturaplan.

Ze stelt aan het college voor om een jaarlijks parcours langs de openbare en private groene gebieden te organiseren (zoals het Kunstenaarsparcours) om de Ukkelaars kennis te laten maken met de natuurlijke rijkdom in hun gemeente. Dit parcours kan in samenwerking met Leefmilieu Brussel georganiseerd worden en eventueel tijdens de Brusselse week van de natuur in mei.

Schepen Ledan antwoordt dat er een dergelijk parcours langs tuinen gepland is, een manifestatie die reeds bestaan in 17 EU-landen. Men moet het publiek absoluut informeren over de opmerkelijke bomen via verschillende kanalen (zoals het platform Wood Wide Web). Dit parcours moet ook niet beperkt worden tot openbare ruimte maar kan eveneens privétuinen integreren.

Schepen De Brouwer geeft aan dat een dergelijk initiatief in de lijn ligt van actie 75 van de Lokale Agenda 21 (brochure over ecologische tuinen en wandelingen voorstellen). Men kan ook aandacht hebben voor openbare natuurgebieden die biodiversiteit bevorderen en de laureaten van de wedstrijd "Ukkel in de bloemetjes".

De Milieudienst is bezig met de opmaak van een brochure hierover.

De Raad neemt kennis.

28.03.2019/A/0035 **Interpellation de M. Cohen : bureau de déclaration de naissance au sein des Cliniques de l'Europe.**

Il y a plus de 10 ans, j'intervenais au sein de ce conseil communal pour demander la création d'antennes de déclaration de naissance dans les institutions hospitalières uccloises. A l'époque, bien que l'idée séduisait, le Collège la rejetait vu le nombre d'antenne à créer.

N'ayant plus qu'un seul service de naissance sur le territoire communal, j'ai décidé de revenir avec cette idée. En préparant ma question, qu'elle ne fut pas ma surprise de constater que j'avais été prophète dans ma commune puisque début janvier, un bureau des déclarations des naissances a été installé par la Commune au sein des Cliniques de l'Europe.

Prétention mise à part et une fois mon cou dégonflé, je ne peux que féliciter l'échevin de l'Etat civil et le Collège d'avoir pris cette initiative qui offre un service supplémentaire à nos concitoyens tout en n'augmentant pas les dépenses.

Et donc quasiment 3 mois après sa mise en place, j'aimerais recevoir quelques informations et un premier bilan :

- Quels sont les jours et heures d'ouverture de ce bureau
- Comment sont informés les parents du nouveau-né de l'existence de ce service
- Quel est le pourcentage de déclarations faites à cette antenne depuis sa création
- Quels sont les éléments d'améliorations que le service de l'Etat civil a constaté et remonté.

Réponse:

Les déclarations peuvent être actées à la maternité les lundis, mercredis et vendredis ouvrables entre 9h30 et 11h30.

A la date du 21 mars on comptait: 128 déclarations de naissances enregistrées à la Commune et 98 sur le site des Cliniques de l'Europe soit respectivement 56,6 et 43,4 %.

Précisons que seuls les couples mariés et les enfants qui ont fait au préalable l'objet

d'une reconnaissance peuvent déclarer la naissance sur place. Et ce, pour des raisons administratives (documents spécifiques à fournir, vérifications complémentaires obligatoires,...). Ce qui fait que même si cette proportion est amenée à quelque peu augmenter à l'avenir, il n'en demeurera pas moins un nombre important de naissances à devoir être actées dans les services de notre maison communale.

A propos de la publicité faite à cette nouveauté, c'est l'accoucheuse qui informe les parents dès après la naissance de la possibilité d'acter la déclaration au bureau de l'état civil de la clinique en remettant un formulaire de renseignements avec les modalités pratiques, horaire de la permanence, endroit, documents nécessaires. Le site de la Commune mentionne également ces informations.

Ce nouveau service permet aux futurs parents (dans la plupart des cas) de déclarer la ou les naissance(s) directement à la maternité sans se déplacer à la Commune.

Par ailleurs, ce système informatique appelé «e-birth» permet une transmission beaucoup plus rapide des données concernant la naissance ainsi que les statistiques.

Transformée en question écrite.

Interpellatie van de h. Cohen : aangifte van geboortes bij de Europaklinieken.

Begin januari werd er een aangiftekantoor geïnstalleerd in de Europaziekenhuizen. Hij wenst graag meer informatie hierover:

- Wat zijn de openingsuren?
- Hoe worden ouders hierover geïnformeerd?
- Hoeveel aangiftes werden er gedaan sinds de installatie?
- Welke verbeteringen heeft de dienst Burgerlijke Stand opgemerkt?

Antwoord

Aangiftes zijn mogelijk op maandag, woensdag en vrijdag van 9.30 tot 11.30 uur.

Status op 21 maart: 128 aangiftes in de gemeente en 98 in de Europaziekenhuizen (respectievelijk 56,6 en 43,4%).

Enkel gehuwde koppels of kinderen met een voorafgaande erkenning kunnen ter plaatse aangegeven worden om administratieve redenen.

De vroedvrouw informeert de ouders hierover vlak na de geboorte via een infoformulier. Ook de website van de gemeente deelt dit mee.

Ouders hoeven zich niet meer naar het gemeentehuis te verplaatsen en dankzij het systeem e-birth kunnen gegevens over geboortes en statistieken sneller overgemaakt worden.

Wordt een schriftelijke vraag.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Cohen - bureau de déclaration de naissance aju sein des cliniques de l'Europe.doc

28.03.2019/A/0036 **Motion introduite par M. Hayette : contre l'enfermement des mineurs.**

Cette motion a été déclarée irrecevable par l'assemblée, par 6 voix en faveur de la recevabilité, 23 voix contre et 1 abstention.

Ont votés pour la recevabilité : M. Cools, Mme Maison, MM. De Bock, Hayette, Mme Lederman Bucquet et M. Norré.

Ont votés contre la recevabilité : M. le Bourgmestre, MM. Wyngaard, Biermann, Mmes De Brouwer, Gol-Lescot, Ledan, Delwart, M. Lambert Limbosch, Mme Fraiteur, MM. Toussaint, Desmet, Mme Delvoeye, M. Minet, Mmes Culer, Van Offelen, de h. Cornelis, Mmes Vandeputte, Issi, MM. Cohen, Godefroid, Mmes Czekalski, Vanneste et Kokaj.

S'est abstenu : M. Van de Cauter.

Le point est rejeté.

Motie ingediend door de h. Hayette : tegen de opsluiting van minderjarigen.

Deze motie werd onontvankelijk verklaard door de vergadering met 6 stemmen voor de ontvankelijkheid, 23 tegen en 1 onthouding.

Hebben voor de ontvankelijkheid gestemd : de h. Cools, Mme Maison, MM. De Bock, Hayette, Mme Lederman Bucquet et M. Norré.

Hebben tegen de ontvankelijkheid gestemd : de h. Burgemeester, de hh. Wyngaard, Biermann, Mevr. De Brouwer, Gol-Lescot, Ledan, Delwart, de h. Lambert Limbosch, Mevr. Fraiteur, de hh. Toussaint, Desmet, Mevr. Delvoeye, de h. Minet, Mevr. Culer, Van Offelen, de h. Cornelis, Mevr. Vandeputte, Issi, de hh. Cohen, Godefroid, Mevr. Czekalski, Vanneste en Kokaj.

Heeft zich onthouden : de h. Van de Cauter.

Het punt wordt verworpen.

1 annexe / 1 bijlage

Motion enfermement mineurs.docx

28.03.2019/A/0037 **Question écrite de Mme El Fassi concernant l'aménagement de trottoirs dans la rue du Melkriek.**

Plusieurs habitants du quartier du Melkriek m'ont interpellé concernant la construction de trottoirs à la rue du Melkriek, dans le tronçon en direction de la rue de l'Etoile. A cet endroit, les trottoirs ne sont plus aménagés, ce qui rend difficile et dangereux la circulation pour les enfants, les personnes âgées et en particulier les mamans avec les poussettes.

Dans votre déclaration de politique générale, vous déclarez veiller à l'amélioration des trottoirs :

- comptez-vous aménager le trottoir sur ce tronçon rue du Melkriek direction rue de l'étoile ?

- si oui, quand comptez-vous entreprendre les travaux ?

Je vous remercie d'avance pour votre réponse.

Réponse:

L'aménagement d'un trottoir conforme au Règlement Régional d'Urbanisme dans la rue du Melkriek, côté pair, entre le carrefour avec la rue de l'Etoile et le n°120 (non compris), fait partie des travaux programmés en 2019.

Ce chantier devrait avoir lieu dans le courant du premier semestre.

Entre le n°120 et le n°114 et côté impair, le long des potagers, l'aménagement du trottoir est à charge des propriétaires riverains.

Des courriers leur ont été envoyés pour demander à chacun de réaliser la partie à sa charge dans les plus brefs délais.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevrouw El Fassi betreffende het aanleggen van voetpaden in de Melkriekstraat.

Inwoners van de Melkriekwijk hebben gemeld dat de trottoirs in de Melkriekstraat (gedeelte naar de Sterstraat) niet ingericht zijn, wat risico's inhoudt voor het verkeer van voetgangers. In de algemene beleidsverklaring is sprake van de verbetering van trottoirs. Zal het trottoir in dit gedeelte ingericht worden en op welke termijn?

Antwoord

De inrichting van een trottoir overeenkomstig de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening in de Melkriekstraat - even kant, van het kruispunt met de Sterstraat tot het nr. 120 (niet inbegrepen) - is voorzien in het programma 2019 (eerste semester). Tussen nr. 120 en nr. 114 en langs de oneven kant (moestuinen) is de inrichting ten laste van de eigenaars. Ze hebben hierover reeds een brief ontvangen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 02 El Fassi trottoirs Melkriek.docx

28.03.2019/A/0038 Question écrite de M. De Bock concernant le personnel communal.

L'augmentation du personnel est très importante ces dernières années.

Pouvez-vous transmettre le nombre d'équivalents temps plein pour les 5 dernières années (2013-2014-2015-2016-2017-2018)

Ainsi que pour 2013-2018 l'affectation du personnel par services, comme cela est fait dans les rapports du cpas.

Je remercie d'avance le Collège pour ses réponses.

Réponse:

Voir annexe.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de heer De Bock betreffende het gemeentepersoneel.

Het aantal personeelsleden is de laatste jaren erg gestegen. Kan u mij het aantal voltijdse equivalenten van de laatste vijf jaar (2013-2014-2015-2016-2017-2018) meedelen en de verdeling per dienst?.

Antwoord

Zie bijlage.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19+03+De+Bock+personeel+communal.docx

28.03.2019/A/0039 **Question écrite de Mme Lederman Bucquet concernant le passage pour piétons avenue Jean et Pierre Carsoel.**

Avenue Jean et Pierre Carsoel, il existe un passage pour piétons à la hauteur du restaurant le Touareg, qui se trouve au numéro 13. Or, le matin, il y a un monsieur qui fait traverser les enfants, juste en face de l'école, soit 50 m plus haut. Quelle est l'utilité de ce genre de passage non marqué au sol ? C'est vraiment donner un mauvais exemple pour les enfants, et extrêmement dangereux dans la montée, aussi bien que dans la descente.

Donc, le Collège ne peut-il, dès lors, envisager:

- 1- soit de déplacer le passage pour piétons en face de l'école ;
- 2- soit de faire traverser les enfants sur l'actuel passage pour piétons et ces derniers devront faire quelques mètres supplémentaires pour entrer dans l'école ?

Réponse:

Il s'agit effectivement d'une situation ancienne connue du service de la Prévention. A l'époque, l'emplacement du surveillant habilité avait été déterminé à la demande de l'école, en concertation avec la police. Après en avoir rediscuté avec eux, nous avons justement convenu ensemble d'y mettre un terme et il a été décidé que le surveillant habilité se positionnerait au passage situé plus bas à partir du 18/02/19, ce qui a été fait. Les écoles Notre-Dame et Sint-Jozef ont communiqué vers les parents en ce sens et un Gardien de la Paix était présent en renforcement du surveillant habilité mercredi 20/02 matin pour sensibiliser les élèves et parents qui ne traversaient pas au bon endroit (20 parents avec enfants sensibilisés dont 5 ont refusé d'aller plus bas pour traverser).

Il y a bien longtemps, nous avons déjà discuté avec la police (M. Van Den Brempt) de la possibilité de déplacer le passage pour piétons vers le haut mais il pensait que ce n'était pas une bonne idée car il serait alors situé juste après le tournant avec un tram en descente pour qui il serait difficile de freiner.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevr. Lederman Bucquet betreffende het zebepad Jean en Pierre Carsoellaan.

In de Jean en Pierre Carsoellaan nr. 13 is er een oversteekplaats maar de schoolkinderen worden de straat overgeholpen 50 meter verderop, tegenover de school. Overweegt het college deze oversteekplaats te verplaatsen of moeten de kinderen een langere afstand afleggen om de school te bereiken?

Antwoord

De Preventiedienst is op de hoogte van deze toestand. Er werd een gemachtigde opzichter aangesteld om te helpen aan de bestaande oversteekplaats en de scholen Notre-Dame en Sint-Jozef hebben de ouders hierover geïnformeerd. Een verplaatsing lijkt volgens de politie geen goed idee omdat de overwogen plaats vlak na een bocht is en trams die er naar beneden rijden niet zo gemakkelijk kunnen stoppen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 05 Lederman passage piéton JP Carsoel.docx

28.03.2019/A/0040 Question écrite de Mme Fraiteur relative aux arbres manquant dans le quartier du Vivier d'oie.

Des riverains m'ont signalé une série d'arbres manquants dans leur quartier du Vivier d'Oie :

- Avenue Beloeil, aux Nos. 12 et 15 (les carrés sont faits)
- Avenue du Prince de Ligne, toute la rue, depuis la place St-Job jusqu'à l'Avenue de Beloeil (les carrés sont faits)
- Place du Vivier d'Oie, près du fritkot, 1 arbre (le carré est fait)
- Avenue du Maréchal, il manque le 3e arbre à gauche et aux Nos 19, 21, 23, 26 et le dernier arbre sur le coin gauche juste avant l'entrée dans la forêt.
- Avenue des Chênes, **en partant de la forêt**. Les deux premiers arbres à gauche.
- Avenue André Ryckmans, Nos 12 et 16 (les carrés sont faits)
- Le long de la bande verte en lisière du chemin de fer, du croisement de l'Avenue de Beloeil jusqu'à l'aubette de bus, près du fritkot place St Job manque cruellement de plantations. Il y a également des trous dans les haies.

- Sur le "nouveau parking" de l'Avenue du Prince de Ligne, juste en face de l'Avenue de Beloeil des plantations seraient les bienvenues, deux emplacements en terre sont déjà prévus.

Pourriez-vous me dire si des plantations aux endroits susmentionnés sont prévues et si oui, à quel moment ?

Ne pourrait-on pas en profiter pour y planter des arbres fruitiers et des nichoirs pour les oiseaux ?

Réponse:

- Avenue Beloeil, aux Nos. 12 et 15 (les carrés sont faits) à Ces arbres seront replantés en mars 2019 ;
- Avenue du Prince de Ligne, toute la rue, depuis la place St-Job jusqu'à l'Avenue de Beloeil (les carrés sont faits) à Le sous-traitant de la voirie interviendra en mars 2019 pour effectuer les plantations ;
- Place du Vivier d'Oie, près du fritkot, 1 arbre (le carré est fait) à Plantation non prévue, sera programmée en automne 2019 ;
- Avenue du Maréchal, il manque le 3e arbre à gauche et aux Nos 19, 21, 23, 26 et le dernier arbre sur le coin gauche juste avant l'entrée dans la forêt. à Ces replantations n'ont pas été réalisées car elles entrent en concurrence avec de grands arbres d'alignement situés dans les propriétés privées. Si l'on plante de jeunes sujets en dessous de la couronne de grands arbres, ils n'auront aucune chance de survie ou pousseront de travers ;
- Avenue des Chênes, **en partant de la forêt**. Les deux premiers arbres à gauche à un arbre seulement sera replanté, en automne 2019. Il n'y a de place que pour planter un seul arbre ;
- Avenue André Ryckmans, Nos 12 et 16 (les carrés sont faits) à ces arbres ont été replantés en mars 2019 ;
- Le long de la bande verte en lisière du chemin de fer, du croisement de l'Avenue de Beloeil jusqu'à l'aubette de bus, près du fritkot place St Job manque cruellement de plantations. Il y a également des trous dans les haies. --> Il s'agit d'une haie plantée sur un terrain appartenant à Infrabel ;
- Sur le "nouveau parking" de l'Avenue du Prince de Ligne, juste en face de l'Avenue de Beloeil des plantations seraient les bienvenues, deux emplacements en terre sont déjà prévus. à Le sous-traitant de la voirie interviendra en mars 2019 pour effectuer les plantations.

Ne pourrait-on pas en profiter pour y planter des arbres fruitiers et des nichoirs pour les oiseaux ?

Les plantations évoquées ci-dessus entrent dans le cadre du remplacement ponctuel d'arbres d'avenue morts, malades ou abîmés. La replantation est donc effectuée avec la même essence de façon à garder une certaine harmonie dans les alignements. Les plantations d'arbres fruitiers retiennent toute l'attention du Service Vert et de son échevinat. Cependant, elles sont plus adaptées dans des parcs, squares ou petits espaces verts (fruits tombant en voirie, sur les voitures...). De manière générale nous favorisons

également la plantation d'arbres fruitiers dans les jardins des bâtiments communaux, écoles et crèches. Elle peut s'envisager en voirie s'il y a une demande collective en ce sens. La pose de nichoirs dans les arbres d'alignement de certaines rues sera également envisagée en 2019 (et les années prochaines) dans plusieurs voiries, parcs et espaces verts de la commune d'Uccle.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevrouw Fraiteur betreffende ontbrekende bomen in de Diesdellewijk.

Volgens inwoners ontbreken er talrijke bomen in de Diesdellewijk:

- Beloeillaan nr. 12 en 15 (de boomspiegels zijn aangelegd)
- Prins de Lignelaan, van het Sint-Jobsplein tot de Beloeillaan (de boomspiegels zijn aangelegd)
- Diesdelleplein, aan de frituur, 1 boom (de boomspiegel is aangelegd)
- Maarschalklaan, de 3de boom links en aan nr. 19, 21, 23, 26 en de laatste boom op de linkerhoek net voor de toegang tot het bos.
- Eikenlaan, **vanuit het bos**. De eerste twee bomen links.
- André Ryckmanslaan nr. 12 en 16 (de boomspiegels zijn aangelegd)
- Aan de groene strook langs de spoorweg, het kruispunt van de Beloeillaan tot de bushalte, vlakbij de frituur van het Sint-Jobsplein, ontbreken talrijke aanplantingen. Er zijn ook gaten in de hagen.
- Op de nieuwe parking van de Prins de Lignelaan, tegenover de Beloeillaan, zijn aanplantingen gewenst. Er zijn reeds twee percelen voorzien.

Zijn deze aanplantingen gepland en kunnen er eventueel fruitbomen en vogelnestkastjes voorzien worden?

Antwoord

- Beloeillaan à Deze bomen worden heraangeplant in maart 2019;
- Prins de Lignelaan à De aanplantingen gebeuren in maart 2019 door de onderaannemer van de weg;
- Diesdelleplein à In het najaar 2019 worden aanplantingen voorzien;
- Maarschalklaan à Geen heraanplantingen wegens concurrentie met de grote bomen op privé-eigendom men;
- Eikenlaan à Eén boom wordt heraangeplant in het najaar 2019 (er is slechts plaats voor 1 boom);
- André Ryckmanslaan à Deze bomen worden heraangeplant in maart 2019;
- Spoorweg à Het betreft een haag op een terrein van Infrabel;
- Parking à De onderaannemer van de weg zal in maart 2019 aanplantingen voorzien.

Deze aanplantingen worden uitgevoerd in het kader van de vervanging van dode, zieke of beschadigde bomen. Er wordt steeds eenzelfde soort aangeplant om harmonie met andere bomen te behouden. Fruitbomen passen beter in parken, op squares en in kleine groene ruimtes (vallend fruit) en worden ook vaker voorzien in tuinen van gemeentegebouwen, scholen en kinderdagverblijven. Vanaf 2019 zullen er nestkastjes voorzien worden in bomen van bepaalde wegen, parken en groene ruimtes van de gemeente Ukkel.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 06 Fraiteur arbres vivier d'oie.docx

28.03.2019/A/0041 **Question écrite de Mme Lederman Bucquet relative à l'éclairage des passages pour piétons.**

Beaucoup de passages sont très mal éclairés. En hiver, avec les vêtements sombres, c'est un vrai danger. Il existe quelques endroits à Uccle où l'éclairage est renforcé, on voit la différence.

Dès lors, est-ce que le collège envisage une politique d'éclairage plus sûr pour nos administrés, en multipliant les éclairages renforcés au passage piétons ?

Réponse:

Le Collège partage vos préoccupations concernant la sécurisation des passages pour piétons et la nécessité de les éclairer de manière adéquate.

Toutefois, les études techniques réalisées par Sibelga indiquent qu'il n'est pas toujours opportun de les sur-éclairés, sauf exceptionnellement dans des zones fort fréquentées (écoles, carrefours importants,...)

Chaque demande est analysée au cas par cas par le bureau d'étude de Sibelga et la commune.

Sachez que le Collège a récemment rencontré la direction de Sibelga et que nous avons insisté à cette occasion sur la nécessité de prévoir un éclairage public (par exemple de type Zebra) au-dessus d'une série de passages pour piétons qui n'en sont pas pourvus actuellement.

N'hésitez donc pas à nous communiquer les adresses des zones où vous estimez qu'il est nécessaire de renforcer l'éclairage, nous ne manquerons pas de les répercuter et vous faire part de nos conclusions.

Enfin, si cela devait vous intéresser, une séance d'information à destination des mandataires communaux est organisée par Sibelga le 2 avril prochain. Vous avez en principe dû recevoir un mail à ce sujet.

Pour plus d'infos : www.sibelgameeting.be

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevrouw Lederman Bucquet betreffende de verlichting van de zebrapaden.

Veel oversteekplaatsen zijn slecht verlicht en dit vormt een gevaar. Overweegt het college een verbetering inzake de verlichting van oversteekplaatsen voor voetgangers?

Antwoord

Volgens Sibelga is het niet altijd gepast om meer verlichting te voorzien, behalve op drukke plaatsen (scholen, belangrijke kruispunten). Sibelga en de gemeente bestuderen wel elke aanvraag. Het college heeft de directie van Sibelga onlangs ontmoet in verband met de noodzaak om bepaalde oversteekplaatsen te voorzien van verlichting. U kan steeds plaatsen doorgeven waar betere verlichting gepast zou zijn.

Ter info: Sibelga organiseert op 2 april een infosessie voor gemeentelijke mandatarissen: www.sibelgameeting.be

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 08 Lederman écairage passage piéton.docx

Levée de la séance à 01:00
Opheffing van de zitting om 01:00

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj